

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE

Résilience dans un contexte incertain :
pour combien de temps ?

OCT
2025



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

**MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE**

Résilience dans un contexte incertain :
pour combien de temps ?

**OCT
2025**



Cataloging-in-Publication Data
IMF Library

Names: International Monetary Fund, publisher.

Title: Regional economic outlook. Middle East and Central Asia : resilience and uncertainty : will it last?

Other titles: Middle East and Central Asia : resilience and uncertainty : will it last? | Middle East and Central Asia. | Resilience and uncertainty : will it last? | Regional economic outlook: Middle East and Central Asia.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 2025. | Oct. 2025. | Includes bibliographical references.

Identifiers: ISBN:

9798229023016 (English paper)

9798229024624 (French paper)

Subjects: LCSH: Economic forecasting—Middle East. | Economic forecasting—Asia, Central. | Economic development—Middle East. | Economic development—Asia, Central. | Middle East—Economic conditions. | Asia, Central—Economic conditions.

Classification: LCC HC415.15.A1 R44 2025

Le rapport sur les *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* est publié une fois par an, à l'automne, et rend compte de l'évolution économique de la région. Les estimations, projections et considérations de politique économique qu'il présente sont celles des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement les points de vue du FMI, de son conseil d'administration ni de sa direction.



Les commandes peuvent être effectuées par Internet ou courrier :

International Monetary Fund, Publication Services

P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.

Tél. : +(1) 202.623.7430

Télec. : +(1) 202.623.7201

publications@IMF.org

IMFbookstore.org

elibrary.IMF.org

Table des matières

Remerciements	v
Groupes de pays	vi
Hypothèses et conventions	viii
Moyen-Orient et Asie centrale : abréviations des pays	viii
Résumé	ix
1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques – résilience dans un contexte incertain : pour combien de temps ?	1
1.1. Contexte mondial : une résilience étonnante	1
1.2. Évolutions récentes : l'économie se montre résiliente face à une grande incertitude et aux conflits	2
1.3. Perspectives : de la résilience économique à l'accélération de la croissance	6
1.4. Risques : cette résilience durera-t-elle ?	10
1.5. Politiques économiques : renforcer les amortisseurs et la résilience, et saisir les occasions	13
1.6. Le FMI reste déterminé à soutenir les pays des régions MOANAP et CAC	17
Bibliographie	24
2. Stimuler la reprise économique à l'issue d'un conflit : caractéristiques et politiques publiques	26
2.1. Introduction	26
2.2. Évaluer la durée et la résilience des redressements à la sortie des conflits	27
2.3. Circonstances et politiques favorables à un redressement à la sortie d'un conflit	31
2.4. Enseignements tirés d'études de cas	35
2.5. Conclusions	35
Bibliographie	40
ENCADRÉS	
Encadré 1.1. Caucase et Asie centrale : la croissance après le redressement	18
Encadré 1.2. Règles budgétaires, écarts et répercussions des chocs mondiaux	20
Encadré 1.3. Cadres de politique monétaire et conséquences économiques des chocs	22
Encadré 2.1. Enseignements tirés de redressements économiques après des conflits	37
GRAPHIQUES	
Graphique 1.1. Indices mondiaux d'incertitude	1
Graphique 1.2. Taux effectif moyen simple des droits de douane appliqué par les États-Unis	2
Graphique 1.3. Perte d'exportations estimée imputable aux nouveaux droits de douane américains	3
Graphique 1.4. Régions CAC et MOANAP : échanges de biens en valeur, janvier-mai 2025	3
Graphique 1.5. Évolution de la production de pétrole depuis décembre 2024 et du prix du pétrole	4
Graphique 1.6. Envois de fonds entrants	4
Graphique 1.7. Écarts de rendement sur la dette souveraine extérieure	5
Graphique 1.8. Taux de change effectif nominal	5

Graphique 1.9. Régions CAC et MOANAP : croissance du PIB réel	5
Graphique 1.10. Régions CAC et MOANAP : inflation globale	6
Graphique 1.11. Régions CAC et MOANAP : prévisions de croissance du PIB réel	7
Graphique 1.12. Régions CAC et MOANAP : solde courant	8
Graphique 1.13. Régions CAC et MOANAP : prévisions de l'inflation globale et révisions ultérieures	9
Graphique 1.14. Régions CAC et MOANAP : impulsion budgétaire	10
Graphique 1.15. Régions CAC et MOANAP : effets de chocs d'incertitude au niveau mondial sur la croissance du PIB réel	11
Graphique 1.16. Interdépendance État-banques et besoins bruts de financement, 2024	11
Graphique 1.17. Prix du pétrole	12
Graphique 1.18. Répercussions des conflits sur le PIB réel par habitant	13
Graphique 1.19. Régions CAC et MOANAP : dette brute des administrations publiques	14
Graphique 1.20. Orientation de la politique monétaire	15
Graphique 1.21. Région MOANAP : estimation de l'effet cumulé de l'accroissement de l'indice de l'indépendance des banques centrales sur l'inflation	15
Graphique 1.22. Afrique du Nord : amélioration réelle des exportations grâce à une intégration accrue à l'Union européenne et à l'Afrique subsaharienne	16
Graphique 1.23. État de préparation à l'intelligence artificielle, 2023	16
Graphique 1.24. Taux de chômage, derniers chiffres disponibles	17
Graphique 2.1. Épisodes de paix post-conflit, 1989-2024	28
Graphique 2.2. Intensité et durée moyennes des conflits	28
Graphique 2.3. Niveau médian du PIB par habitant vers la fin des conflits	28
Graphique 2.4. Redressement à la sortie d'un conflit : évolution des canaux macroéconomiques	29
Graphique 2.5. Succès et échecs des redressements à la sortie d'un conflit : situations avant et après le conflit	30
Graphique 2.6. Volatilité macroéconomique et redressements réussis	31
Graphique 2.7. Dépenses publiques et redressements réussis	32
Graphique 2.8. Restructuration de la dette et redressements réussis	33
Graphique 2.9. Institutions : circonstances initiales et efforts d'amélioration de la gouvernance	34
Graphique 2.10. Corrélations entre les redressements réussis dans les pays des régions MOANAP et CAC, et dans le reste du monde	35

TABLEAUX

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (région MOANAP)	42
Croissance du PIB réel	44

Remerciements

Les *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale* sont établies chaque printemps et chaque automne par le département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Les analyses et projections figurant dans le présent rapport relèvent pleinement des activités de surveillance de l'évolution et des politiques économiques des pays membres que mène le département. Elles s'appuient principalement sur les informations recueillies par les services du département au cours de consultations avec les pays membres.

Les analyses figurant dans la présente édition des *Perspectives économiques régionales* ont été coordonnées sous la supervision de Jihad Azour (directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale). Les travaux ont été dirigés par Roberto Cardarelli (chef de la division analyse et stratégie régionales) et John Bluedorn (chef adjoint de la division analyse et stratégie régionales).

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Apostolos Apostolou, Serpil Bouza, Vizhdan Boranova, Bronwen Brown, Hannah Brown, Hasan Dudu, Muhammad Ejaz, Radhika Goyal, Eliakim Kakpo, Troy Matheson, Borislava Mircheva, Karmen Naidoo, Salem Nechi, Thomas Piontek, Bilal Tabti et Subi Suvetha Velkumar. Annalaura Sacco a apporté de précieux retours sur les questions concernant les réfugiés.

Vizhdan Boranova a établi l'annexe statistique et assuré la gestion de la base de données. Faris Abdurrachman, Hannah Claire Brown et Subi Suvetha Velkumar ont fourni une aide à la recherche.

Bronwen Brown a corrigé le manuscrit anglais du rapport. Cheryl Toksoz a dirigé l'équipe de rédaction du département de la communication et géré la production du rapport. Helida Graca et Adetoro Olatidoye ont apporté leur concours à la production du rapport. Ahmed Al Zadjali, Botir Baltabaev, Eliakim Kakpo, Salem Nechi et Bilal Tabti ont revu les traductions et collaboré avec Noha ElShalkany et Heba Khalil (pour la version arabe) ; Alexia Auzière, Monica Nepote-Cit et Jeanne Valensi (pour la version française) ; et Svetlana Andryunina et Inna Davidova (pour la version russe). Baya Kourdali et Mona Hassan, Marion Delépine et Alexandra Akchurin ont contribué à la relecture des versions arabe, française et russe, respectivement. Ranwa Nasfi (du centre pour la coordination des traductions) a apporté son soutien en matière de coordination. Tous appartiennent à la division services linguistiques du département services intégrés et équipements du FMI.

Groupes de pays

Moyen-Orient et Asie centrale : groupes régionaux

Caucase et Asie centrale (CAC)	Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP)	
	Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)	Autres
Arménie	Algérie	Afghanistan
Azerbaïdjan	Arabie saoudite	Pakistan
Géorgie	Bahreïn	
Kazakhstan	Cisjordanie et bande de Gaza	
Ouzbékistan	Djibouti	
République kirghize	Égypte	
Tadjikistan	Émirats arabes unis	
Turkménistan	Iran	
	Iraq	
	Jordanie	
	Koweït	
	Liban	
	Libye	
	Maroc	
	Mauritanie	
	Oman	
	Qatar	
	République arabe syrienne	
	Somalie	
	Soudan	
	Tunisie	
	Yémen	

MOAN, Afghanistan et Pakistan : regroupements analytiques¹

Pays exportateurs de pétrole (PEP)		Pays importateurs de pétrole (PIP)		Pays fragiles ou touchés par un conflit	
Conseil de coopération du Golfe (CCG)	Autres	Pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI)	Pays à faible revenu (PFR)	Tous les pays fragiles ou touchés par un conflit	Pays touchés par un conflit
Arabie saoudite	Algérie	Cisjordanie et bande de Gaza	Afghanistan	Afghanistan	Afghanistan
Bahreïn	Iran	Égypte	Djibouti	Cisjordanie et bande de Gaza	Cisjordanie et bande de Gaza
Émirats arabes unis	Iraq	Jordanie	Mauritanie	Iraq	Iraq
Koweït	Libye	Liban	République arabe syrienne	Liban	Liban
Oman		Maroc	Somalie	Libye	République arabe syrienne
Qatar		Pakistan	Soudan	République arabe syrienne	Somalie
		Tunisie	Yémen	Somalie	Soudan
				Soudan	Yémen
				Yémen	

Caucase et Asie centrale : regroupements analytiques

Pays exportateurs de pétrole (PEP)	Pays importateurs de pétrole (PIP)	
	Pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI)	Pays à faible revenu (PFR)
Azerbaïdjan	Arménie	Ouzbékistan
Kazakhstan	Géorgie	République kirghize
Turkménistan		Tadjikistan

¹La région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale est divisée en deux principaux groupes distincts, en fonction des recettes d'exportation : 1) les pays exportateurs de pétrole (PEP) et 2) les pays importateurs de pétrole (PIP). Le groupe des PIP comprend, en fonction du niveau de revenu, 1) les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) ; et 2) les pays à faible revenu (PFR). D'autres regroupements sur la base de la région et en fonction de critères analytiques peuvent être utilisés pour permettre une ventilation plus détaillée aux fins d'analyse et de continuité.

Hypothèses et conventions

Les projections de l'édition d'octobre 2025 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale* reposent sur plusieurs hypothèses. Il est supposé que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues, que le cours moyen du baril de pétrole¹ sera de 68,92 dollars en 2025, de 65,84 dollars en 2026 et de 67,26 dollars en 2030, et que le rendement nominal à trois mois des bons du Trésor américain s'établira en moyenne à 4,3 % en 2025, à 3,7 % en 2026 et à 2,9 % en 2030. Il s'agit d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les données relatives aux années 2025–30 qui figurent dans les graphiques et les tableaux sont des projections. Sauf indication contraire, ces dernières sont basées sur les données statistiques disponibles pour la période se terminant fin septembre 2025.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente publication :

- Les légères différences entre les totaux et la somme de leurs composantes sont dues aux arrondis.
- Un tiret (–) entre des années ou des mois (par exemple 2023–24 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois, inclus ; la barre oblique (/) entre deux années ou mois (par exemple 2023/24) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Par « point de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

Dans plusieurs occurrences, le terme « pétrole » comprend le gaz, qui est aussi une ressource importante pour plusieurs pays.

Dans la présente publication, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière séparée et indépendante.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Moyen-Orient et Asie centrale : abréviations des pays

AFG	Afghanistan	IRN	Iran	MAR	Maroc	SYR	Rép. arabe syrienne
ALG	Algérie	IRQ	Iraq	MRT	Mauritanie	TJK	Tadjikistan
ARM	Arménie	JOR	Jordanie	OMN	Oman	TKM	Turkménistan
AZE	Azerbaïdjan	KAZ	Kazakhstan	PAK	Pakistan	TUN	Tunisie
BHR	Bahreïn	KGZ	Rép. kirghize	QAT	Qatar	UAE	Émirats arabes unis
DJI	Djibouti	KWT	Koweït	SAU	Arabie saoudite	UZB	Ouzbékistan
EGY	Égypte	LBN	Liban	SDN	Soudan	WBG	Cisjordanie et bande de Gaza
GEO	Géorgie	LBY	Libye	SOM	Somalie	YEM	Yémen

¹Moyenne simple des cours du pétrole brut UK Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate.

Résumé

Évolutions et perspectives économiques : résilience dans un contexte de forte incertitude mondiale et de tensions géopolitiques

Dans l'ensemble, les résultats économiques enregistrés par le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP) et le Pakistan et par le Caucase et l'Asie centrale (CAC) en 2025 sont restés solides : les deux régions ont, en grande partie, été épargnées par les répercussions directes du relèvement des droits de douane américains et des perturbations du commerce international et les récentes tensions géopolitiques régionales n'y ont eu qu'un impact limité et de courte durée.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont été favorisés par l'augmentation de la production de pétrole à mesure que l'OPEP+ accélérât le retrait de ses mesures de réduction. Dans le même temps, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont bénéficié de la vigueur de la demande, tirée par la faiblesse des prix de l'énergie, le dynamisme des envois de fonds et la vitalité du tourisme. Dans la région CAC, la croissance a continué de dépasser les attentes, portée par une robuste demande intérieure, l'essor du crédit et les exportations d'hydrocarbures.

Malgré des orientations monétaires relativement restrictives, les conditions sur les marchés financiers demeurent favorables. Les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines se sont réduits, les taux de change nominaux se sont dépréciés et plusieurs pays ont fait appel aux marchés financiers internationaux avec succès.

L'inflation a suivi des tendances divergentes : elle s'est atténuée dans la plupart des pays de la région MOANAP grâce au recul des prix de l'alimentation et de l'énergie, mais elle a grimpé dans beaucoup de pays de la région CAC sous l'effet d'une forte demande et de l'importation de tensions sur les prix.

Au cours de la période à venir, la croissance du PIB dans la région MOANAP devrait s'affermir progressivement, appuyée par la hausse de la production de pétrole, la résilience de la demande locale et les réformes en cours. Dans les pays de la région CAC, la croissance devrait décélérer pour atteindre un rythme plus soutenable. L'inflation devrait ralentir dans la plupart des pays, à la faveur, selon les projections, d'une baisse des prix de l'énergie et d'un resserrement de l'orientation budgétaire, compte tenu des progrès dans la mobilisation des recettes et dans la rationalisation des dépenses, notamment au moyen de réformes des subventions.

Risques : le bout du tunnel n'est pas encore là

Jusqu'à présent, les pays des régions MOANAP et CAC ont relativement bien résisté à la conjoncture mondiale très incertaine, mais ils pourraient pâtir d'effets différés.

L'affaiblissement de la demande mondiale demeure un risque majeur, tout comme le resserrement des conditions financières mondiales. Des inquiétudes budgétaires et des tensions inflationnistes plus vives que prévu dans les grands pays avancés pourraient entraîner une augmentation des coûts d'emprunt, laquelle pèserait tout particulièrement sur les pays où les besoins de financement de l'État sont considérables et où le secteur bancaire détient une part très importante de la dette souveraine.

Les deux régions demeurent aussi exposées à une accentuation des tensions géopolitiques et à un accroissement de la fréquence et de la sévérité des chocs liés au changement climatique, deux menaces qui pourraient perturber l'activité économique et fragiliser la stabilité.

À l'inverse, une résolution plus rapide qu'anticipé des conflits et une mise en œuvre plus musclée des réformes structurelles attendues de longue date pourraient donner une forte impulsion à la croissance dans l'ensemble des deux régions.

Priorités pour l'action publique : *constituer des marges de manœuvre, renforcer les cadres stratégiques et accélérer les réformes structurelles*

La dynamique de croissance en cours offre une excellente occasion d'étoffer les marges budgétaires et extérieures, surtout dans les pays où elles sont limitées.

En plus de mesures prudentes, l'amélioration de la résilience économique face aux chocs négatifs nécessitera peut-être des ajustements institutionnels, notamment un renforcement du cadre budgétaire à moyen terme, afin de mieux asseoir la viabilité des finances publiques à long terme, et du cadre monétaire à moyen terme, de façon à accroître l'efficacité et la prévisibilité, lesquelles pourraient contribuer à ancrer un peu plus les anticipations d'inflation.

Plus généralement, les réformes structurelles destinées à diversifier l'économie et à développer le secteur privé demeurent essentielles dans tous les pays pour tirer parti des possibilités qu'offre l'évolution du paysage économique mondial et pour rehausser les perspectives de croissance à moyen terme.

1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques – résilience dans un contexte incertain : pour combien de temps ?¹

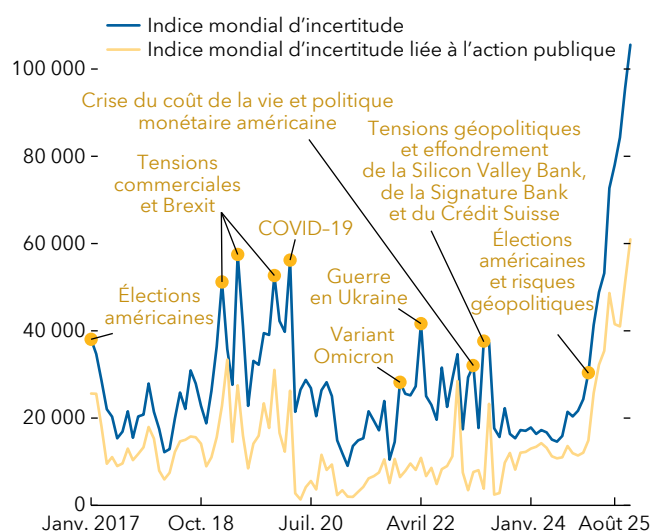
1.1. Contexte mondial : une résilience étonnante

Au cours des derniers mois, l'économie mondiale est restée résiliente face à une série de chocs qui ont engendré une forte incertitude quant à sa stabilité et à sa trajectoire future (graphique 1.1). S'agissant des droits de douane, il est vrai qu'au terme de la suspension des taxes à l'importation annoncées par les États-Unis le 2 avril, les taux légaux étaient légèrement plus faibles que prévu et les partenaires commerciaux des États-Unis n'avaient pas pris de mesures de rétorsion, mais les taux globaux des droits d'entrée américains demeurent supérieurs à leur niveau antérieur à l'escalade. Dans le même temps sont apparues de nouvelles craintes quant au degré d'indépendance perçu des institutions économiques américaines et aux conséquences économiques (et aux répercussions transfrontières) possibles d'un durcissement des politiques de restriction de l'immigration. Ces évolutions, parallèlement à l'émergence de préoccupations concernant la viabilité des finances publiques à long terme dans plusieurs grands pays avancés, sont venues ajouter à l'incertitude qui entourait déjà les perspectives.

Pourtant, les flux commerciaux et l'activité économique sont restés dynamiques. La croissance a bien résisté au premier semestre de 2025 atteignant des taux trimestriels annualisés d'environ 3,5 % en glissement annuel. Certes, l'inflation a quelque peu augmenté ou est demeurée stable dans certains pays, mais peu d'éléments jusqu'à présent indiquent que le relèvement des droits de douane a fait grimper les prix. Cette résilience inattendue et la modeste réaction de l'inflation pourraient en partie résulter de facteurs temporaires, comme l'anticipation de la consommation et de l'investissement en prévision de la hausse des droits de douane, la réorientation des courants d'échanges vers des pays tiers et les stratégies d'amortissement adoptées par les entreprises, reposant sur la gestion des stocks et sur l'utilisation de robustes marges bénéficiaires (édition d'octobre 2025 des *Perspectives de l'économie mondiale*). À mesure que ces facteurs se dissiperont, l'impact des chocs antérieurs pourrait devenir plus visible, comme le laissent penser l'affaiblissement du marché du travail, la baisse de la confiance des consommateurs ainsi que la montée de l'inflation hors alimentation et énergie et des anticipations d'inflation aux États-Unis.

Dans ce contexte, la croissance mondiale devrait légèrement ralentir, passant de 3,3 % en 2024, à 3,2 % en 2025 et à 3,1 % en 2026, sachant cependant que ces prévisions correspondent respectivement à une révision à la hausse de 0,4 et 0,1 point de pourcentage depuis avril. Les pays avancés devraient connaître une croissance de 1,6 % en 2025-26, ce taux s'établissant à environ 2 % pour les États-Unis (un chiffre un peu plus élevé qu'estimé en avril)

Graphique 1.1. Indices mondiaux d'incertitude
(Indice pondéré en fonction du PIB, 71 pays)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri (2022) ; base de données sur l'indice mondial d'incertitude (IMI) ; calculs des services du FMI.

Note : L'IMI mesure l'incertitude globale dans le monde tandis que l'indice mondial d'incertitude liée à l'action publique mesure l'incertitude entourant l'action publique dans le monde. Ces deux indices sont des moyennes pondérées en fonction du PIB de 71 pays.

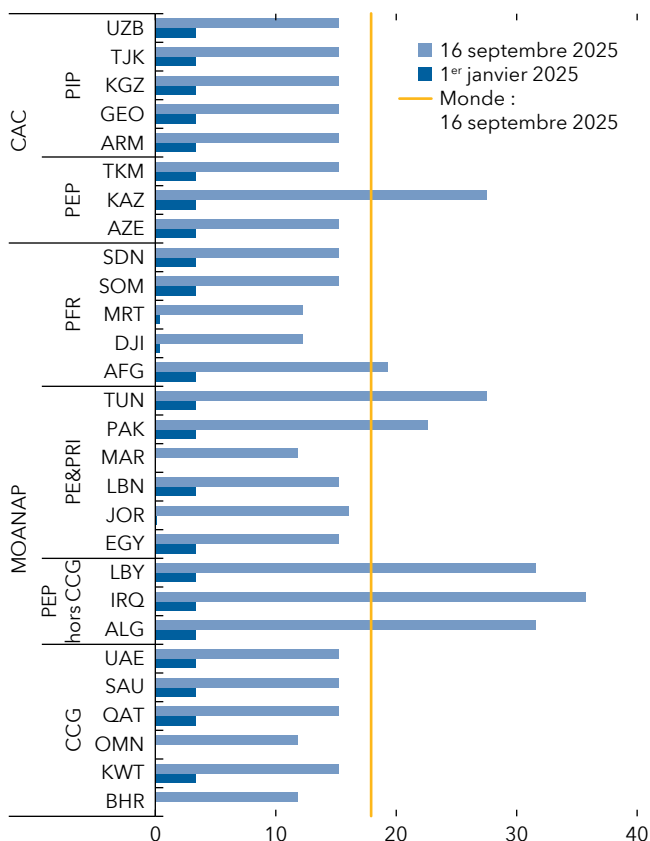
¹Ce chapitre a été préparé par Apostolos Apostolou, Vizhdan Boranova, Bronwen Brown, Eliakim Kakpo, Borislava Mircheva (autrice principale), Salem Nechi et Bilal Tabti.

et à 1,2 % pour la zone euro. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait se tasser à 4,2 % en 2025, contre 4,3 % en 2024, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage depuis avril. L'inflation mondiale devrait refluer à 4,2 % en 2025 et à 3,7 % en 2026, restant supérieure à l'objectif aux États-Unis, mais demeurant modérée dans la plupart des régions.

1.2. Évolutions récentes : l'économie se montre résiliente face à une grande incertitude et aux conflits

Malgré l'incertitude mondiale actuelle et le regain de tensions géopolitiques, dont témoigne le court conflit entre la République islamique d'Iran et Israël en juin dernier, les pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et de la région Caucase et Asie centrale (CAC) ont fait preuve de résilience jusqu'à

Graphique 1.2. Taux effectif moyen simple des droits de douane appliqué par les États-Unis
(En pourcentage)



Source : Organisation mondiale du commerce.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

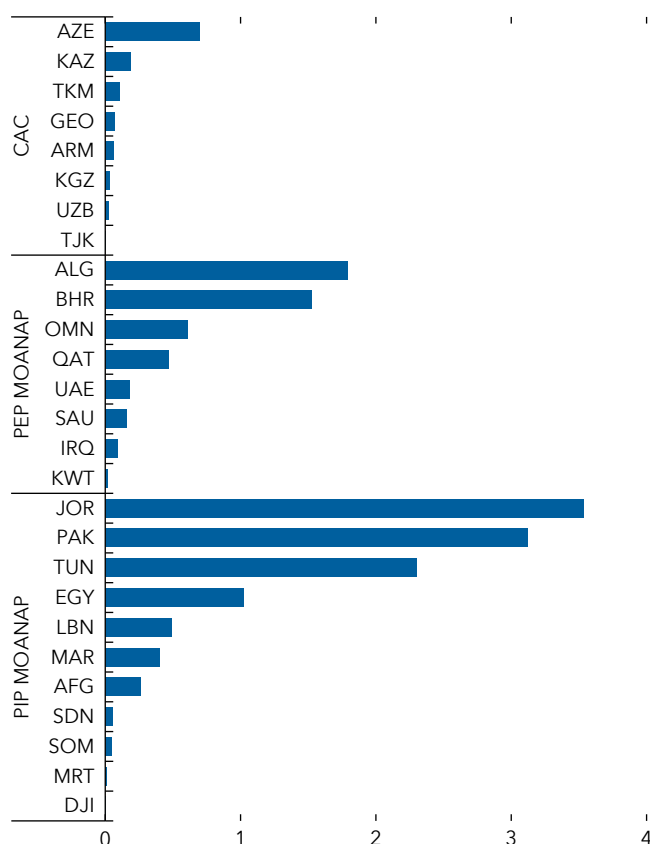
présent en 2025². Les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOANAP) ont tiré davantage du retrait plus rapide qu'attendu des mesures de réduction de la production adoptées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres grands producteurs de pétrole (OPEP+) tandis que le recul des prix du pétrole a favorisé les pays importateurs de pétrole. Les conditions financières extérieures sont restées accommodantes, grâce au resserrement des écarts de taux, à l'affaiblissement des taux de change, à des afflux massifs de capitaux et à un meilleur accès aux marchés de capitaux pour plusieurs pays des régions MOANAP et CAC. Dans la région CAC, la croissance a continué de dépasser les attentes, portée par la vigueur de la demande intérieure et le dynamisme de la production d'hydrocarbures dans les pays exportateurs de pétrole, alors que l'inflation s'accélérait.

Les taux des droits de douane ont relativement peu augmenté pour la plupart des pays des régions MOANAP et CAC au terme des 90 jours de suspension de certaines mesures tarifaires adoptées par les États-Unis. À la fin du mois de septembre, les droits de douane effectifs américains avaient convergé pour s'établir dans une fourchette comprise entre 10 % et 15 % dans la plupart des pays de ces régions, à quelques exceptions notables près (Algérie, Iraq, Kazakhstan, Pakistan, Tunisie) (graphique 1.2). Ces taux demeurent nettement supérieurs à ceux observés en 2024, mais leur impact global sur les exportations de marchandises devrait s'avérer limité. Ceci s'explique par la faible exposition de ces régions au marché américain, lequel ne représente qu'environ 4,5 % de l'ensemble de leurs échanges de marchandises, et par l'exemption des nouveaux droits de douane dont bénéficient les produits pétroliers (graphique 1.3)³.

²Dans ce chapitre, l'Afghanistan n'est inclus dans le groupe géographique « région MOANAP » que jusqu'en 2024, faute de projections à partir de 2025.

³Ces estimations doivent être interprétées comme une limite supérieure, dans la mesure où elles ne représentent que l'impact direct en « équilibre partiel » du relèvement des droits de douane. Ainsi, elles ne tiennent pas compte de l'effet positif que pourrait avoir une réorientation des courants d'échanges vers les régions MOANAP et CAC sous l'effet du différentiel de droits de douane.

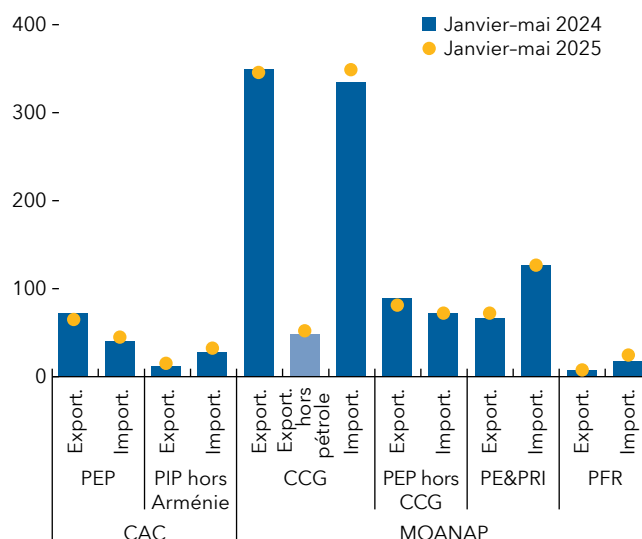
Graphique 1.3. Perte d'exportations estimée imputable aux nouveaux droits de douane américains
(En pourcentage des exportations manufacturières de 2024)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les exportations manufacturières sont calculées comme la différence entre la valeur des exportations de biens et des exportations d'hydrocarbures. Cette perte constitue une estimation d'équilibre partiel issue des actions des États-Unis en matière de droits de douane à date du 18 août 2025 ainsi que des élasticités à court terme de Boehm et al. (2023). Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Graphique 1.4. Régions CAC et MOANAP : échanges de biens en valeur, janvier-mai 2025
(Milliards de dollars)



Sources : FMI, base de données Direction of Trade Statistics ; calculs des services du FMI.

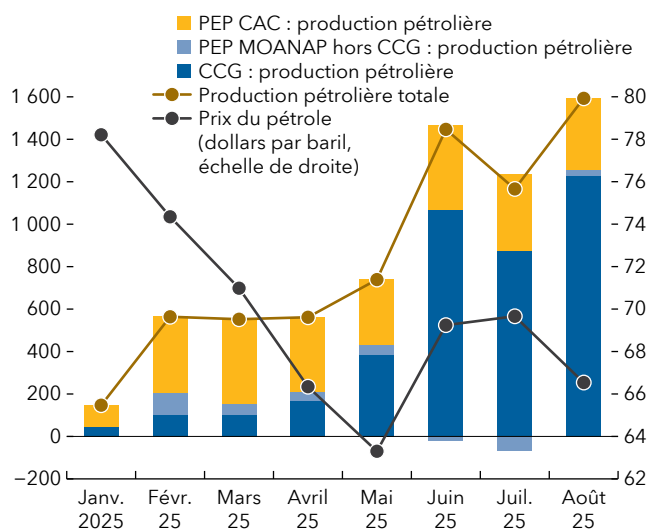
Note : Les exportations hors pétrole du CCG sont celles de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, d'Oman et du Qatar. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; Export. = exportations ; Import. = importations ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Jusqu'à présent, l'intensification des tensions découlant des différends commerciaux et des conflits régionaux n'a pas eu de répercussions importantes sur les échanges de marchandises des régions MOANAP et CAC en 2025. Entre janvier et mai, les exportations de marchandises des pays émergents et des pays à revenu intermédiaire de la région MOANAP ont augmenté de 8,0 % en valeur par rapport à la même période l'année précédente, tirée par des échanges soutenus avec la Chine et l'Union européenne, ainsi que par l'essor continu du commerce intrarégional (graphique 1.4). Dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC, les exportations en valeur

se sont nettement accrues, en grande partie grâce à la poursuite de la réorientation des échanges vers la Russie. Dans l'ensemble, les exportations de marchandises en valeur ont diminué dans les pays exportateurs de pétrole, en raison du recul des prix du pétrole depuis l'an dernier, mais les exportations hors pétrole ont bien résisté, en particulier dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La guerre Israël-Iran en juin n'a eu qu'un impact de courte durée sur les flux commerciaux passant par le détroit d'Ormuz. Cela étant, les échanges en volume via le canal de Suez ne sont pas encore revenus au niveau enregistré avant leur effondrement en 2024.

La production de pétrole s'est accélérée en 2025 (graphique 1.5). Au cours de l'année, les pays de l'OPEP+ ont éliminé l'ensemble des mesures de réduction de la production adoptées en novembre 2023, lesquelles représentaient 2,2 millions de barils par jour et devaient s'appliquer jusqu'en septembre 2026. En conséquence, la production de pétrole des pays du CCG a augmenté de 968 000 barils par jour entre février et juin et de 158 000 barils supplémentaires entre juin et août. En revanche, dans les pays de la région MOANAP non membres du CCG, la production a stagné en raison de contraintes de capacités, des conflits en cours et des sanctions internationales. En septembre 2025, l'OPEP+ a annoncé le début d'une nouvelle phase de suppression échelonnée des mesures de réduction de la production, portant cette

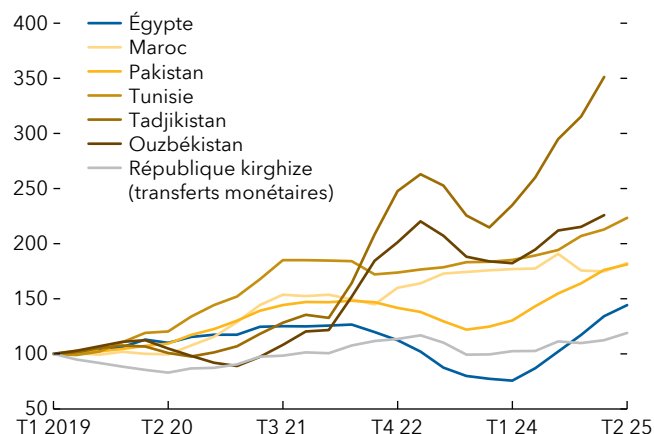
Graphique 1.5. Évolution de la production de pétrole depuis décembre 2024 et du prix du pétrole
(Milliers de barils par jour)



Sources : Haver Analytics ; Initiative commune sur les données des organisations (JODI) ; Organisation des pays exportateurs de pétrole ; Rystad ; calculs des services du FMI.

Note : L'Arabie saoudite a enregistré une surproduction temporaire en juin 2025 (9,752 millions de barils par jour contre un quota de 9,367 millions de barils par jour). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole.

Graphique 1.6. Envois de fonds entrants
(Indice, T1 2019 [janvier] = 100)



Sources : FMI, base de données sur la balance des paiements ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

fois sur la tranche adoptée en avril 2023, qui devait initialement demeurer jusqu'à la fin de 2026⁴. Conjuguée à l'atonie de la demande mondiale et à la forte croissance de l'offre des pays producteurs non membres de l'OPEP+, cette décision a contribué à maintenir les prix du pétrole à un niveau relativement faible. En dehors de leur envolée temporaire liée aux tensions entre l'Iran et Israël à la mi-juin, les prix du pétrole sont globalement restés compris entre 60 et 70 dollars depuis le milieu de 2025.

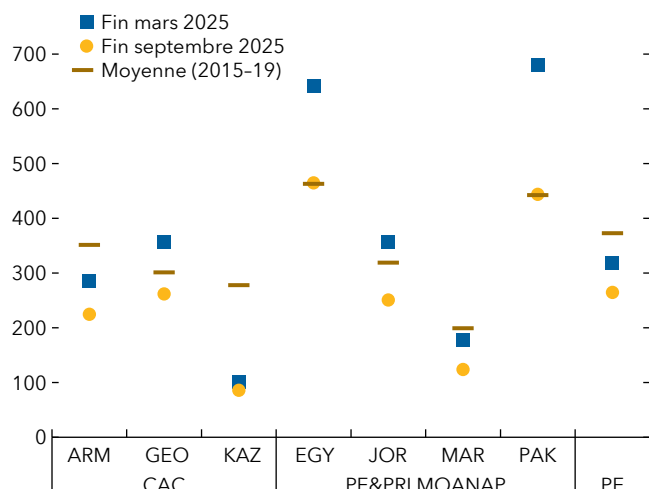
Le dynamisme des envois de fonds et des flux touristiques soutient les soldes extérieurs dans plusieurs pays des régions MOANAP et CAC (graphique 1.6). Dans la région MOANAP, les envois de fonds ont continué d'augmenter en 2025, en particulier en Égypte et au Pakistan, contribuant à l'amélioration des soldes courants. Dans la région CAC, le total des envois de fonds entrants s'est généralement accru depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et il s'est maintenu sur une trajectoire ascendante dans plusieurs pays (Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan). Dans d'autres pays (Arménie, Géorgie), les envois de fonds entrants ont stagné, mais ils demeurent élevés. Les entrées liées au tourisme sont aussi reparties à la hausse dans plusieurs pays de la région MOANAP (Égypte, Maroc, Tunisie).

Dans l'ensemble, les conditions financières sont restées favorables en 2025, malgré des orientations monétaires neutres ou restrictives. Les entrées brutes en obligations et en actions ont généralement rebondi dans les régions MOANAP et CAC. Les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines ont continué de se resserrer, passant dans certains cas en dessous de leur niveau moyen enregistré avant la pandémie (graphique 1.7). Tirant parti du fort appétit des investisseurs pour la dette régionale, plusieurs pays ont fait appel avec succès aux marchés internationaux en 2025. En septembre 2025, les émissions cumulées d'obligations dans les régions MOANAP et CAC ont dépassé 36,8 millions de dollars, soit près du montant total atteint en 2024 et plus que la moyenne des trois dernières années. Les taux de change effectifs nominaux se sont généralement affaiblis (graphique 1.8), dans certains cas en raison de l'arrimage de la monnaie nationale au dollar (dans les pays du CCG et en Jordanie et de facto en Azerbaïdjan). La croissance du secteur privé est restée robuste dans de nombreux pays des régions MOANAP et CAC, résultat qui tient aussi à des projets d'investissement de grande envergure liée à une volonté de diversification et à la modernisation d'infrastructures.

La vigueur de la demande intérieure, l'augmentation de la production de pétrole et des conditions financières accommodantes ont contribué à soutenir l'activité économique dans la plupart des pays des régions MOANAP et

⁴La décision prise en septembre fait augmenter la production de 137 000 barils par jour à partir d'octobre, revenant ainsi sur une partie des mesures globales de réduction mises en œuvre en avril 2023, lesquelles représentaient 1,66 million de barils par jour. Parallèlement aux restrictions sur l'offre de 2 millions de barils par jour mises en place en novembre 2022 et censées rester en vigueur jusqu'à la fin de 2026, ces mesures de réduction totalisent environ 5,85 millions de barils par jour, soit quelque 6 % de la demande mondiale de pétrole.

Graphique 1.7. Écarts de rendement sur la dette souveraine extérieure
(En points de base)

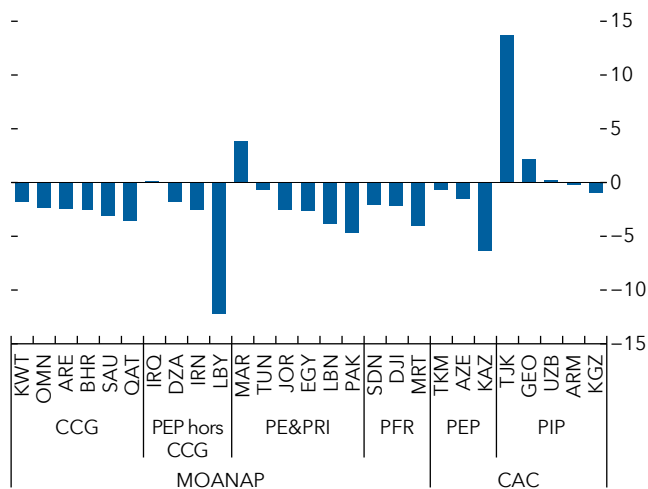


Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
Note : Les écarts de rendement des obligations d'État sont issus de l'indice des rendements des titres de dette des pays émergents (Emerging Market Bond Index Global) de J.P. Morgan. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; PE = pays émergents ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

CAC au premier semestre de 2025. Dans de nombreux pays, la croissance du PIB au premier trimestre (ou au premier semestre) de 2025 a dépassé tant sa valeur moyenne en 2024 que son taux à la même période l'année précédente (graphique 1.9). Dans les pays du CCG, la croissance est restée dynamique, tirée par la vitalité de la demande intérieure, en partie attribuable aux efforts de diversification en cours et au rebond de la production d'hydrocarbures. Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la croissance en 2025 a bénéficié d'importants flux touristiques (Égypte, Maroc, Tunisie), du redressement de la production agricole (Jordanie, Maroc, Tunisie), de l'augmentation des investissements dans les infrastructures (Maroc) et de la résilience des envois de fonds (Égypte, Jordanie, Pakistan). Dans la région CAC, en 2025, la croissance a accéléré au Kazakhstan et en Ouzbékistan, la demande intérieure étant respectivement soutenue par la rapide expansion du crédit et par les envois de fonds. Cependant, la croissance s'est légèrement tassée (tout en restant vigoureuse) en Arménie, en Géorgie et de façon plus marquée en Azerbaïdjan, où la lente exécution des investissements publics et des problèmes techniques entravant la production de pétrole ont, l'une et l'autre, pesé sur l'activité.

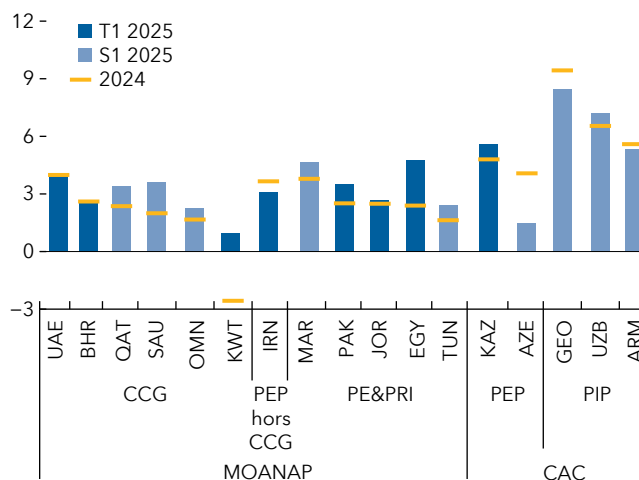
L'inflation a suivi des tendances divergentes dans les régions MOANAP et CAC. En juillet 2025, l'inflation globale (en glissement annuel) avait reflué dans la plupart

Graphique 1.8. Taux de change effectif nominal
(Variation en pourcentage, comparaison entre août 2025 et décembre 2024)



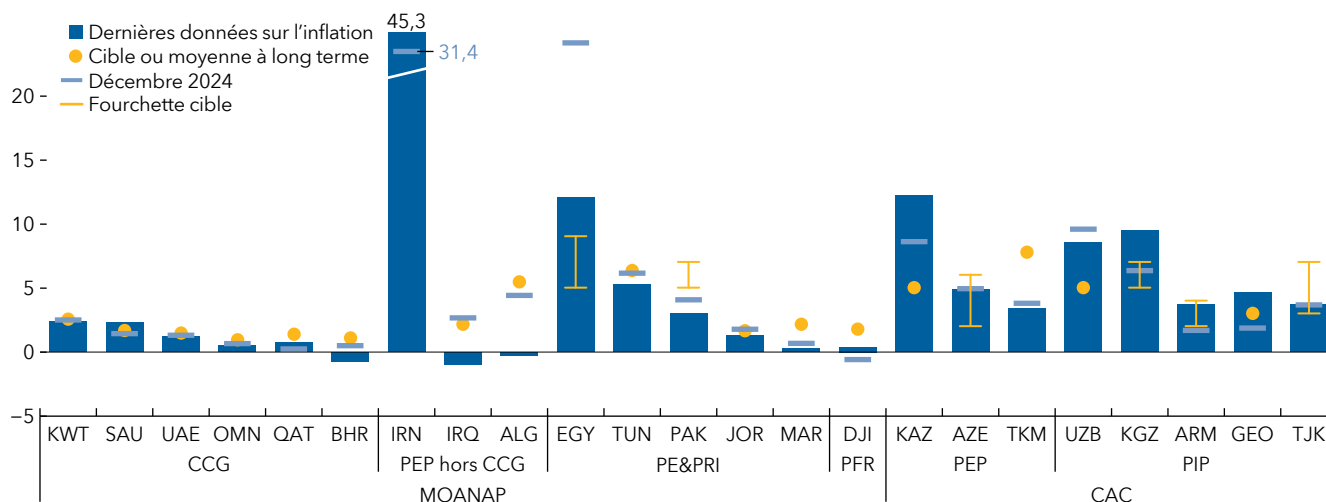
Sources : FMI, base de données INS ; calculs des services du FMI.
Note : Une valeur négative indique une dépréciation. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Graphique 1.9. Régions CAC et MOANAP : croissance du PIB réel
(Variation en pourcentage, en glissement annuel)



Sources : autorités nationales ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Graphique 1.10. Régions CAC et MOANAP : inflation globale
(Variation en pourcentage, en glissement annuel)



Sources : autorités nationales ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : L'inflation moyenne à long terme correspond à la moyenne 2015-24. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

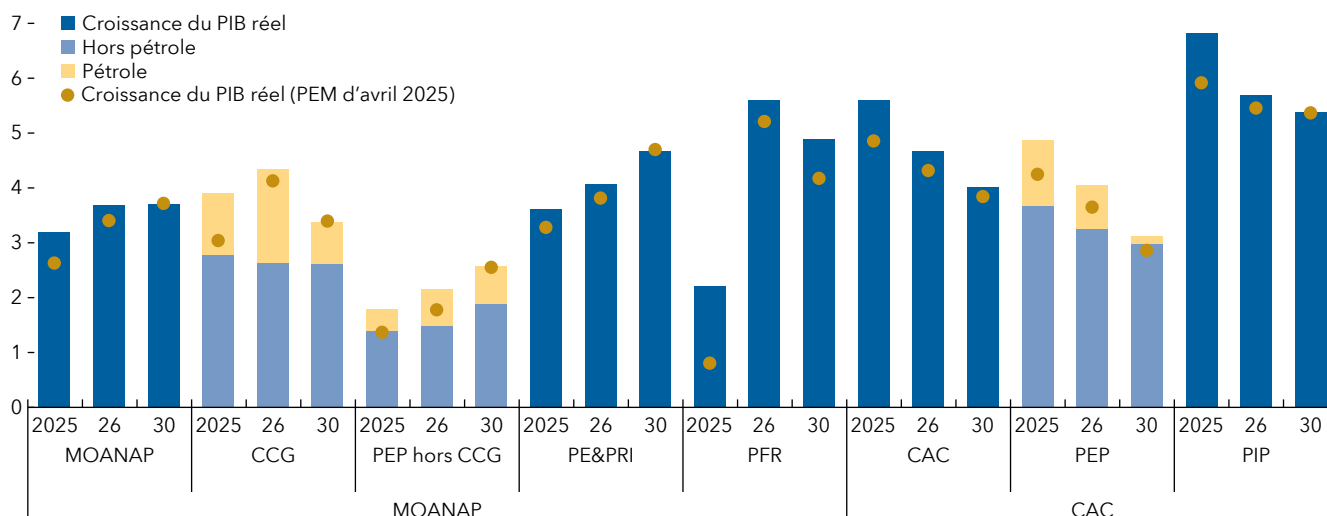
des pays de la région MOANAP, demeurant relativement faible ou proche de son niveau cible ou de sa moyenne historique, sous l'effet du recul des prix de l'alimentation et de l'énergie, et de l'orientation restrictive de la politique monétaire (graphique 1.10). La République islamique d'Iran a continué de faire figure d'exception : l'inflation y a accéléré à cause des pressions sur les taux de change, des politiques monétaire et budgétaire accommodantes, et des sanctions internationales. En Égypte, l'inflation, qui avait atteint des niveaux élevés par le passé, a diminué, mais elle est restée forte en raison de la répercussion des chocs sur l'offre, de la dépréciation de la monnaie et des ajustements des prix de l'énergie en cours. À l'inverse, l'inflation globale a augmenté dans presque tous les pays de la région CAC entre fin 2024 et juillet 2025, sauf au Turkménistan. Les tensions inflationnistes dans la région CAC tiennent à plusieurs facteurs, notamment aux réformes ponctuelles des tarifs de l'électricité (République kirghize), à l'inflation importée essentiellement de Russie (principal partenaire commercial) (Kazakhstan, République kirghize) et aux pressions exercées par la demande (Kazakhstan, République kirghize).

Un petit nombre de pays ont réalisé des avancées vers la paix, jetant les bases d'une reprise économique. Au Liban, le cessez-le-feu avec Israël en place depuis novembre 2024 fait naître l'espoir d'une période de paix et de reconstruction, malgré les récentes frappes aériennes et les profondes séquelles économiques laissées par le conflit. En Syrie, la transition politique ouvre de nouvelles perspectives économiques après que le long conflit a très lourdement pesé sur l'activité économique. Plus d'un demi-million de réfugiés et plus de 1,2 million de personnes déplacées dans leur propre pays sont rentrés chez eux, ce qui vient accroître les besoins humanitaires, déjà considérables (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2025). Au Yémen, la mise en œuvre de la feuille de route pour la paix établie par l'Organisation des Nations Unies en 2023 a marqué le pas, mais l'accord de cessez-le-feu conclu en mai 2025 avec les États-Unis est respecté. Dans le même temps, les conditions humanitaires demeurent alarmantes, en particulier au Soudan, où le nombre de personnes ayant besoin d'aide a nettement augmenté en 2025 par rapport à l'année dernière (OCHA, 2025a) et dans la bande de Gaza, où plus de 64 000 décès avaient été comptabilisés à la fin de juillet 2025 et où plus des trois quarts des bâtiments ont été endommagés ou détruits (OCHA, 2025b).

1.3. Perspectives : de la résilience économique à l'accélération de la croissance

La croissance de la région MOANAP devrait se renforcer en 2025 à un rythme plus rapide qu'attendu en mai. Cette révision à la hausse tient à l'augmentation de la production de pétrole dans les pays exportateurs de pétrole, à la poursuite des progrès dans la mise en œuvre des réformes structurelles dans les principaux pays émergents et pays à revenu intermédiaire, et à une amélioration de la production agricole. La croissance du PIB dans la région CAC a elle

Graphique 1.11. Régions CAC et MOANAP : prévisions de croissance du PIB réel
(Variation en pourcentage, en glissement annuel)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; calculs des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

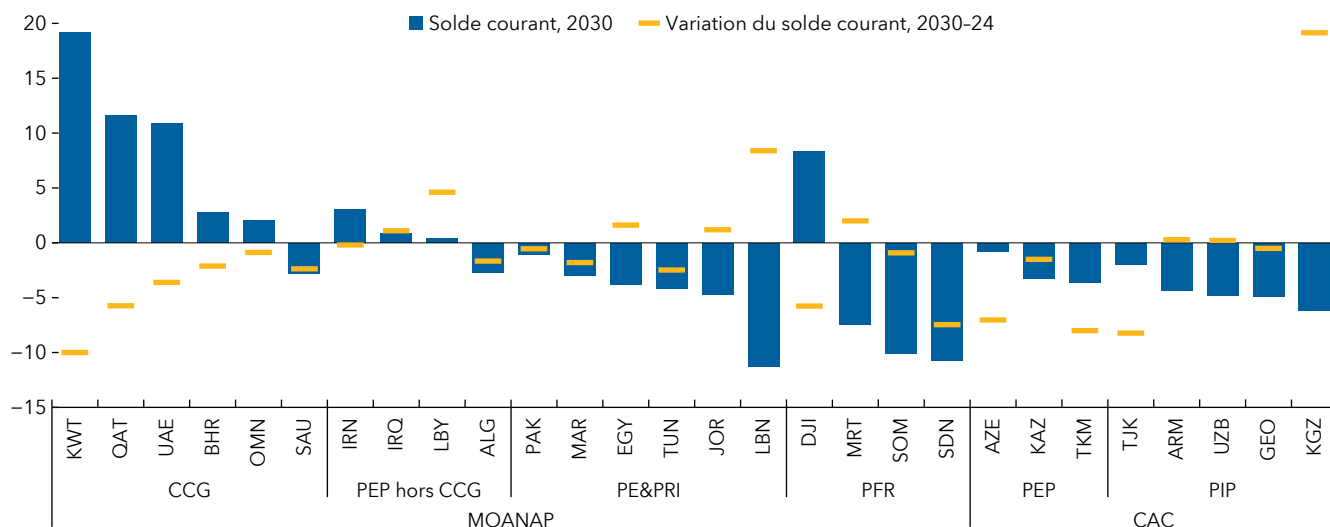
aussi été relevée, tirée par le dynamisme de la demande intérieure et de la croissance de la production d'hydrocarbures. Les projections de croissance à moyen terme restent globalement inchangées, laissant entrevoir une accélération progressive dans la région MOANAP grâce aux gains générés par les réformes structurelles et les efforts de stabilisation macroéconomique. En revanche, la croissance dans la région CAC devrait ralentir à moyen terme sachant qu'elle devrait revenir vers son niveau potentiel après la forte expansion enregistrée ces dernières années. L'inflation dans la région MOANAP devrait demeurer modérée ou baisser petit à petit en 2025-26, sous l'effet conjugué du recul des prix de l'alimentation et de l'énergie, et de l'orientation prudente des politiques budgétaire et monétaire. Dans les pays de la région CAC, l'inflation devrait cependant monter en 2025, en raison de la persistance d'importantes pressions sur la demande, avant de commencer à refluer en 2026.

La résilience économique observée jusqu'ici en 2025 a entraîné une révision à la hausse des projections de croissance publiées en mai. Ainsi, la croissance du PIB dans la région MOANAP devrait désormais s'établir à 3,2 % en 2025, contre 2,1 % l'année dernière, soit un relèvement de 0,6 point de pourcentage par rapport à mai (graphique 1.11). Ce nouveau chiffre résulte des facteurs qui ont soutenu l'activité économique dans un contexte mondial très incertain : augmentation de la production de pétrole et forte demande intérieure dans les pays exportateurs de pétrole⁵ ; gains continus générés par les réformes (Jordanie) ; nouvelles mesures de stabilisation macroéconomique (Égypte) ; intensification de l'investissement (Maroc) ; et rebond de la production agricole grâce à des conditions climatiques favorables (Maroc, Pakistan, Tunisie) et à l'accroissement de la superficie arable (Soudan). Toutefois, les projections de croissance pour certains pays à faible revenu (PFR) de la région MOANAP ont été revues à la baisse à cause d'une baisse de la production d'or (Mauritanie) et de la contraction de l'aide étrangère (Somalie). Quant aux projections de croissance pour la région CAC, elles ont été relevées à 5,6 % en 2025, un taux légèrement au-dessus de celui de l'an dernier, à savoir 5,5 %, et supérieur de 0,7 point de pourcentage aux estimations calculées en mai. Cette révision s'explique par la vigueur de la production d'hydrocarbures (Kazakhstan) et de la demande intérieure, cette dernière étant portée par l'essor du crédit (Arménie, Géorgie, Kazakhstan) et par l'expansion budgétaire (Arménie, Kazakhstan, République kirghize).

Les projections de croissance à moyen terme sont restées globalement inchangées depuis mai, la croissance devant accélérer dans la région MOANAP et ralentir progressivement dans la région CAC. Dans la région MOANAP, ces perspectives favorables sont principalement attribuables à l'affermissement de la croissance dans plusieurs pays émergents et PFR, affermissement respectivement soutenu par les gains attendus des réformes structurelles (Égypte,

⁵La production de pétrole dans la région MOANAP devrait atteindre 25,7 millions de barils par jour en 2025, soit 200 000 barils par jour de plus qu'anticipé en mai 2025 et 400 000 barils par jour de plus qu'enregistré en 2024.

Graphique 1.12. Régions CAC et MOANAP : solde courant
(En pourcentage du PIB)



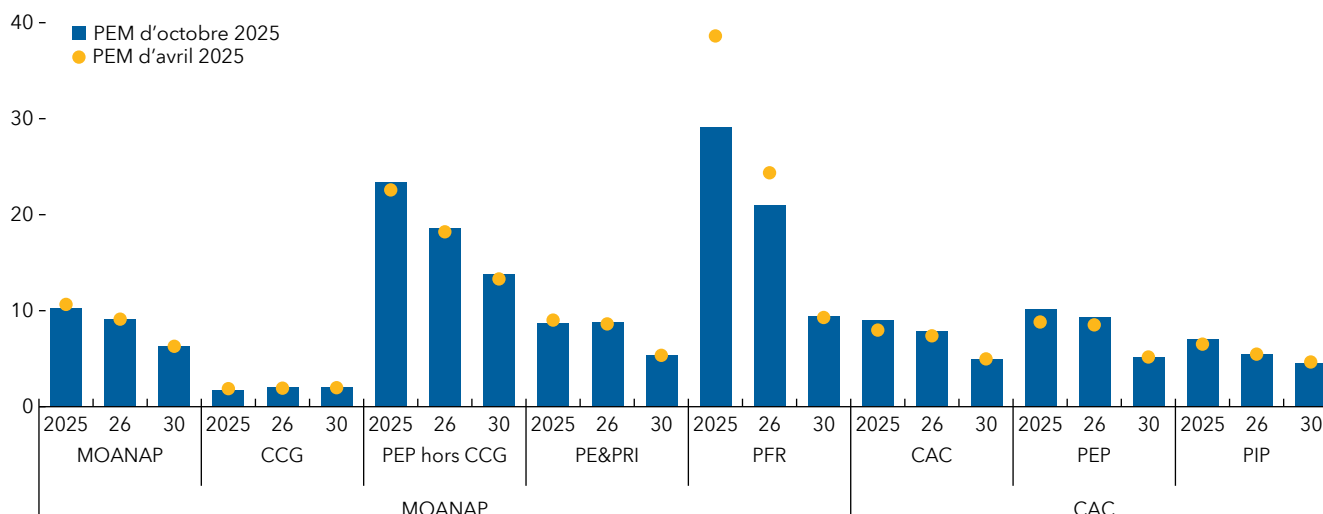
Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Jordanie, Maroc) et par des efforts de stabilisation macroéconomique post-conflit (Somalie, Soudan). La croissance du Pakistan devrait se hisser à 3,6 % en 2026, portée par l'exécution continue des réformes et l'amélioration des conditions financières et de la confiance. Dans les pays du CCG, la croissance devrait accélérer pour atteindre 4,1 % en 2026-27 – sachant que la demande intérieure, toujours dynamique, tirera vers le haut la croissance hors pétrole en même temps que la production pétrolière – avant de se tasser à environ 3,4 %, sous l'effet de la baisse de la production pétrolière parallèlement à la stabilisation de la croissance hors pétrole à des taux élevés. En revanche, dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, la persistance d'une forte dépendance à l'égard de la production de pétrole et le ralentissement de la mise en œuvre des réformes structurelles et de la diversification économique devraient aboutir à une croissance à moyen terme avoisinant 2,6 %. Dans la région CAC, la croissance devrait diminuer progressivement pour s'établir autour de 4 % à moyen terme, à mesure que les effets de la guerre en Ukraine s'estompent et que la production de pétrole se stabilise.

Les positions extérieures devraient se dégrader au fil du temps dans de nombreux pays des régions MOANAP et CAC, bien que plus lentement qu'anticipé en mai. Malgré une révision à la hausse d'environ 2,5 points de pourcentage du PIB pour 2025-26, principalement due à un accroissement de la production de pétrole, l'excédent courant pondéré des pays du CCG devrait se réduire, passant de 7,1 % du PIB en 2024 à quelque 3,7 % en 2030, à cause de la contraction des recettes d'exportation et de l'augmentation des importations en lien avec les efforts de diversification en cours (graphique 1.12). S'agissant des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, l'Algérie devrait voir son déficit courant se creuser à court terme, en raison du recul des prix du pétrole et de faibles gains de production, contrairement à l'Iraq, dont la position extérieure devrait s'améliorer à moyen terme grâce à l'assainissement des finances publiques et à un essor progressif des exportations de pétrole. Pour ce qui est des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, le déficit courant en 2025 devrait s'élargir légèrement au Maroc et en Tunisie, mais rester globalement stable en Jordanie, sachant que la vigueur de la demande devrait stimuler les importations. À moyen terme, la position extérieure de la Jordanie et de l'Égypte devrait s'améliorer petit à petit, à mesure que la normalisation du commerce régional et la croissance soutenue de l'afflux de touristes renforcent les exportations. À l'inverse, elle devrait se détériorer de façon modérée au Maroc, à cause de l'augmentation des importations en lien avec les investissements en amont de la Coupe du monde de la FIFA 2030, et en Tunisie, du fait de la moindre vitalité des exportations selon les projections. Dans les PFR de la région MOANAP, elle devrait s'affaiblir à moyen terme à Djibouti, en Somalie et au Soudan sous l'effet de la forte dynamique des importations associée aux projets liés à l'expansion portuaire et aux énergies renouvelables (Djibouti), de la normalisation des importations à leur niveau antérieur au conflit afin de soutenir les efforts de reconstruction (Soudan) et de la contraction des dons

Graphique 1.13. Régions CAC et MOANAP : prévisions de l'inflation globale et révisions ultérieures
(Variation en pourcentage, en glissement annuel, fin de période)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; calculs des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

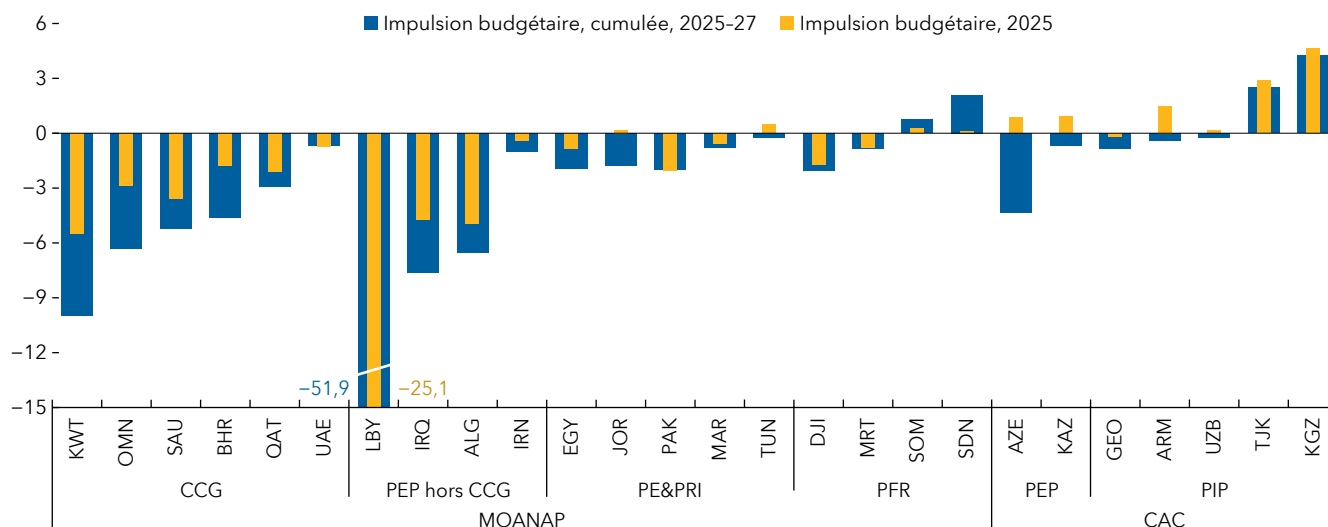
officiels (Somalie). Dans la région CAC, les déficits courants devraient se creuser à court terme comme à long terme parmi les pays exportateurs de pétrole, en conséquence de la baisse des prix des hydrocarbures et de la production de pétrole et de gaz. Au Tadjikistan, les soldes extérieurs devraient se réduire parallèlement à la normalisation des envois de fonds en raison du tassement de la demande de main-d'œuvre dans les pays d'accueil⁶. Dans la plupart des pays des régions MOANAP et CAC, la couverture des importations par les réserves devrait diminuer. Il n'en reste pas moins que les pays exportateurs de pétrole du CCG et de la région CAC devraient conserver d'amples réserves de change à même d'offrir d'importants coussins d'amortissement.

L'inflation devrait s'atténuer à moyen terme dans les deux régions. S'agissant de la région MOANAP, l'inflation dans les pays membres du CCG devrait demeurer stable et modérée, s'établissant en moyenne à environ 2 % au cours de la période de projection. Dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, l'inflation devrait diminuer, mais rester relativement forte, en particulier dans la République islamique d'Iran, où l'inflation annuelle devrait atteindre 45 % d'ici la fin de 2025 (graphique 1.13). Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, l'inflation devrait être encore faible en Jordanie et refluer après avoir atteint des niveaux élevés en Égypte, aidée par la dissipation des effets d'épisodes antérieurs de dépréciation monétaire et par le renchérissement de l'énergie, tandis qu'elle ne devrait que légèrement baisser en Tunisie, en raison de la persistance du financement monétaire des déficits budgétaires. Au Pakistan, alors qu'elle a considérablement ralenti cette année à la faveur du recul des prix de l'alimentation et de l'énergie, l'inflation devrait accélérer en 2026 du fait de la normalisation de ces prix et du retrait progressif des subventions à court terme à l'électricité. Dans certains pays touchés par un conflit, dont le Liban et le Soudan, les tensions inflationnistes importantes devraient s'atténuer, grâce aux progrès réalisés sur le plan de la stabilisation macroéconomique. Dans la région CAC, après avoir grimpé en 2025 dans tous les pays, sauf en Ouzbékistan, l'inflation devrait redescendre lentement, étant donné que la demande devrait elle aussi se tasser sous l'effet du resserrement de la politique budgétaire. Les seules exceptions sont le Turkménistan, où l'inflation devrait progressivement augmenter et se stabiliser à un niveau élevé (8 %) en raison de la détente monétaire et de la revalorisation des salaires et des pensions du secteur public, et le Tadjikistan, où l'inflation devrait accélérer petit à petit tout en restant dans la fourchette cible de 5 % \pm 2 % au cours de la période considérée.

Dans la plupart des pays de la région MOANAP, l'orientation de la politique budgétaire devrait s'avérer restrictive, tandis que, dans la région CAC, la majorité des pays devraient engager un certain rééquilibrage budgétaire à

⁶Dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC, la République kirghize devrait enregistrer une nette amélioration de son solde courant. Ce résultat est toutefois largement attribuable à un changement méthodologique : à partir de 2025, les recettes tirées des réexportations ne seront plus enregistrées dans la catégorie « erreurs et omissions », mais considérées comme des recettes d'exportation proprement dites.

Graphique 1.14. Régions CAC et MOANAP : impulsion budgétaire
(En pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : L'impulsion budgétaire est égale à la variation du solde budgétaire primaire, à laquelle on applique un signe moins (une impulsion budgétaire négative suppose donc un resserrement de la politique budgétaire). Le solde budgétaire primaire est défini différemment selon les pays : il correspond, dans les pays exportateurs de pétrole, au solde budgétaire primaire annuel hors pétrole exprimé en pourcentage du PIB non pétrolier et, dans les pays importateurs, au solde budgétaire primaire corrigé des variations cycliques en pourcentage du PIB. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

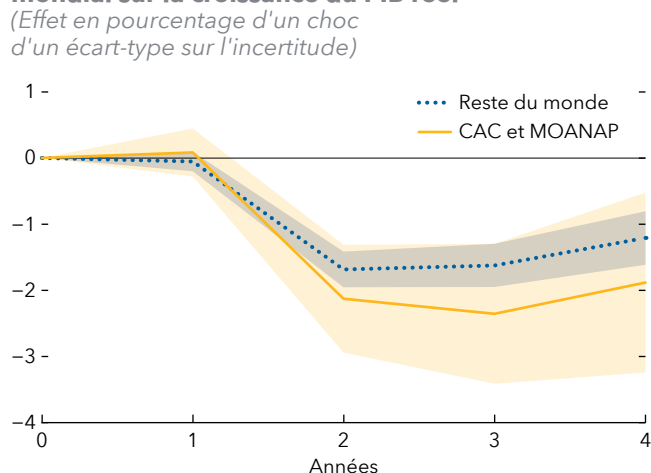
compter de 2026⁷. Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, le solde budgétaire primaire hors hydrocarbures devrait se renforcer, soutenu par les efforts de rationalisation (Algérie, Arabie saoudite, Koweït, Oman) et par les initiatives de mobilisation des recettes hors hydrocarbures (Iraq), ce qui devrait se traduire par une impulsion budgétaire négative (graphique 1.14). Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, le solde primaire corrigé des variations cycliques devrait s'améliorer, à mesure que les réformes de la politique et de l'administration fiscales accroissent les recettes fiscales (Égypte, Jordanie, Maroc, Pakistan) et que les réformes des subventions énergétiques modèrent les dépenses (Égypte, Maroc, Pakistan). Dans les PFR de la région MOANAP, l'orientation de la politique budgétaire devrait se détendre à Djibouti et en Mauritanie, tandis que le solde budgétaire primaire devrait se dégrader au Soudan (principalement en raison des dépenses de reconstruction) et en Somalie (du fait de la réduction des dons extérieurs). Dans les pays de la région CAC, l'orientation de la politique budgétaire devrait généralement être expansionniste en 2025, avant de devenir restrictive à compter de 2026, sous l'effet de la baisse des dépenses d'investissement (Azerbaïdjan) et d'une augmentation des recettes hors pétrole résultant de réformes budgétaires (Kazakhstan). Les principales exceptions sont la République kirghize et le Tadjikistan, où la politique budgétaire devrait rester expansionniste à moyen terme, essentiellement du fait de l'accroissement des dépenses d'investissement.

1.4. Risques : cette résilience durera-t-elle ?

Les risques qui entourent ces perspectives demeurent orientés à la baisse. Le contexte mondial très incertain n'a pas encore eu d'effets négatifs sur les pays des régions MOANAP et CAC, mais on ne peut exclure l'éventualité de répercussions différées. Les inquiétudes budgétaires et les tensions inflationnistes plus vives qu'attendu dans les grands pays avancés pourraient donner lieu à des taux d'intérêt durablement plus élevés, lesquels pèseraient tout particulièrement sur les pays de ces régions qui présentent des besoins de financement de l'État importants, un secteur bancaire très exposé au risque souverain et une forte dépendance à l'égard du financement extérieur. Le regain de tensions géopolitiques continue de

⁷Cette évaluation appelle une mise en garde : il se peut que les variations du budget général ou de celui de l'administration centrale ne reflètent que partiellement l'ampleur des effets de la politique budgétaire sur la croissance dans les pays des régions MOANAP et CAC où une fraction importante de la relance est assurée par des dépenses hors budget effectuées par des entreprises publiques ou des fonds souverains. Faute de données suffisantes sur l'intégralité de la stimulation de l'activité économique par le secteur public, il s'avère impossible de réaliser un tel calcul.

Graphique 1.15. Régions CAC et MOANAP : effets de chocs d'incertitude au niveau mondial sur la croissance du PIB réel
(Effet en pourcentage d'un choc d'un écart-type sur l'incertitude)



Source : FMI, édition de mai 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

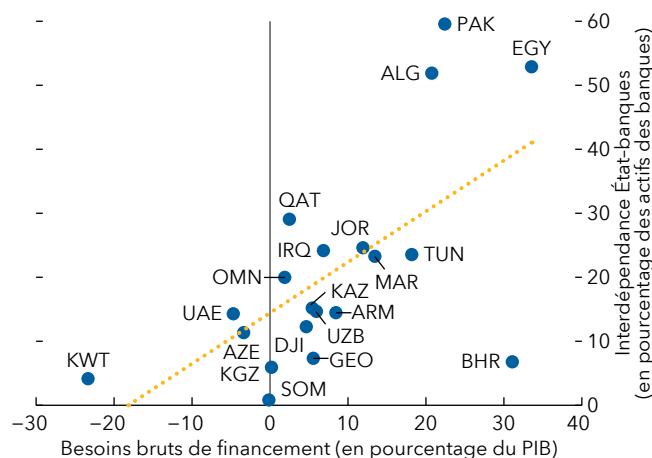
soulever un risque persistant. Cependant, une résolution plus rapide qu'anticipé de ces conflits et une mise en œuvre plus musclée des réformes structurelles prévues de longue date pourraient éclaircir ces perspectives.

La persistance d'une forte incertitude mondiale constitue un risque baissier majeur. Les analyses du FMI montrent qu'un choc d'un écart-type sur l'indice mondial d'incertitude est associé à des pertes de production moyenne dans les régions MOANAP et CAC culminant à environ 2,5 % deux ans après ledit choc (graphique 1.15) (voir chapitre 2 de l'édition de mai 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). Les pertes de production associées à un accroissement de l'incertitude se manifestent principalement par une baisse de la demande intérieure, laquelle freine la consommation et l'investissement (et les importations qui leur sont liées), et par une diminution des exportations.

Le resserrement des conditions financières mondiales pourrait être l'un des grands vecteurs de contagion. Une brusque correction des prix des valeurs dans un contexte de valorisations élevées, surtout dans les secteurs liés aux technologies et à l'intelligence artificielle (IA), pourrait avoir des répercussions sur le patrimoine et la consommation. Selon les projections, plusieurs pays avancés devraient enregistrer des déficits budgétaires considérables alors que leur dette est à un niveau historiquement haut (voir l'édition d'octobre 2025 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Une accentuation des craintes quant à la viabilité des finances publiques pourrait contribuer à l'augmentation des primes d'échéance, en particulier si viennent s'ajouter des incertitudes liées à la fragmentation géoéconomique et aux différends commerciaux mondiaux. En outre, des tensions inflationnistes plus fortes qu'attendu du fait de la persistance de droits de douane élevés pourraient amener les banques centrales à adopter une orientation monétaire plus restrictive que supposé dans le scénario de référence. Sachant que les écarts de rendement sur les obligations souveraines sont déjà faibles au regard des tendances historiques, les pays des régions MOANAP et CAC pourraient voir leurs coûts de financement se renchérir. Une hausse des coûts d'emprunt pourrait aggraver les facteurs de vulnérabilité budgétaire et financière dans l'ensemble de ces régions, notamment dans les pays où les besoins bruts de financement de l'État devraient être considérables et où les banques détiennent une part relativement importante des obligations souveraines dans leur bilan (Algérie, Égypte, Pakistan) (graphique 1.16).

Les signes d'envolée des prix de l'immobilier dans certains pays membres du CCG, dans un contexte d'expansion rapide du crédit et de valorisations élevées, soulèvent certaines préoccupations. Ces difficultés sont amplifiées par le manque de données, notamment du fait de l'absence d'indices des prix de l'immobilier et du foncier (Bahreïn, Koweït) et du besoin d'une meilleure cohérence des données quotidiennes sur les transactions immobilières (Qatar).

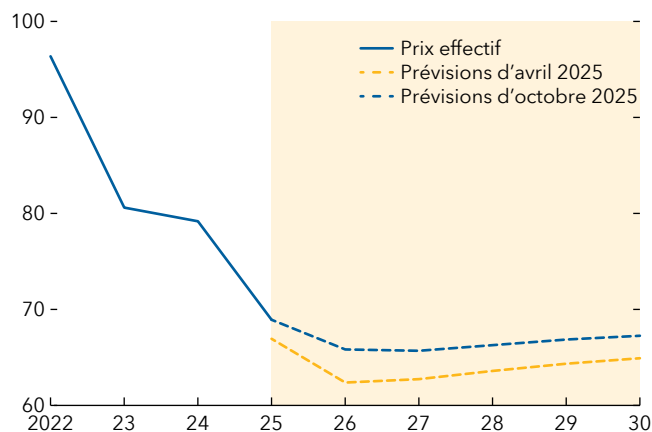
Graphique 1.16. Interdépendance État-banques et besoins bruts de financement, 2024



Sources : base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; base de données des *Perspectives économiques régionales* ; FMI, base de données sur les statistiques financières internationales ; Haver Analytics ; calculs des services FMI.

Note : L'interdépendance État-banques correspond ici à la part des créances nettes des banques sur l'administration centrale, les administrations des États fédérés, les administrations locales et les entreprises publiques, exprimée en pourcentage du total des actifs bancaires. Dans le cas de Bahreïn, seules les créances des banques sur l'ensemble des administrations publiques sont prises en compte. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 1.17. Prix du pétrole
(En dollars par baril)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

mais aussi renchérir les importations, en particulier celles provenant d'Asie et d'Europe, ce qui attiserait l'inflation importée. Cet effet pourrait être atténué par le poids des importations facturées en dollars (ces dernières représentent environ 80 % des importations en Arabie saoudite, par exemple). À l'inverse, une inversion brusque et prononcée de la trajectoire récente du dollar pourrait avoir un effet dissuasif sur les flux de capitaux et les flux financiers vers la région, ce qui viendrait amplifier l'impact de la baisse des dons officiels due aux coupes dans l'aide internationale.

Les risques associés aux prix du pétrole sont relativement équilibrés. Dans le scénario de référence, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne autour de 69 dollars le baril en 2025, avant de descendre à 66 dollars le baril en 2026, où ils resteraient jusqu'en 2030, d'après les prix à terme observés début septembre 2025. Ces chiffres sont nettement inférieurs au prix moyen en 2024, lequel s'élevait à 79 dollars le baril (graphique 1.17). Un rebond plus rapide qu'attendu de la production dans les pays membres de l'OPEP+, conjugué à une demande mondiale plus faible qu'anticipé, pourrait aboutir à un excès d'offre et amener les prix en dessous du niveau prévu dans le scénario de référence, ce qui aurait des conséquences négatives sur les positions budgétaire et extérieure des pays exportateurs de pétrole. En revanche, une escalade des tensions géopolitiques dans la région, notamment sous la forme de sanctions supplémentaires sur les exportations russes et iraniennes, pourrait faire grimper les prix. Une telle situation rehausserait les perspectives des pays exportateurs de pétrole de la région, mais pourrait poser des difficultés aux pays importateurs de pétrole, en particulier à ceux qui présentent d'importantes subventions aux carburants, une forte dépendance à l'égard des carburants importés et une intensité énergétique du PIB relativement élevée.

Les tensions géopolitiques ont jusqu'à présent été contenues, mais elles demeurent un risque majeur pour les pays des régions MOANAP et CAC. La récente guerre Iran-Israël a été de courte durée, mais le risque d'une nouvelle escalade (potentiellement plus étendue) reste élevé, et aurait, le cas échéant, des répercussions sur les pays voisins, tels qu'un accroissement des flux de réfugiés et des perturbations de l'approvisionnement en énergie et des chaînes logistiques. Dans le même temps, la crise non résolue dans la bande de Gaza pourrait fragiliser la stabilité économique et commerciale de la région dans des proportions plus importantes que supposé dans le scénario de référence. Outre leur impact immédiat, les conflits ont des coûts économiques à moyen et long termes. Le chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* a montré qu'une décennie après le début d'un conflit grave, la production par habitant dans les régions MOANAP et CAC reste, en moyenne, environ 10 % inférieure à sa tendance antérieure au conflit (graphique 1.18). Les pays limitrophes subissent aussi des conséquences négatives en cas de conflit : leur production par habitant recule immédiatement d'environ 1,5 % et de 6 % supplémentaires en 10 ans.

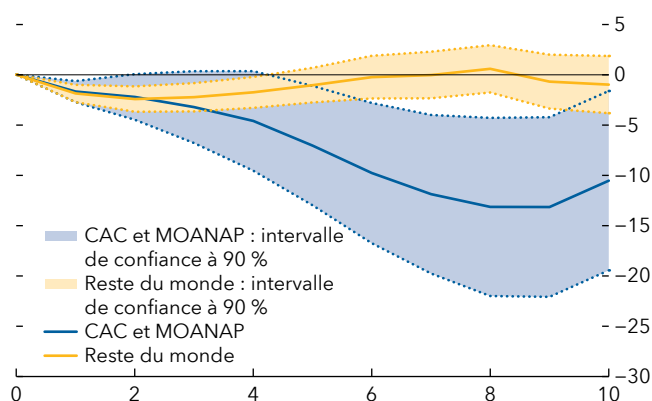
La région CAC demeure exposée à la guerre en cours en Ukraine, les risques étant étroitement liés au calendrier et à la nature d'un éventuel accord de paix, à ses répercussions géopolitiques plus larges et à ses complexes effets transfrontières. Ainsi, une escalade du conflit et le durcissement des sanctions imposées à la Russie susceptible d'en découler pourraient peser sur le tourisme, les échanges, les envois de fonds et les flux d'investissement tout en exacerbant les tensions en faveur d'une dépréciation de la monnaie, lesquelles pourraient alimenter l'inflation. Des sanctions bilatérales

pourraient faire apparaître des risques réglementaires pour les institutions financières, notamment des pressions sur les relations de correspondants bancaires, qui nécessiteraient des investissements continus pour renforcer les cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT) ainsi qu'une vigilance accrue de la part des banques. Cela étant, un scénario de conflit prolongé, s'accompagnant d'un durcissement des sanctions bilatérales, pourrait aussi donner lieu à des entrées soutenues de capitaux et de migrants en provenance de Russie, et à une accentuation de la réorientation des échanges via les pays de la région CAC. Ces dynamiques pourraient temporairement stimuler la demande et soutenir les comptes extérieurs, mais il est vraisemblable qu'elles augmentent les risques en matière d'intégrité financière et les risques juridiques, en particulier si l'origine de ces fonds est illicite. En outre, il est peu probable que ces flux se maintiennent à long terme.

Les régions MOANAP et CAC sont aussi exposées à la récurrence de phénomènes climatiques graves. De nouveaux épisodes de sécheresse pourraient nuire à l'activité économique et à l'emploi dans les pays très dépendants de la production agricole (Égypte, Maroc, Tunisie). Les violentes inondations qui ont frappé le Pakistan au troisième trimestre de 2025 pourraient avoir des effets négatifs plus importants qu'estimé à l'heure actuelle sur la croissance, l'inflation et le compte courant, bien qu'ils restent entourés d'une forte incertitude.

Cependant, il existe aussi plusieurs facteurs susceptibles d'entraîner une révision à la hausse des projections actuelles. Dans de nombreux pays de la région MOANAP, une mise en œuvre plus rapide qu'attendu des réformes structurelles pourrait générer des gains économiques supérieurs à ceux prévus dans le scénario de référence. Dans les pays touchés par un conflit, une résolution rapide et durable du conflit en question pourrait accélérer les efforts de reconstruction dans le cadre d'une coopération régionale et internationale renforcée, ce qui faciliterait le déploiement de réformes plus vastes et l'amélioration de la gouvernance. Dans la région CAC, la croissance à moyen terme pourrait dépasser les projections actuelles si les effets positifs des récentes évolutions, essentiellement liées aux retombées de la guerre en Ukraine et aux projets d'investissement pluriannuels dans les infrastructures, s'avéraient plus durables qu'anticipé, ce qui pourrait porter la production potentielle au-dessus des estimations utilisées dans le scénario de référence (voir encadré 1.1). En outre, un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pourrait ouvrir la voie à un approfondissement de la coopération et de l'intégration régionales.

Graphique 1.18. Répercussions des conflits sur le PIB réel par habitant
(En pourcentage)



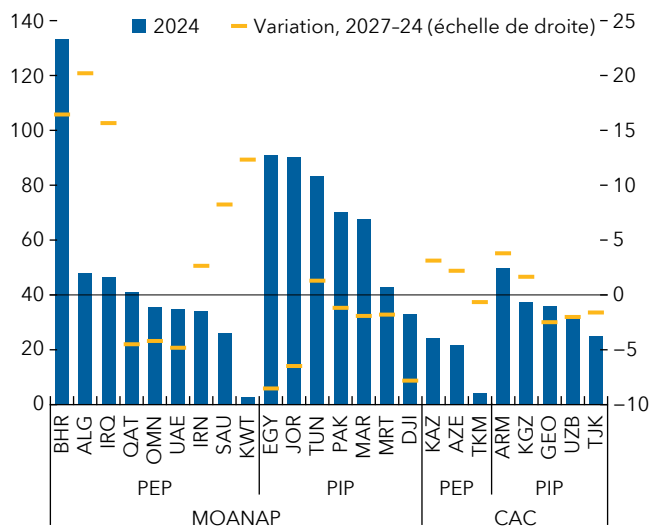
Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le choc se produit au cours de la première année et aboutit à une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la distribution mondiale. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

1.5. Politiques économiques : renforcer les amortisseurs et la résilience, et saisir les occasions

La persistance de risques baissiers souligne la nécessité de politiques macroéconomiques prudentes qui privilégient la constitution d'amortisseurs, conjuguées à des réformes structurelles audacieuses afin d'accroître la résilience face aux chocs défavorables. L'orientation relativement prudente de la politique budgétaire inscrite dans les projections actuelles semble opportune compte tenu de l'accélération attendue de la croissance dans de nombreux pays de la région MOANAP et du retour de la croissance à son niveau potentiel dans la région CAC. Dans les pays où les pressions inflationnistes persistent, il faudrait maintenir une orientation restrictive de la politique monétaire jusqu'à ce que les anticipations d'inflation soient clairement conformes aux objectifs. Pour mieux résister aux chocs mondiaux, certains pays pourraient être contraints de renforcer les cadres institutionnels de leurs politiques budgétaire et monétaire de façon à ancrer plus efficacement leurs anticipations à long terme en matière de budget et d'inflation. Au vu des facteurs existants de vulnérabilité, il est fondamental que les cadres qui régissent le secteur financier soient solides et les mesures macroprudentielles, ciblées afin de maîtriser les nouveaux risques et de préserver la stabilité financière. Des réformes structurelles

Graphique 1.19. Régions CAC et MOANAP : dette brute des administrations publiques
(En pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole.

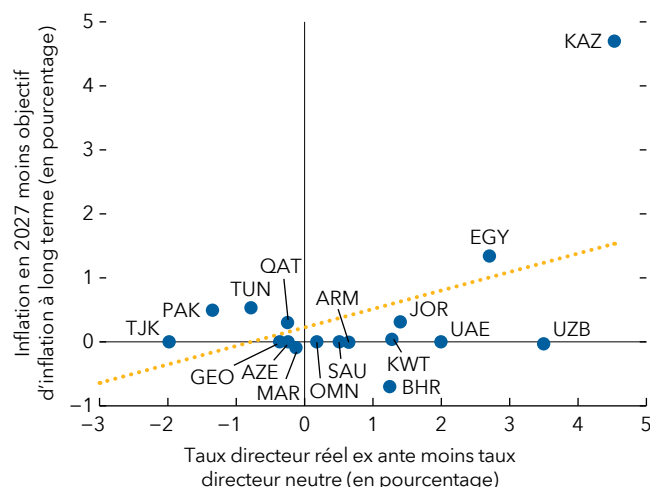
destinées à diversifier l'économie et à développer le secteur privé restent essentielles pour tirer parti des possibilités qu'offre l'évolution du paysage économique mondial. Il sera important d'accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) pour favoriser une convergence des revenus, mais il faudra l'accompagner de mesures soigneusement conçues pour réduire autant que possible le risque de suppressions d'emplois, en particulier chez les jeunes. Dans les pays qui sortent de conflits, la réussite du redressement économique passera par des progrès rapides dans la stabilisation macroéconomique, un renforcement des institutions et une amélioration de l'accès aux financements.

Les pays dont l'espace budgétaire est limité devraient en priorité reconstituer leurs marges de manœuvre afin de se préparer à l'éventualité de risques baissiers. La situation budgétaire des pays des régions MOANAP et CAC s'est globalement améliorée depuis la dégradation liée à la crise de la pandémie, parallèlement au rebond de la croissance. Mais dans certains cas, les déficits budgétaires restent supérieurs à leur niveau d'avant la pandémie (Arménie, Libye, Tunisie) et, selon les prévisions, la dette publique devrait augmenter à moyen terme (Algérie, Bahreïn, Iraq) ou se stabiliser à des niveaux relativement élevés, ou encore reculer légèrement par rapport à ces niveaux (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) (graphique 1.19). Reconstituer des amortisseurs budgétaires dans ces pays exigerait

un processus crédible de rééquilibrage budgétaire, soigneusement adapté au stade actuel du cycle conjoncturel et à la nécessité de maintenir les investissements essentiels à une croissance à long terme, ainsi qu'un allègement du fardeau qui pèse sur les populations les plus vulnérables. Ce processus devrait prendre la forme à la fois d'efforts visant à mobiliser les recettes budgétaires (réduire l'écart fiscal et l'économie informelle, par exemple) et de mesures de rationalisation des dépenses courantes. Parmi les priorités, on peut citer une meilleure maîtrise de la masse salariale du secteur public, qui reste élevée dans de nombreux pays, ainsi que des programmes de soutien du revenu et de protection sociale plus ciblés et efficaces, comme ceux récemment mis en œuvre en Égypte et au Maroc.

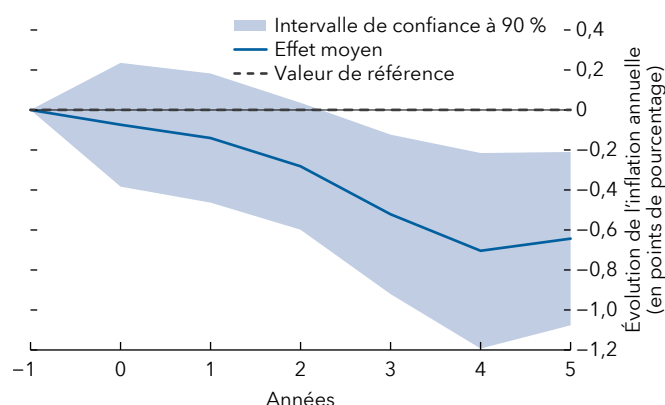
Il y a également lieu d'améliorer les cadres budgétaires pour mieux ancrer les anticipations budgétaires à long terme. Bien que plusieurs pays aient récemment renforcé leurs cadres budgétaires, ceux des régions MOANAP et CAC restent à la traîne par rapport à d'autres pays émergents, selon l'indice du FMI de solidité des règles budgétaires. Le chapitre 2 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2025 montre que des cadres budgétaires solides peuvent contribuer à ancrer les anticipations par le secteur privé de la politique budgétaire future en donnant une crédibilité aux projections (budgétaires) officielles et en renforçant l'engagement des décideurs publics à l'égard de la viabilité de la dette à moyen terme. Une analyse empirique des services du FMI confirme ces conclusions puisqu'elle révèle que les pays dont les *règles budgétaires sont solides* – qui sont juridiquement fondées, transparentes, bien suivies et appliquées, et résistantes aux chocs – ont généralement une prime de risque souverain plus faible, ce qui peut contribuer à élargir l'espace budgétaire disponible et permettre de réagir aux chocs négatifs par des mesures budgétaires anticycliques plus énergiques (encadré 1.2).

La politique monétaire devrait continuer à assurer la stabilité des prix. Comme nous l'avons vu plus haut, l'inflation à moyen terme devrait rester élevée, et supérieure aux objectifs, dans quelques pays des régions MOANAP et CAC (Égypte, Kazakhstan, Tunisie), ce qui justifie une orientation restrictive de la politique monétaire (graphique 1.20). Dans les pays où l'inflation devrait converger vers les objectifs fixés par la banque centrale, un retour à une orientation plus neutre ou accommodante devrait être soigneusement calibré. Dans ceux dotés d'un régime de parité fixe, la politique monétaire doit veiller à maintenir l'arrimage. Là où les taux de change sont plus flexibles, tout relâchement monétaire devrait être conditionné à des signes tangibles que les anticipations d'inflation sont fermement ancrées. Quel que soit le régime, les décisions de politique monétaire doivent être communiquées avec clarté et transparence, en mettant fortement l'accent sur la préservation de l'indépendance réelle et perçue des banques centrales.

Graphique 1.20. Orientation de la politique monétaire

Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Le taux d'intérêt directeur réel ex ante est égal à la différence entre le taux directeur nominal et le taux d'inflation projeté (à la fin de la période) en 2027. Le taux naturel est estimé au chapitre 2 de l'édition de mai 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. Pour les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, on a retenu un objectif d'inflation de 2 %. La ligne en pointillés correspond à un ajustement linéaire. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 1.21. Région MOANAP : estimation de l'effet cumulé de l'accroissement de l'indice de l'indépendance des banques centrales sur l'inflation

Sources : Gershenson *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.
Note : MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

De nombreuses publications montrent que lorsque l'indépendance des banques centrales est compromise, l'inflation et les primes de risque augmentent, ce qui exige alors une période plus prolongée de durcissement de la politique monétaire afin d'ancrer de nouveau les anticipations. Ces risques sont amplifiés lorsque les décisions

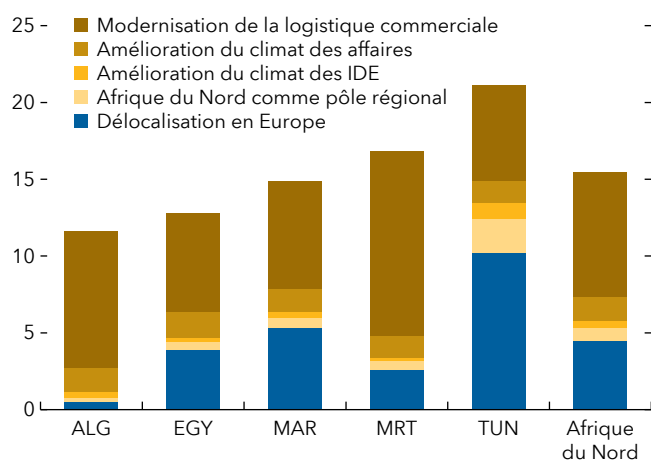
de politique monétaire sont jugées motivées par une volonté de réduire les besoins de financements publics. Une étude du FMI (Gershenson *et al.*, à paraître) montre qu'une amélioration d'un écart-type de l'indépendance des banques centrales dans la région MOANAP peut se traduire par une baisse cumulée de l'inflation de 0,5 à 0,75 point de pourcentage (par rapport au scénario de référence) après quatre ans (graphique 1.21). Enfin, maintenir une stabilité financière obligerait à suivre de près l'effet d'un durcissement éventuel des conditions financières sur la qualité des actifs bancaires. Les autorités devraient se tenir prêtes à recalibrer les politiques macroprudentielles en fonction des besoins et à continuer de renforcer les cadres de supervision et de réglementation.

Les chocs mondiaux risquant d'être plus fréquents à l'avenir, la flexibilité des changes pourrait avoir un plus grand rôle à jouer pour aider à amortir l'effet de ces chocs sur l'activité économique. L'analyse empirique des services du FMI présentée à l'encadré 1.3 montre que la flexibilité des changes comme amortisseur des chocs est plus efficace lorsque les pays développent leurs marchés financiers et se diversifient dans d'autres secteurs que les produits de base. À l'aide d'un modèle macroéconomique standard du FMI, cet encadré révèle également que l'adoption d'une politique monétaire de ciblage de l'inflation crédible avec des taux de changes plus flexibles pourrait réduire les pertes de production associées à un scénario mondial défavorable dans les pays des régions MOANAP et CAC.

Renforcer la résilience contre les chocs futurs et saisir les occasions qui se présentent dans un paysage commercial mondial en mutation exige également une accélération des réformes structurelles. Les réformes récentes ont joué un rôle majeur dans le maintien de la croissance dans les régions MOANAP et CAC. On peut citer parmi ces réformes les mesures fiscales et dans le secteur de l'énergie au Pakistan, la réforme des prix de l'énergie en Ouzbékistan et les programmes de diversification en Arabie saoudite, en Jordanie et au Maroc. Ces initiatives ont renforcé la résilience et favorisé une croissance durable tirée par le secteur privé. Il n'en reste pas moins que d'autres progrès sont nécessaires dans plusieurs domaines, anciens et nouveaux, notamment les suivants :

- **Développement du secteur privé.** Un secteur privé dynamique et résilient est essentiel pour créer des emplois et diversifier l'économie de la région. Dans de nombreux pays des régions MOANAP et CAC, le développement du secteur privé reste freiné par des obstacles persistants qui limitent l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché et restreignent la croissance des petites entreprises et des jeunes pousses. Pour remédier à ces difficultés, il faudra des réformes constantes à même de réduire la prépondérance des entreprises publiques, de simplifier

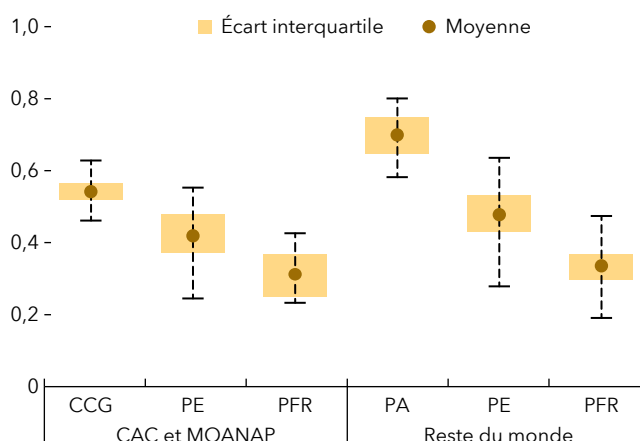
Graphique 1.22. Afrique du Nord : amélioration réelle des exportations grâce à une intégration accrue à l'Union européenne et à l'Afrique subsaharienne
(Écart en pourcentage par rapport aux valeurs de référence)



Source : Rayner et al. (à paraître).

Note : Les données sur l'Afrique du Nord sont calculées comme des moyennes simples des données de chaque pays. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IDE = investissement direct étranger.

Graphique 1.23. État de préparation à l'intelligence artificielle, 2023
(Indice, compris entre 0 et 1)



Sources : Cazzaniga et al. (2024) ; calculs des services du FMI.

Note : Les pays émergents comprennent à la fois les pays émergents importateurs et exportateurs de pétrole. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

les réglementations publiques contraignantes, de renforcer l'inclusion financière (en particulier des petites et moyennes entreprises) et d'améliorer la gouvernance générale.

- **Diversification des échanges.** Lutter contre les obstacles structurels à une intégration plus profonde peut permettre aux pays des régions MOANAP et CAC de diversifier les marchés d'exportation, d'améliorer la connectivité régionale et de tirer parti des possibilités offertes par la restructuration en cours des chaînes de valeur mondiales. Une étude du FMI (Rayner et al., à paraître) montre qu'un train de réformes qui accroît les relations de l'Afrique du Nord avec l'Europe et l'Afrique subsaharienne en améliorant la logistique des échanges, en favorisant la délocalisation dans les pays proches, en encourageant la libéralisation des échanges et en renforçant le climat des affaires augmenterait les exportations réelles de l'Afrique du Nord de 10 % après cinq ans, ce qui accélérerait la croissance des revenus et la création d'emplois (graphique 1.22)⁸.
- **Préparation à l'IA.** L'apparition de l'IA générative présente une occasion pour les pays des régions MOANAP et CAC de stimuler la productivité et d'accélérer la transformation de l'économie. Une étude du FMI montre que les pays émergents et les pays à faible revenu de ces régions sont quelque peu à la traîne par rapport aux pays membres du Conseil de coopération du Golfe et aux pays comparables d'autres régions en matière de préparation à l'IA (graphique 1.23). Ce retard s'explique principalement par des insuffisances dans les domaines des infrastructures numériques, de la réglementation et de l'innovation (Cazzaniga et al., 2024)⁹. Il faudrait enregistrer des progrès rapides dans ces domaines pour éviter que l'écart de revenus se creuse davantage avec les pays plus avancés.
- **Réformes des marchés du travail.** L'adoption de l'IA pourrait certes stimuler la productivité, mais des études récentes du FMI révèlent qu'elle pourrait aussi réduire les possibilités d'emploi des jeunes¹⁰. Ceci présente une difficulté

⁸Rayner et al. (à paraître) évaluent les avantages potentiels pour les pays d'Afrique du Nord d'une modernisation de la logistique des échanges (améliorations de la performance logistique), d'une amélioration des conditions d'exercice des entreprises (augmentation de la productivité de la main d'œuvre), d'une amélioration du climat des investissements directs étrangers (accroissement de la productivité sectorielle par une réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires), d'une délocalisation européenne (une demande accrue par l'Europe de biens exportables d'Afrique du Nord) et d'efforts visant à promouvoir l'Afrique du Nord comme pôle régional (réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires au sein de l'Afrique du Nord et avec le reste du monde).

⁹Cazzaniga et al. (2024) construisent un indice de préparation à l'IA dans plusieurs pays sur la base de quatre grands secteurs pertinents pour l'adoption de l'IA : 1) l'infrastructure numérique (qui rend compte de la présence d'un Internet accessible et d'un prix abordable et d'une infrastructure de commerce en ligne bien développée) ; 2) le capital humain et le marché de l'emploi (qualité de l'enseignement, compétences numériques, flexibilité du marché de l'emploi) ; 3) l'innovation et l'intégration (qui rend compte de la capacité d'innovation et de l'ouverture commerciale et financière) ; et 4) la réglementation et l'éthique (cadres juridiques solides).

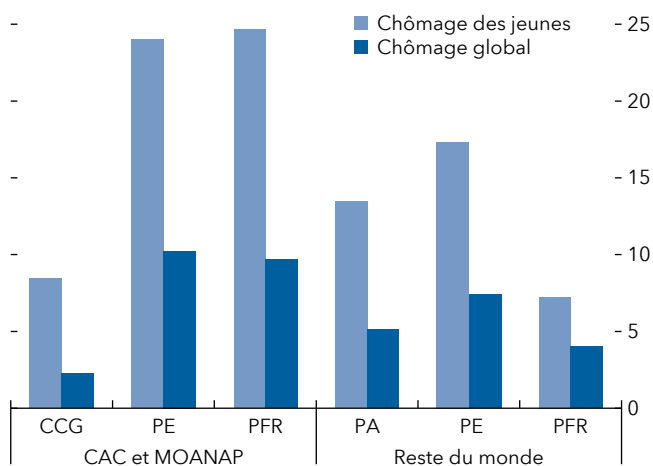
¹⁰Brynjolfsson et al. (2025) et Lichtinger et Hosseini Maassoum (2025) constatent que l'adoption de l'IA aux États-Unis a été associée à une baisse de l'emploi des travailleurs en début de carrière, ce qui concorde avec l'automatisation des tâches cognitives courantes souvent réalisées par des travailleurs débutants.

particulière pour les pays des régions MOANAP et CAC, déjà confrontés à des taux de chômage des jeunes beaucoup plus élevés que dans les régions comparables (graphique 1.24). Pour réduire le risque que l'adoption de l'IA exacerbe ce problème, les autorités devraient investir dans le capital humain, mettre en œuvre davantage de politiques actives du marché du travail, mettre à jour les codes du travail de façon à encourager des modes de travail flexibles et apporter une aide ciblée aux jeunes demandeurs d'emploi.

S'agissant des pays sortant d'un conflit, le chapitre 2 montre que pour que les redressements économiques réussissent, il faudra réaliser des progrès rapides dans les domaines suivants :

- **Stabilisation macroéconomique.** Des efforts de stabilisation de la situation macroéconomique sont nécessaires pour jeter les bases d'une reprise et d'une paix durable. À court terme, une réduction de la volatilité de la croissance de la production réelle et de l'inflation peut accroître les chances d'un redressement économique réussi. Sur le plan monétaire, l'inflation pourrait être maîtrisée grâce à une réforme monétaire, à l'élimination du financement monétaire et à la reconstitution des réserves de change. S'agissant des questions budgétaires, maîtriser les dépenses et accroître la mobilisation des recettes intérieures peut créer l'espace nécessaire pour financer les dépenses de reconstruction et les dépenses sociales essentielles, y compris la protection des services de base et l'aide humanitaire.
- **Financement adéquat.** Obtenir des financements suffisants peut jouer un rôle essentiel dans les redressements à la sortie d'un conflit. L'allègement de la dette peut être particulièrement efficace, car il libère des ressources qui peuvent être consacrées à la reconstruction au lieu du service de la dette, tout en aidant à rétablir la confiance des investisseurs et des bailleurs de fonds. En outre, le soutien d'institutions financières internationales, et notamment du FMI, peut servir à mobiliser d'autres ressources et à renforcer les cadres d'action.
- **Amélioration des institutions et de la gouvernance.** Des institutions solides et une bonne gouvernance augmentent les chances que la reprise et la paix soient durables. À long terme, renforcer l'efficacité et la responsabilité de l'État non seulement améliore la prestation des services publics, mais favorise aussi la mise en œuvre des réformes structurelles et l'utilisation efficiente des ressources. Des institutions robustes permettent d'utiliser efficacement les ressources. Par conséquent, consacrer des financements à des domaines essentiels tels que la santé, les infrastructures et la protection sociale peut aider à relancer l'activité économique et améliorer les conditions de vie.

Graphique 1.24. Taux de chômage, derniers chiffres disponibles
(En pourcentage)



Sources : Organisation internationale du Travail, statistiques du travail ; calculs des services du FMI.

Note : Les pays émergents comprennent à la fois les pays émergents importateurs et exportateurs de pétrole. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

1.6. Le FMI reste déterminé à soutenir les pays des régions MOANAP et CAC

Le FMI demeure profondément engagé dans les régions MOANAP et CAC en apportant des conseils de politique économique et des financements, et en développant les capacités. Depuis 2020, le FMI a approuvé l'octroi de 55,7 milliards de dollars de financements à certains pays des régions MOANAP et CAC. En particulier, 21,4 milliards de dollars ont été approuvés depuis le début de 2024 en faveur de programmes en Égypte (augmentation au titre du mécanisme élargi de crédit [MEDC] et facilité pour la résilience et la durabilité [FRD]), en Jordanie (MEDC et FRD), au Maroc (ligne de crédit modulable) et au Pakistan (MEDC et FRD). Par ailleurs, le FMI a mené plus de 385 projets d'assistance technique et de développement des capacités dans 31 pays de ces régions, pour un montant de 36,8 millions de dollars, au cours de l'exercice 2024/25. La forte présence régionale du FMI grâce aux bureaux de ses représentants résidents, à ses centres d'assistance technique et à son bureau à Riyad, lui permet de nouer des contacts étroits sur le terrain. Enfin, le FMI coordonne de près ses travaux avec la Banque mondiale et ses partenaires régionaux pour soutenir le redressement des États touchés par des conflits au Moyen-Orient en conjuguant conseils de politique économique, assistance financière et développement des capacités afin de renforcer leur stabilité et leur résilience.

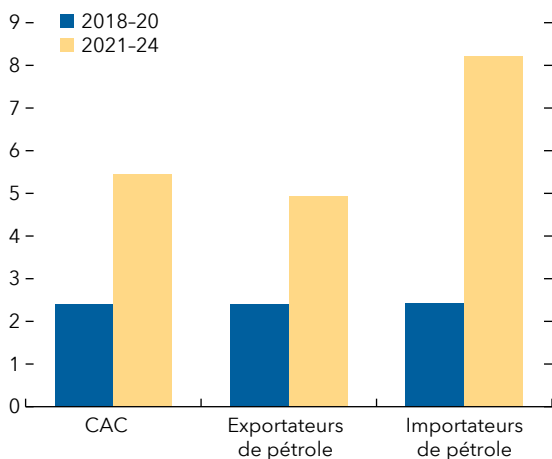
Encadré 1.1. Caucase et Asie centrale : la croissance après le redressement

Dans la région Caucase et Asie centrale (CAC), la croissance du PIB s'est sensiblement accélérée au cours des quatre dernières années et a dépassé les projections. Outre le rebond qui a suivi la crise de la COVID-19, la guerre en Ukraine et, plus généralement, les réalignements géopolitiques ont considérablement transformé le paysage économique¹. La région a connu des entrées importantes de migrants qualifiés (venant principalement de Russie) ainsi qu'un afflux de capitaux financiers qui ont soutenu la croissance du crédit. De plus, de nombreux pays ont stimulé les investissements dans les infrastructures et poursuivi une intégration régionale. Il semble que ces chocs aient provoqué des bouleversements structurels dans l'allocation du capital, du travail et de l'entrepreneuriat, tandis que certains pays de la région CAC devenaient des « pôles d'ajustement » qui ont attiré des investissements et des talents².

Une question fondamentale est de savoir si ces bouleversements ont durablement transformé et dynamisé la croissance potentielle à long terme. Pour vérifier cette hypothèse, on a estimé la croissance potentielle de tous les pays de la région CAC (à l'exception du Turkménistan faute de données) suivant une approche par fonction de production et une série de méthodes complémentaires, ce qui suppose d'appliquer des filtres à une série temporelle de facteurs de production ainsi qu'aux modèles économétriques. Le facteur capital est estimé à l'aide des données sur les investissements et d'une méthode de l'inventaire permanent, tandis que le facteur travail est estimé à partir du taux d'activité, du taux de chômage naturel (NAIRU) et de la moyenne des heures travaillées. La productivité globale des facteurs apparaît comme le résidu.

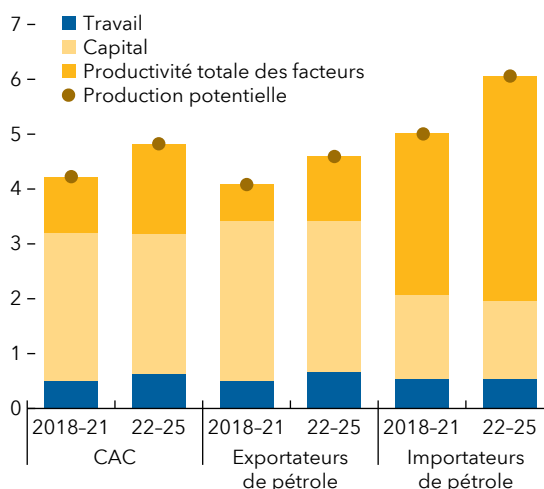
Les résultats révèlent une augmentation significative de la croissance potentielle de la région, dont la moyenne pondérée est passée de 4,2 % en 2018-21 à 4,8 % en 2022-25. Ces moyennes masquent toutefois d'importantes disparités entre les pays :

Graphique 1.1.1. de l'encadré. Caucase et Asie centrale : croissance du PIB réel
(En pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale.

Graphique 1.1.2. de l'encadré. Caucase et Asie centrale : contributions au potentiel de production
(En pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale.

Préparé par Nasir Rao et Fatima Zaidi.

¹Édition de mai 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* ; Oxford Analytica 2024.

²Heckenthaler, 2024 ; édition de mai 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

Encadré 1.1 (fin)

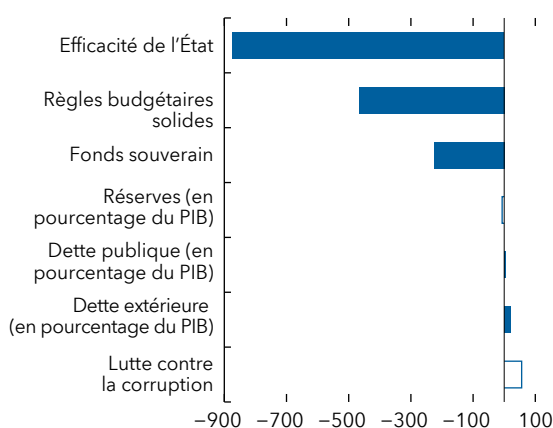
- Les pays importateurs de pétrole ont connu une hausse plus notable de la croissance potentielle, qui est passée de 5,0 % à 6,1 %. Cette amélioration s'explique principalement par un accroissement de la productivité totale des facteurs. Les entrées de capital et de travail de bonne qualité, notamment de Russie, concentrés dans les technologies de l'information et les secteurs à forte intensité de capital, ont renforcé cette tendance et créé des gains d'efficacité qui seront probablement durables. Ces résultats permettent de penser qu'un nouveau modèle de croissance prend forme dans les pays de la région CAC, fondé sur l'amélioration des compétences, la technologie et les capacités entrepreneuriales, et non pas uniquement sur l'accumulation plus rapide des facteurs de production.
- En revanche, les pays exportateurs de pétrole n'ont enregistré que de légères améliorations. Leur forte dépendance à l'égard des secteurs des ressources naturelles et leur souplesse structurelle limitée ont restreint leur capacité à transformer les entrées de capitaux et de travail en croissance durable de la productivité.

Encadré 1.2. Règles budgétaires, écarts et répercussions des chocs mondiaux

Des cadres budgétaires solides peuvent aider à ancrer les anticipations du secteur privé à l'égard de la politique budgétaire future en donnant une crédibilité aux projections (budgétaires) et aux engagements officiels. L'adoption de cadres budgétaires à moyen terme et de règles budgétaires crédibles peut être un moyen d'atteindre cet objectif et contribue indirectement à une baisse des écarts de rendement sur les obligations souveraines et à une hausse des notations (Acalin *et al.*, 2025 ; Badinger et Reuter, 2017 ; Sawadogo, 2020 ; Islamaj, Penaloza et Sommers, 2024).

Certains pays des régions MOANAP et CAC (par exemple la Mauritanie, Oman, le Tadjikistan et l'Arabie saoudite) fonctionnent avec des règles budgétaires informelles, mais peu ont officiellement adopté des règles codifiées dans la législation. Selon la base de données actualisée du FMI sur les règles budgétaires (Alonso *et al.*, à paraître), un quart seulement des pays des régions MOANAP et CAC sont dotés de règles budgétaires opérationnelles officielles, contre deux tiers dans les pays émergents et les pays en développement, et plus de 80 % dans les pays avancés. Bien que l'adoption d'une règle budgétaire ne soit pas nécessairement propice au renforcement des cadres budgétaires (tout écart injustifié pouvant saper sa crédibilité), des règles budgétaires « solides » peuvent accroître la crédibilité des projections officielles et ancrer les anticipations du secteur privé à l'égard de la politique budgétaire future. L'indice du FMI de solidité des règles budgétaires montre que les régions MOANAP et CAC sont généralement à la traîne par rapport à d'autres régions, la solidité budgétaire de ces pays étant inférieure à la moyenne des pays avancés et des autres pays émergents (la seule exception étant la Géorgie).

Graphique 1.2.1. de l'encadré.
Déterminants des écarts souverains
(Coefficients estimés, en points de base)



Sources : Banque mondiale, indicateurs mondiaux de la gouvernance ; Bloomberg L.P. ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; FMI, base de données sur les règles budgétaires (Alonso *et al.*, à paraître) ; calculs des services FMI.

Note : À partir d'un échantillon de 57 pays sur la période 1996-2021, la spécification de régression comprend des effets fixes et tient compte de la volatilité du marché financier mondial, avec des erreurs-types regroupées. Une règle budgétaire solide (faible) est définie comme ayant un score au tiers supérieur (inférieur) de la distribution de l'indice de solidité des règles budgétaires. Les barres vides signalent que l'association n'est pas statistiquement significative au niveau de 10 %.

Une analyse empirique révèle que les pays dotés de règles budgétaires « solides » tendent à bénéficier d'écarts souverains moindres (d'environ 400 points de base) que ceux dont les règles budgétaires sont faibles ou absentes (graphique 1.2.1 de l'encadré). Plus que par la présence de règles budgétaires solides, les différences dans les écarts de rendement entre les pays sont déterminées par la solidité des institutions publiques (mesurée indirectement par les scores d'efficacité des administrations publiques), par la taille des amortisseurs économiques et par les niveaux d'endettement. Ainsi, leurs vastes amortisseurs expliquent pourquoi les pays du Conseil de coopération du Golfe bénéficient d'une meilleure solvabilité alors qu'ils ne disposent pas de règles budgétaires officielles.

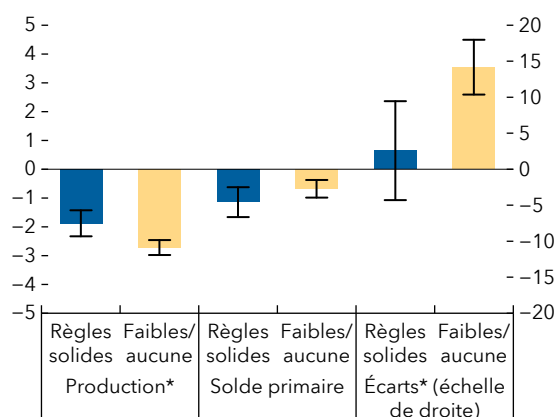
L'espace budgétaire supplémentaire dégagé par les écarts souverains inférieurs peut être utile pour réduire les conséquences macroéconomiques des chocs mondiaux défavorables. Une analyse empirique suivant une méthode de projections locales (Jordà, 2005) appliquée à un panel mondial au cours des 35 dernières années estime comment la production réelle a réagi à des chocs mondiaux défavorables selon différents cadres de politique budgétaire. Les chocs défavorables sont appréhendés par une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude mondiale pondéré en fonction du PIB, qui équivaut à un saut du 10^e au 50^e centile de la distribution historique de l'indicateur (cette analyse repose sur le chapitre 2 de l'édition d'avril 2025 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

Cet encadré a été préparé par Karmen Naidoo et Salem Nechi.

Encadré 1.2 (fin)

Cette analyse montre que les pays dotés de cadres budgétaires solides, définis comme étant ceux appartenant au tiers supérieur de la distribution de l'indice du FMI de solidité des règles budgétaires, subissent moins de pertes de production un an après un choc mondial défavorable que ceux dont les cadres budgétaires sont plus faibles (dont les règles budgétaires sont faibles ou inexistantes) (graphique 1.2.2 de l'encadré). Le comportement des soldes budgétaires primaires et des écarts de rendement après un choc mondial permet de penser que les pays dont les cadres budgétaires sont faibles ont généralement davantage de contraintes budgétaires et, par conséquent, prennent des mesures anticycliques plus limitées (diminution moindre du solde primaire) tout en connaissant une hausse plus importante des coûts d'emprunt (écarts supérieurs).

Graphique 1.2.2. de l'encadré. Effets des chocs mondiaux : différents cadres budgétaires
(Effet en pourcentage un an après un choc, choc lié à l'incertitude d'un écart-type)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri (2022) ; Alonso et al. (à paraître) ; Banque fédérale de réserve de Saint-Louis, base de données économiques de la Réserve fédérale ; Banque mondiale, indicateurs mondiaux de la gouvernance ; base de données géoréférencées d'Uppsala ; base de données sur l'indice mondial d'incertitude (IMI) ; Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, base de données sur les situations d'urgence EM-DAT ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; FMI, base de données sur les règles budgétaires ; FMI, *Sovereign Spread Monitor* ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets des chocs mondiaux liés à l'incertitude sont évalués à partir d'une méthode de projections locales. Le choc se produit à l'année 1, et correspond à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude mondiale pondéré en fonction du PIB, tel que mesuré par Ahir, Bloom et Furceri (2022). Les régressions comprennent les effets fixes pays, deux retards du choc et deux retards de la variable dépendante, et neutralisent les chocs de conflits, les catastrophes naturelles, les épidémies, les taux des fonds de la Réserve fédérale, et les cours mondiaux du brut, ainsi que les indices de la stabilité politique et de l'efficacité des administrations publiques. Une règle budgétaire solide (faible) est définie comme ayant un score de solidité au tiers supérieur (inférieur) de la distribution de l'indice de solidité des règles budgétaires (pour plus de détails, voir Alonso et al., à paraître). Les lignes noires représentent l'intervalle de confiance à 90 %.

* signale une différence statistiquement significative entre les deux groupes de pays.

Encadré 1.3. Cadres de politique monétaire et conséquences économiques des chocs

Les cadres de politique monétaire dans la région MOANAP révèlent une forte préférence pour un taux de change stable. Parmi les pays exportateurs de pétrole de la région, cette préférence se manifeste essentiellement par des régimes de parité fixe, les pays du Conseil de coopération du Golfe privilégiant des mouvements de capitaux moins réglementés¹. Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP privilégient eux aussi des taux de change stables, et adoptent généralement des régimes de change dirigés qui préservent une certaine autonomie de la politique monétaire grâce à des mouvements de capitaux plus réglementés. En revanche, les pays de la région CAC penchent vers une plus grande autonomie monétaire, conjuguée à des mouvements de capitaux moins réglementés. Il ressort du *Rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change* du FMI (2023) que la moitié environ des pays des régions MOANAP et CAC fonctionnent *de facto* selon un régime de parité fixe, sous une forme ou sous une autre². Bien que l'on ait observé depuis quelques années un assouplissement progressif des taux de change, la plupart des pays de la région continuent de préférer des régimes de change dirigés, qui conjuguent une stabilité des taux de change et une certaine marge d'ajustement, en partie du fait que leur marché financier est limité et que leur marché des changes est peu développé.

Des analyses empiriques indiquent que les régimes de change ont joué un grand rôle dans la façon dont les pays s'adaptent aux chocs mondiaux liés à l'incertitude, mais que leurs effets dépendent essentiellement de leur niveau de développement financier et de leur diversification économique (Duttagupta, Fernandez et Karacadag, 2005 ; Frankel, 2012 ; Chowdhury *et al.*, 2014). Des marchés financiers bien développés et liquides présentent plusieurs avantages, notamment de faciliter l'établissement des prix des monnaies sur le marché, de fournir des instruments de gestion des risques et d'améliorer la transmission de la politique monétaire.

Les pays très tributaires d'une seule exportation ou qui sont étroitement liés à un partenaire commercial majeur peuvent mieux favoriser une stabilité macroéconomique en s'arrimant à la monnaie de ce partenaire (ou à un panier de monnaies de partenaires). En revanche, les économies plus diversifiées et mondialement intégrées bénéficieraient d'un ajustement du taux de change, car elles pourraient être plus exposées aux chocs extérieurs. Une analyse empirique confirme que la réduction des pertes de production après un choc mondial défavorable dans un régime de taux de change flottant est significative uniquement dans les pays dont le marché financier est très développé et les exportations, très diversifiées. Dans les pays où le secteur financier est peu développé et les exportations, concentrées, on n'observe pas de différence tangible des effets entre les régimes fixes et flottants (graphique 1.3.1 de l'encadré)³.

Une analyse à l'aide du modèle MCDMOD du système flexible de modèles multinationaux du FMI (Andrle *et al.*, 2015) permet de penser que l'adoption de régimes de ciblage de l'inflation crédibles avec des taux de change flottants pourrait atténuer les effets défavorables sur la production des chocs mondiaux dans les pays des régions MOANAP et CAC si on les compare aux mesures actuelles de politique monétaire (graphique 1.3.2 de l'encadré). Il est important de relever que cette analyse qui repose sur un modèle fait nécessairement abstraction de la question essentielle de savoir quel est le meilleur moyen pour les pays d'adopter un régime de change plus flexible tout en veillant à maintenir la crédibilité de leur politique économique (voire à l'améliorer).

Cet encadré a été rédigé par Hasan Dudu, Karmen Naidoo et Salem Nechi.

¹Les pays exportateurs de produits de base gravitent souvent vers des régimes de change fixes, car c'est pour eux un moyen de renforcer la stabilité économique face à la volatilité des cours mondiaux des produits de base (Levy-Yeyati et Sturzenegger, 2016). En arrimant leur monnaie à un ancrage stable comme le dollar des États-Unis, ces pays peuvent limiter la volatilité du taux de change, mieux ancrer les anticipations d'inflation et accroître la crédibilité monétaire. Ces avantages sont particulièrement précieux pour les pays qui ont des institutions fragiles ou des antécédents d'inflation élevée (Levy-Yeyati et Sturzenegger, 2003).

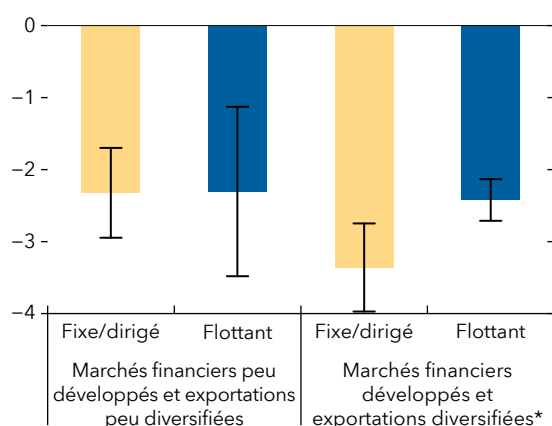
²Les régimes de change sont cartographiés à partir des classifications du *Rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change* (AREAER). Parité fixe : 1) régime des pays n'ayant pas de monnaie officielle distincte ; 2) régime de caisse d'émission ; 3) régime de parité fixe classique. Dirigés : 1) régime de taux stabilisé ; 2) régime de parité mobile ; 3) régime de type parité mobile ; 4) rattachement à l'intérieur de bandes horizontales ; 5) autre régime dirigé. Flottants : 1) flottement ; 2) flottement libre.

³Il faut comparer les différents résultats de chaque régime de change au sein de chaque spécification, et non pas entre les spécifications, car la couverture des échantillons est différente.

Encadré 1.3 (fin)

Graphique 1.3.1. de l'encadré. Effets estimés des chocs mondiaux selon les régimes de change et les caractéristiques nationales

(Variation du PIB réel en pourcentage une année après le choc, choc lié à l'incertitude d'un écart-type)



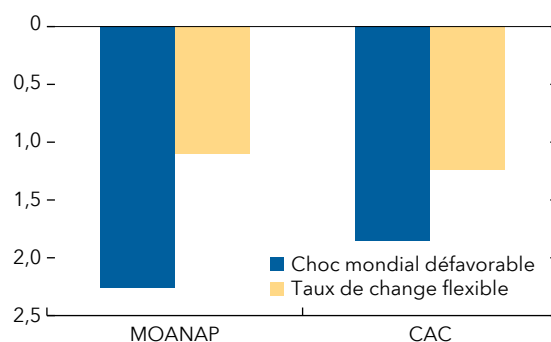
Sources : Ahir, Bloom et Furceri (2022) ; Banque fédérale de réserve de Saint-Louis, base de données économiques de la Réserve fédérale ; base de données géoréférencées d'Uppsala ; base de données sur l'indice mondial d'incertitude (IMI) ; Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, base de données sur les situations d'urgence EM-DAT ; CNUCED, matrice du commerce des marchandises ; FMI, base de données de l'indice de développement financier ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; FMI, base de données du *Rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change* ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets des chocs mondiaux liés à l'incertitude sont évalués à partir d'une méthode de projections locales. Le choc se produit à l'année 1, et correspond à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude mondiale pondéré en fonction du PIB, tel que mesuré par Ahir, Bloom et Furceri (2022). Les régressions comprennent les effets fixes pays, deux retards du choc et deux retards de la variable dépendante, et neutralisent les chocs de conflits, les catastrophes naturelles, les épidémies, les taux des fonds de la Réserve fédérale et les cours mondiaux du brut. Un développement du marché financier solide (faible) et une diversification des exportations élevée (faible) correspondent à un score supérieur (inférieur) à la médiane globale de chaque indicateur, respectivement.

* signale une différence statistiquement significative entre les deux groupes de pays.

Graphique 1.3.2. de l'encadré. Effets des chocs mondiaux à partir de modèles

(Variation du PIB réel en pourcentage par rapport au scénario de référence, moyenne sur les deux premières années)



Sources : Résultats du modèle MCDMOD ; calculs des services du FMI.

Note : Le scénario de choc mondial défavorable repose sur les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2025 et sur l'hypothèse d'une hausse des obstacles au commerce, d'une divergence mondiale (baisse de la productivité en Europe et de la demande en Chine, et hausse du déficit budgétaire aux États-Unis), d'une incertitude mondiale accrue et d'un durcissement des conditions financières. Le scénario de taux de change flottants suppose que tous les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale passent des régimes actuels à des taux flottants. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Bibliographie

- Acalin, Julien, Virginia Alonso, Clara Arroyo, Raphael Lam, Leonardo Martinez, Anh D.M. Nguyen, Francisco Roch, Galen Sher, and Alexandra Solovyeva (2025). "Fiscal Guardrails Against High Debt and Looming Spending Pressures." Staff Discussion Note 25/004, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ahir, Hites, Nicholas Bloom, and Davide Furceri. 2022. "The World Uncertainty Index." NBER Working Papers 29763, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. doi: 10.3386/w29763.
- Alonso, Virginia, Clara Arroyo, Ozlem Aydin, Vybhavi Balasundharam, Hamid R. Davoodi, Gabriel Hegab, Anh M. Nguyen, Natalia Salazar, Galen Sher, Alexandra Solovyeva, and Nino Tchelishvili. Forthcoming. "Fiscal Rules and Fiscal Councils: Recent Trends and Revisions since the Pandemic." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Andrle, Micale, Patrick Blagrove, Pedro Espallat, Keiko Honjo, Benjamin L Hunt, Mika Kortelainen, René Lalonde, Douglas Laxton, Eleonara Mavrodeidi, Dirk V Muir, Susanna Mursula, and Stephen Snudden. 2015. "The Flexible System of Global Models - FSGM." IMF Working Paper 15/64, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Badinger, Harald, and Wolf Heinrich Reuter. 2017. "The Case for Fiscal Rules." *Economic Modelling* 60: 334–43.
- Boehm, Christoph E., Andrei A. Levchenko, and Nitya Pandalai-Nayar. 2023. "The Long and Short (Run) of Trade Elasticities." *American Economic Review* 113 (4): 861–905.
- Brynjolfsson, Erik, Bharat Chandar, and Ruyu Chen. 2025. "Canaries in the Coal Mine? Six Facts about the Recent Employment Effects of Artificial Intelligence." Working Paper, Stanford University Digital Lab.
- Cazzaniga, Mauro, Florence Jaumotte, Longji Li, Giovanni Melina, Augustus J Panton, Carlo Pizzinelli, Emma J Rockall, and Marina Mendes Tavares. 2024. "Gen-AI: Artificial Intelligence and the Future of Work." IMF Staff Discussion Notes 24/001, Washington, DC.
- Chowdhury, Mohammad Tarekul H., Prasad Sankar Bhattacharya, Debdulal Mallick, and Mehmet Ali Ulubaşoğlu. 2014. "An Empirical Inquiry into the Role of Sectoral Diversification in Exchange Rate Regime Choice." *European Economic Review* 67: 210–27.
- Duttgupta, Rupa, Gilda Fernandez, and Cem Karacadag. 2005. "Moving to a Flexible Exchange Rate: How, When, and How Fast?" IMF Economic Issues 38, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Frankel, Jeffrey. A. 2012. "Choosing an Exchange Rate Regime." In *Handbook of Exchange Rates* (First Edition), edited by Jessica James, Ian W. Marsh, and Lucio Sarno. John Wiley and Sons, Inc.
- Gershenson, Dmitry, Omer Faruk Akbal, Mohamed Belkhir, Rhea Gupta, Koba Gvenetadze, Ashraf Khan, Fei Liu, Antonio Manzanera Escibano, Nasir Rao, Umang Rawat, and Xiaoqiao Shen. Forthcoming. "Central Bank Independence and Monetary Policy Effectiveness in the Middle East, Central Asia and Caucasus." IMF Departmental Paper, Washington, DC.
- Heckenthaler, Judith. 2024. "Central Asia's Shifting Regional Dynamics: Navigating the Impact of Russia's War Against Ukraine." DGAP Policy Brief, German Council on Foreign Relations (DGAP).
- International Monetary Fund (IMF). forthcoming. "Gulf Cooperation Council: Enhancing Resilience to Global Shocks: Economic Prospects and Policy Challenges for the GCC Countries." IMF Policy Papers, Washington, DC.

- International Monetary Fund (IMF). 2023. Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions 2023. Washington, DC.
- Islamaj, Ergys, Agustin Samano Penaloza, and Scott Sommers. 2024. "The Sovereign Spread Compressing Effect of Fiscal Rules during Global Crises." World Bank Policy Research Paper 10741, Washington, DC.
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Levy-Yeyati, Eduardo, and Federico Sturzenegger. 2003. "To Float or to Fix: Evidence on the Impact of Exchange Rate Regimes on Growth." *American Economic Review* 93 (4): 1173–93.
- Levy-Yeyati, Eduardo, and Federico Sturzenegger. 2016. "Classifying Exchange Rate Regimes: 15 Years Later." HKS Working Paper No. 16-028, August.
- Lichtinger, Guy, and Seyed Mahdi Hosseini Maasoum. 2025. "Generative AI as Seniority-Biased Technological Change: Evidence from US Resume and Job Posting Data." Working Paper.
- Oxford Analytica. 2024. "Ukraine War Fueling Economic Growth in Central Asia." Emerald Expert Briefings oxan-db.
- Rayner, Brett. Charalambos Tsangarides, Tsendsuren Batsuuri, Hannah Brown, Rana Fayez, Nadia Munir, Dirk Muir, Gian Plebani, Sahra Sakha, and Veronique Salins [2025]. "Connecting Continents - North Africa's Opportunity to Increase Economic Linkages with Europe and Sub-Sahara." Departmental Paper, forthcoming, Washington, DC.
- Sawadogo, Pegdewendé Nestor. 2020. "Can Fiscal Rules Improve Financial Market Access for Developing Countries?" *Journal of Macroeconomics* 65: 103214.
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). 2025a. "Sudan Humanitarian Needs and Response Plan. December 24. <https://www.unocha.org/sudan>.
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). 2025b. "Reported Impact Snapshot: Gaza Strip." September 25. <https://www.ochaopt.org/content/reported-impact-snapshot-gaza-strip-10-september-2025>.

2. Stimuler la reprise économique à l'issue d'un conflit : caractéristiques et politiques publiques¹

Il ne suffit pas que la paix revienne dans un pays pour que son économie se redresse. Il faut aussi une action gouvernementale d'envergure qui rétablit la stabilité macroéconomique, rebâtit les institutions et réunit les ressources nécessaires à la reconstruction. Ce chapitre s'inspire des conclusions d'analyses statistiques inédites de redressements à la sortie d'un conflit et de quelques études de cas pour déterminer quelles sont les circonstances et les politiques publiques associées aux reprises économiques après des conflits, en s'intéressant particulièrement aux pays des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC). Tout en reconnaissant que chaque reprise varie en fonction de son contexte, cette analyse révèle que les efforts de stabilisation économique, l'accès aux sources de financement, y compris sous forme de soutien international et d'allègement de la dette, et une amélioration de la qualité des institutions, se traduisent généralement par de meilleurs résultats. Les études de cas montrent en outre qu'il est important que l'action des bailleurs de fonds soit coordonnée, que des réformes structurelles soient menées en temps voulu, que la reconstruction des capacités de l'État fasse l'objet d'un engagement politique durable et qu'une assistance technique soit fournie par des organisations internationales.

2.1. Introduction

Depuis une vingtaine d'années, les conflits sont devenus plus fréquents et intenses au Moyen-Orient et en Asie centrale. Ils ont provoqué des souffrances humaines considérables et affaibli les résultats économiques, tant à court terme qu'à long terme (chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*)². Les conflits intenses et prolongés, en particulier ceux qui provoquent des déplacements forcés de grande ampleur, peuvent perturber la cohésion sociale et l'accumulation de capital humain, qui est un moteur essentiel des perspectives de croissance économique à moyen terme (chapitre 2 de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). Faire redémarrer l'économie après un conflit présente des difficultés majeures pour les décideurs des pays concernés et les partenaires internationaux, et les efforts de reprise pâtissent souvent de l'effet de contextes nationaux particuliers, notamment des dynamiques d'économie politique, les héritages du passé et la diversité des besoins après les conflits³. Dans un monde davantage exposé aux chocs, des facteurs externes peuvent également aggraver ces difficultés et compliquer davantage les efforts de redressement à la sortie d'un conflit.

Ce chapitre contribue au débat en se penchant sur les moteurs des reprises économiques à la sortie des conflits dans un vaste échantillon de pays au cours des 30 dernières années. À l'aide d'analyses statistiques et d'études de cas, il cherche à répondre aux questions suivantes : Quels éléments communs se dégagent des redressements à la sortie de conflits ? Quels facteurs favorisent des reprises économiques plus solides et durables après des conflits ? Quels enseignements peut-on en tirer pour les pays sortant de conflits dans les régions MOANAP et CAC ?

Le présent chapitre commence par établir un ensemble de données sur des épisodes de redressements après des conflits, en faisant une distinction entre les redressements qui ont réussi et ceux qui ont échoué. Il analyse ensuite le schéma des reprises selon les régions et les groupes de pays, en les différenciant selon les caractéristiques des conflits (intensité, durée et type). Il étudie en outre le rôle des efforts de stabilisation macroéconomique, des financements, y compris les mesures de soutien international, et des politiques structurelles. Des études de cas nationales servent à confirmer les conclusions des analyses statistiques et apportent un éclairage sur la façon dont les différents types de conflits et les facteurs propres à chaque pays déterminent les résultats.

¹Ce chapitre a été rédigé par Faris Abdurrahman, Vizhdan Boranova, Serpil Bouza (coautrice principale), Bronwen Brown, Hannah Brown, Muhammad Ejaz, Radhika Goyal, Borislava Mircheva (coautrice principale), Thomas Piontek, Bilal Tabti et Subi Suvetha Velkumar.

²Il ressort de ce chapitre qu'après un conflit grave dans un pays des régions MOANAP et CAC, la production par habitant reste en moyenne inférieure de 10 % une décennie plus tard.

³Des facteurs d'économie politique pourraient influencer sur la dynamique de reprise à la sortie d'un conflit par plusieurs canaux. Ce chapitre en étudie trois en particulier : la stabilisation macroéconomique, le soutien international et le renforcement des institutions. Toutefois, d'autres aspects tels que l'élaboration d'accords de paix et de représentation politique post-conflit pourraient également avoir des conséquences sur la viabilité de la paix et la qualité de la reprise. Ces questions méritent d'être étudiées par ailleurs.

2.2. Évaluer la durée et la résilience des redressements à la sortie des conflits

La principale source de données de ce chapitre est la base de données géoréférencées du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (qui couvre les années 1989-2024), qui définit les conflits comme étant des « épisodes de violence organisée et meurtrière entre des États ou des acteurs non étatiques identifiables, ou contre des civils ». Dans ce chapitre, un pays est dit en conflit si l'intensité de son conflit, exprimée en nombre total de décès liés au conflit divisé par la population totale du pays, durant une année donnée, est supérieure à 25 décès par million d'habitants⁴. Au sein de la série d'épisodes de conflits de la base de données, ce chapitre définit un épisode post-conflit comme un épisode durant lequel l'intensité du conflit est inférieure à 25 décès par million d'habitants pendant au moins deux années consécutives⁵. Sur la base de cette définition, on dénombre dans ce chapitre 121 épisodes post-conflit dans le monde au cours des 30 dernières années : 20 dans la région MOANAP, 8 dans la région CAC et 93 dans d'autres régions.

Durée de la paix et croissance

Dans la région MOANAP, les épisodes post-conflit (de paix) sont généralement plus courts qu'ailleurs (graphique 2.1, page 1). Les courbes de durée de la paix, qui estiment la probabilité d'une paix durable au-delà d'un certain temps, révèlent en outre que la paix est généralement plus fragile dans la région MOANAP, car la probabilité d'une paix prolongée baisse plus rapidement que dans la région CAC et d'autres régions, à moins de 50 % après 10 ans (graphique 2.1, page 2)⁶.

Cette fragilité peut s'expliquer en partie par le fait que dans la région MOANAP, les conflits sont plus intenses en moyenne que dans la région CAC et dans le reste du monde (graphique 2.2), l'intensité des conflits étant définie comme le nombre annuel moyen de décès liés aux conflits par million d'habitants dans l'ensemble des conflits. Après un conflit, la croissance dans la région MOANAP a elle aussi tendance à accuser un retard par rapport aux autres régions. En moyenne, les pays de la région MOANAP se redressent plus lentement, la croissance moyenne de leur PIB par habitant cinq ans après un conflit étant inférieure à 1 %, bien en deçà des 4,8 % observés dans la région CAC et des 2,2 % ailleurs (graphique 2.3)⁷.

Pourquoi certaines reprises réussissent, alors que d'autres s'enlisent ?

En moyenne, après les conflits, la production des pays accuse un retard pendant plusieurs années par rapport à la tendance observée avant les conflits (édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). Dans ce chapitre, nous qualifions les épisodes de reprise après un conflit de *réussites* si deux conditions sont remplies : premièrement, le PIB par habitant retrouve sa trajectoire prévue avant le conflit (voir *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI) dans un délai de cinq ans, et deuxièmement, la paix (selon la définition ci-dessus) se maintient au cours de ces cinq années⁸. Les épisodes durant lesquels le retard dans la reprise persiste ou la paix ne dure pas pendant les cinq années suivant la fin identifiée du conflit sont considérés comme des *échecs* (on dit aussi que ces reprises ont *échoué*). L'utilisation de ces critères donne les faits stylisés suivants :

- Environ un tiers seulement des épisodes dans les régions MOANAP et CAC et dans le reste du monde peuvent être classés dans la catégorie des réussites (voir l'annexe en ligne pour plus de détails).
- Durant les conflits (à savoir pendant les cinq ans précédant la fin des conflits), la croissance de la production est généralement inférieure à sa tendance précédant les conflits dans tous les pays en moyenne, mais les régions MOANAP et CAC sont généralement plus à la traîne qu'ailleurs (graphique 2.4, page 1).

⁴Voir Uppsala Conflict Data Program (UCDP 2024). Un incident de conflit est répertorié dans l'UCDP si l'on compte au moins 25 décès liés à ce conflit. La définition d'un conflit dans ce chapitre peut être différente de celle d'autres parties.

⁵On entend par « post-conflit » les épisodes de paix retenus aux fins de l'analyse. Cela ne signifie pas que le FMI ne classe plus certains pays dans la catégorie des pays fragiles ou touchés par un conflit.

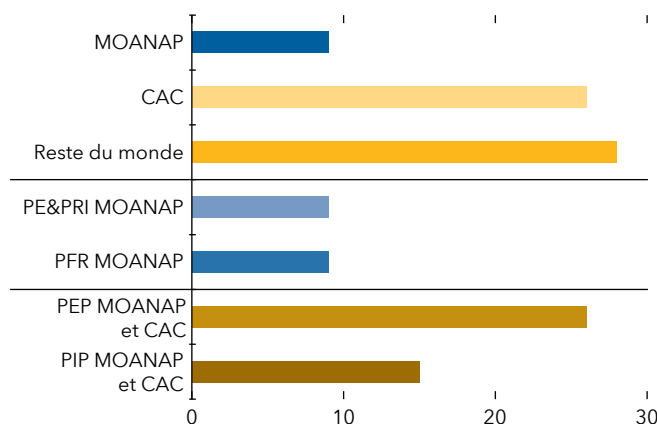
⁶Les courbes sont estimées à l'aide de la méthode Kaplan-Meier (Kaplan et Meier, 1958), qui prend en considération les épisodes post-conflit encore en situation de paix à la fin de l'ensemble de données, en 2024.

⁷Des recherches antérieures ont montré que les pays de la région MOANAP sont confrontés à deux défis, qui pourraient également ralentir davantage leur croissance : un poids de la dette plus élevé qui réduit la marge de manœuvre budgétaire (en partie en raison du creusement des déficits budgétaires primaires alors que les autorités privilégient une hausse des dépenses liées aux conflits tandis que, dans le même temps, les sources de recettes fondent, car les conflits perturbent sensiblement l'activité économique ; voir Rother *et al.*, 2016), et une aggravation de l'instabilité politique et de l'insécurité générale qui entourent la consolidation de la paix, lesquelles ont un effet dissuasif sur l'investissement étranger et retardent la reprise (Groupe de la Banque mondiale, 2020).

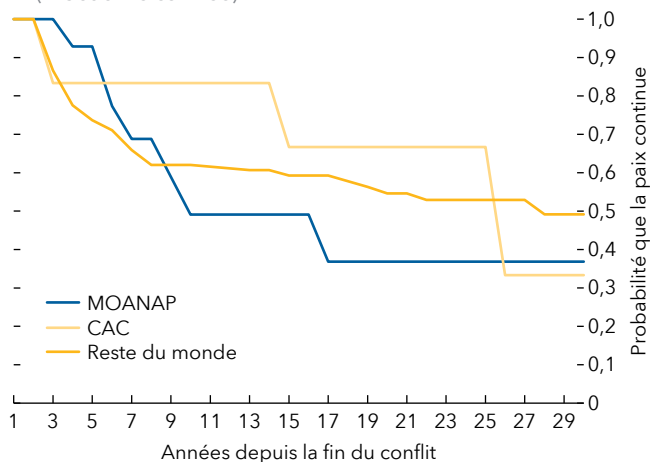
⁸On trouvera dans l'annexe en ligne des détails complémentaires sur la construction de la trajectoire prévue avant les conflits.

Graphique 2.1. Épisodes de paix post-conflit, 1989-2024

1. Durée médiane de la paix par groupes de régions et de pays (Années)



2. Courbes de durée de la paix par groupes de régions et de pays (Probabilité estimée)

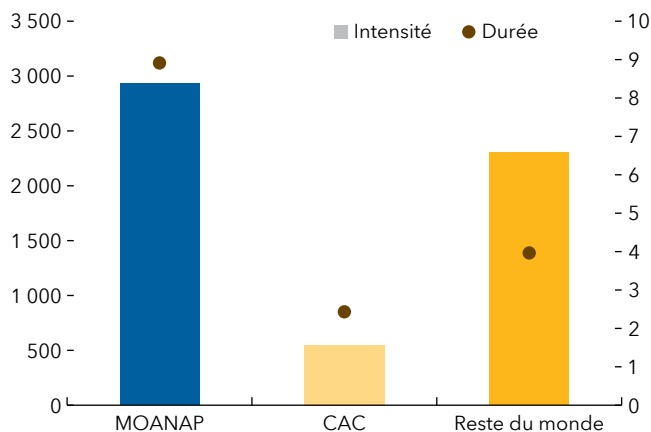


Sources : Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes de durée sont des estimations de Kaplan-Meier. La classification des pays exportateurs et importateurs de pétrole repose sur les groupes actuellement utilisés dans les *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* du FMI. La catégorie « reste du monde » recouvre tous les pays, sauf ceux des régions MOANAP et CAC. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Graphique 2.2. Intensité et durée moyennes des conflits

(Nombre annuel moyen de décès liés à des conflits par million d'habitants sur l'axe de gauche, durée en années sur l'axe de droite, 1989-2024)

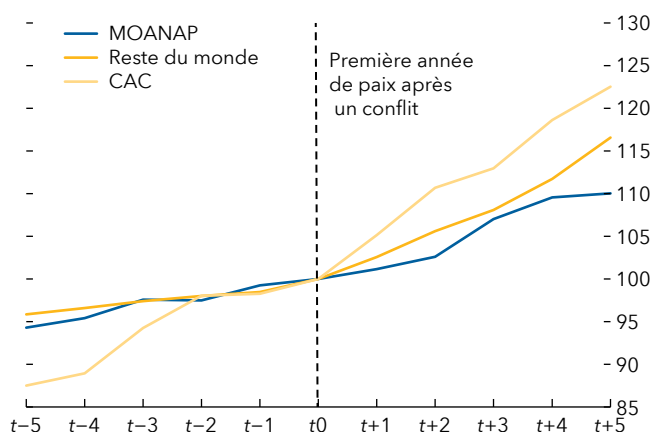


Sources : Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : La catégorie « reste du monde » recouvre tous les pays, sauf ceux des régions MOANAP et CAC. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Graphique 2.3. Niveau médian du PIB par habitant vers la fin des conflits

(Indice, 100 = première année de paix)

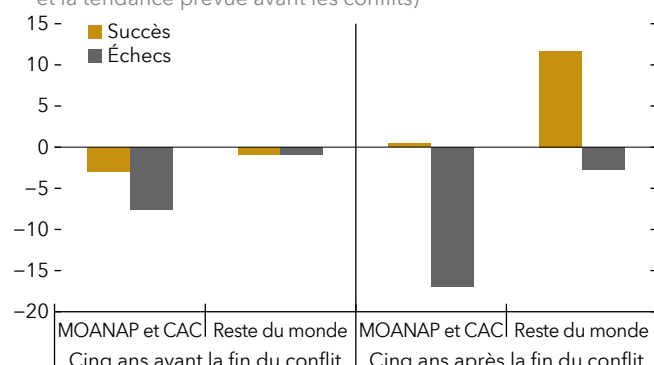


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

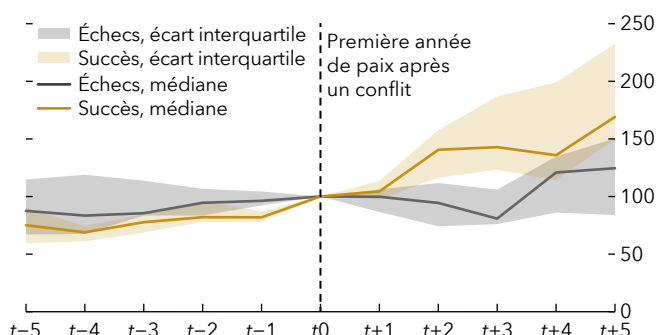
Note : La catégorie « reste du monde » recouvre tous les pays, sauf ceux des régions MOANAP et CAC. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Graphique 2.4. Redressement à la sortie d'un conflit : évolution des canaux macroéconomiques**1. Retard de reprise du PIB réel médian par habitant, par catégorie d'épisode de reprise et groupe régional**

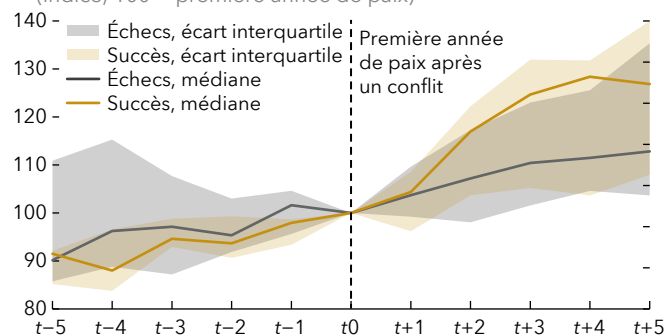
(Différence en pourcentage entre les chiffres réels et la tendance prévue avant les conflits)

**2. Formation brute de capital en termes réels dans les régions MOANAP et CAC par catégorie d'épisode de reprise**

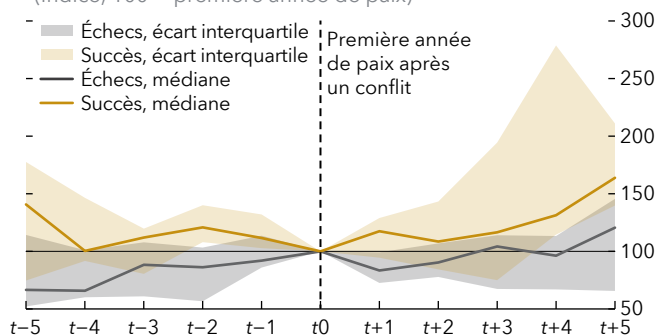
(Indice, 100 = première année de paix)

**3. Consommation réelle dans les régions MOANAP et CAC par catégorie d'épisode de reprise**

(Indice, 100 = première année de paix)

**4. Aide publique au développement sous forme de dons dans les régions MOANAP et CAC par catégorie d'épisode de reprise**

(Indice, 100 = première année de paix)



Sources : Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Organisation de coopération et de développement économiques, base de données du système de notification des pays créanciers ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 comprend les conflits qui ont duré moins de cinq ans. L'axe des abscisses des plages 2 à 4 montre le nombre d'années par rapport à la fin identifiée d'un conflit. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

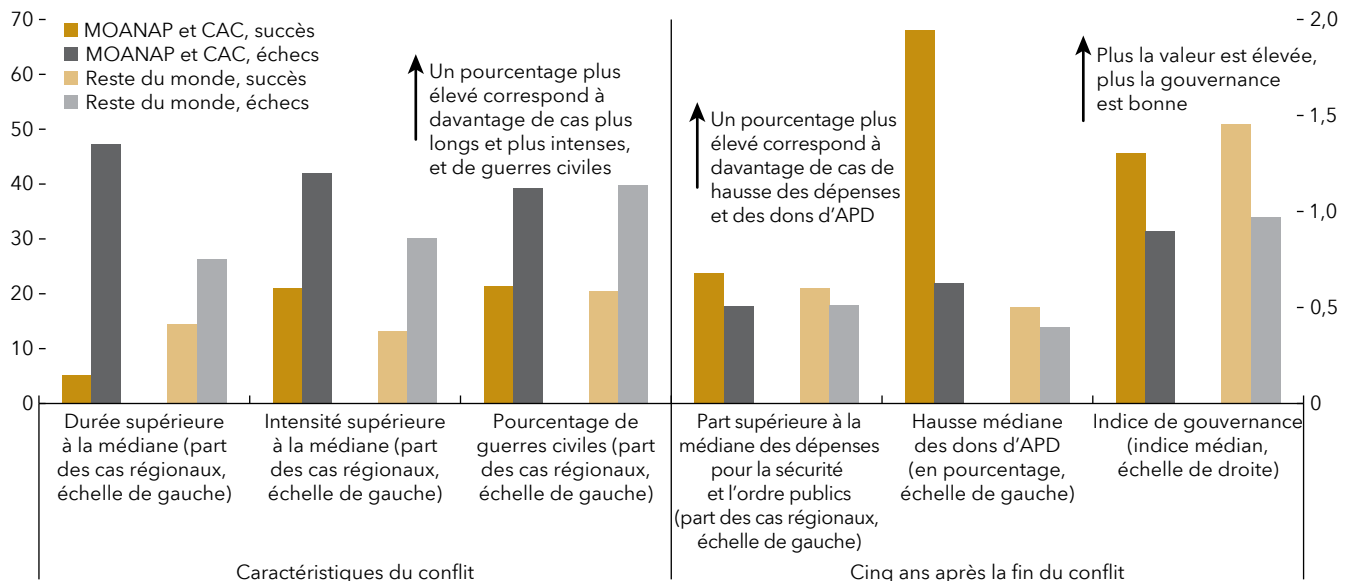
- Après la fin des conflits, la production, dans le cas des reprises réussies, est supérieure aux tendances prévues avant les conflits de 12 % environ en moyenne dans tous les pays sauf ceux des régions MOANAP et CAC, où elle est de seulement 0,5 % en moyenne.
- Dans le cas des reprises qui ont échoué, la production des régions MOANAP et CAC a chuté de 17 % par rapport à la tendance, contre 3 % seulement ailleurs^{9,10}.
- Dans les régions MOANAP et CAC, les reprises réussies se caractérisent par une nette hausse des investissements, avec une formation brute de capital en termes réels en hausse de près de 75 % en moyenne dans les cinq années suivant la fin d'un conflit, tandis que le rebond de la consommation réelle atteint 25 %. En revanche, dans les reprises qui se sont soldées par un échec, le plus souvent, la croissance des investissements ne devient pas positive avant la quatrième année, et la consommation est très à la traîne (graphique 2.4, pages 2 et 3)¹¹.

⁹Ces résultats sont conformes au chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, qui révèle que les conséquences économiques négatives des conflits sont généralement plus vastes et persistantes dans les régions MOANAP et CAC que dans le reste du monde.

¹⁰Les pays des régions MOANAP et CAC sont regroupés pour les faits stylisés et l'analyse statistique, car la couverture par l'échantillon de la région CAC est limitée, cette dernière ayant connu moins d'épisodes post-conflit (huit au total, dont un est considéré comme un succès et quatre, comme des échecs). Les données étant restreintes, il est impossible de classer les trois autres épisodes.

¹¹La formation brute de capital en termes réels et la consommation réelle dans le cadre des reprises réussies rebondissent elles aussi cinq années après un conflit dans le reste du monde puisqu'elles augmentent de 50 % et 20 %, respectivement, mais la différence entre les reprises qui aboutissent à une réussite et celles qui se soldent par un échec pour ces variables dans le reste du monde est moindre.

Graphique 2.5. Succès et échecs des redressements à la sortie d'un conflit : situations avant et après le conflit
(Pourcentage sur l'axe de gauche ; indice sur l'axe de droite)



Sources : Banque mondiale, indicateurs mondiaux de la gouvernance ; Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : L'intensité des conflits est mesurée comme étant le nombre annuel moyen de décès par habitant pour chaque conflit. Dans la base de données des conflits d'Uppsala, les guerres civiles entrent dans la catégorie des conflits étatiques, dans lesquels un ou plusieurs groupes d'insurgés défient l'État. L'augmentation médiane des dons au titre de l'APD montre la variation médiane cinq années après la première année de paix. L'indice de gouvernance est la moyenne des six sous-indices des indicateurs mondiaux de la gouvernance normalisée à une valeur minimale de zéro. La catégorie « reste du monde » recouvre tous les pays, sauf ceux des régions MOANAP et CAC. APD = aide publique au développement ; CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

- De plus, dans le cas des reprises réussies, les envois de fonds bruts, les exportations nettes et l'aide publique au développement sous forme de dons augmentent davantage durant les cinq années suivant un conflit (graphique 2.4, page 4, et annexe en ligne).

Plusieurs caractéristiques et facteurs peuvent expliquer pourquoi certaines reprises à la sortie d'un conflit réussissent alors que d'autres échouent (graphique 2.5) :

- Les caractéristiques des conflits jouent un rôle important, les redressements ayant plus de chances de réussir lorsque le conflit est plus court et moins intense, et n'est pas une guerre civile¹².
- Le succès est également plus fréquent lorsque les autorités consacrent davantage de moyens budgétaires au rétablissement de la sécurité et de l'ordre public au lendemain d'un conflit. Les études de cas confirment l'importance de la sécurité. Lorsque la paix reste fragile ou que les menaces sur la sécurité persistent, les coûts de la reconstruction sont plus élevés et l'investissement est découragé, comme le montre le cas de l'Afghanistan (voir l'encadré 2.1)¹³.
- Un volume élevé d'aide publique au développement sous forme de dons et une gouvernance plus solide après la fin d'un conflit sont également associés à de meilleurs résultats. On remarque en particulier que les différences entre les reprises qui ont réussi et celles qui ont échoué dans les régions MOANAP et CAC sont généralement plus marquées, en moyenne, que dans le reste du monde au regard de la plupart de ces caractéristiques.

¹²Dans la base de données d'Uppsala, les conflits sont classés en fonction de la nature des acteurs impliqués. Elle distingue trois grandes catégories de conflits : 1) les conflits étatiques, qui prennent la forme d'affrontements entre deux entités organisées, l'une au moins étant un organisme public (les guerres civiles en sont une sous-catégorie, dans laquelle un ou plusieurs groupes d'insurgés défient l'État) ; 2) les conflits non étatiques, caractérisés par des confrontations entre deux groupes organisés, dont aucun n'est public ; et 3) les événements unilatéraux, dans lesquels un groupe organisé, public ou non, s'en prend directement à des civils. Dans l'échantillon, 80 % environ des conflits sont étatiques, et parmi eux 61 % sont des guerres civiles, 7 % sont des conflits non étatiques et 13 % se caractérisent par des violences unilatérales. Les trois catégories de conflits sont retenues dans l'analyse empirique de façon à assurer une couverture exhaustive des conflits dans l'échantillon.

¹³Voir Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (2021).

Bien que ces constatations permettent de penser que quelques facteurs sont liés à des reprises solides, les associations bilatérales exposées ici ne représentent pas l'effet conjugué des réponses des pouvoirs publics et d'autres dimensions des épisodes que nous avons identifiés. Pour le faire, nous procédons dans la section suivante à une analyse statistique multivariée.

2.3. Circonstances et politiques favorables à un redressement à la sortie d'un conflit

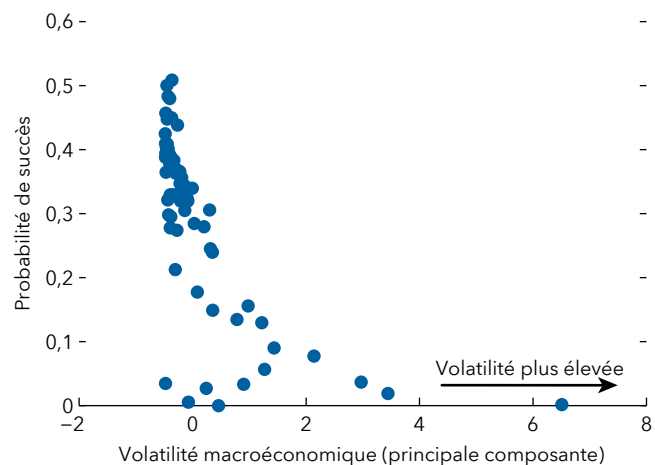
On se demande dans cette section si des mesures particulières sont associées à de plus grandes chances de succès d'une reprise économique après un conflit, tout en tenant compte d'autres caractéristiques des épisodes. Plus précisément, l'analyse utilise des régressions logistiques pour examiner le lien entre une variable dépendante binaire qui indique une reprise économique qui a réussi ou échoué, et une série de variables explicatives qui rendent compte des facteurs éventuels liés à l'action publique dans les domaines suivants : 1) stabilisation macroéconomique, 2) soutien financier et international et 3) politiques structurelles et institutions. Les caractéristiques préalables des conflits (leur durée et leur intensité) sont intégrées comme variables de contrôle, car elles peuvent influencer sur les circonstances initiales et la dynamique après les conflits. Bien que les résultats obtenus révèlent des liens importants, ils appellent une mise en garde : ces liens relèvent d'une association et d'une indication plutôt que d'une causalité¹⁴.

Stabilisation macroéconomique

Stabiliser l'économie rapidement après un conflit est un facteur important d'une reprise. Réduire la volatilité macroéconomique contribue à diminuer l'incertitude, ce qui renforce la confiance et la prévisibilité. Ce sont des ingrédients essentiels du redressement des investissements et de la consommation après un conflit observés dans les épisodes réussis. La stabilisation macroéconomique est particulièrement importante à la sortie des conflits lorsque des institutions peu solides et des marchés financiers insuffisamment développés peuvent aggraver les effets négatifs de l'instabilité économique sur la croissance à long terme (Hnatkovska et Loayza, 2003)¹⁵.

Si l'on considère la première composante principale des volatilités de la croissance de la production réelle et de l'inflation dans l'ensemble des épisodes post-conflit comme un indicateur de la volatilité macroéconomique, l'analyse révèle que les pays qui connaissent une volatilité élevée durant les cinq premières années de paix ont moins de chances de voir leur reprise couronnée de succès (graphique 2.6)¹⁶. Plus précisément, une augmentation équivalente à un bond du 25^e au 75^e centile de la volatilité macroéconomique

Graphique 2.6. Volatilité macroéconomique et redressements réussis
(Probabilité de succès estimée)



Sources : Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : La volatilité de la croissance de la production est estimée comme étant la moyenne des carrés des écarts de la croissance du PIB réel par habitant par rapport à sa moyenne durant les cinq premières années de paix, tandis que la volatilité de l'inflation est exprimée par la moyenne des carrés des écarts de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation par rapport à un repère de 5 % les cinq premières années de paix. La probabilité estimée de succès qui dépend de la volatilité macroéconomique est calculée à l'aide d'une régression logistique qui tient compte de la durée et de l'intensité des conflits.

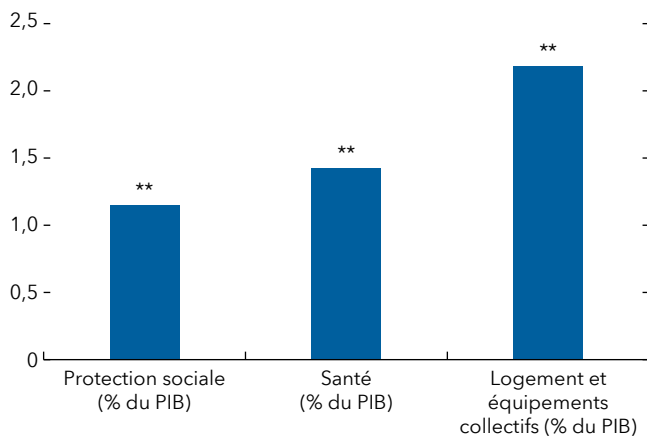
¹⁴On trouvera dans l'annexe en ligne des détails complémentaires sur la méthode d'analyse et l'interprétation des liens estimés.

¹⁵Voir également dans Loayza et al. (2007) une étude des travaux sur les conséquences pour la croissance de la volatilité macroéconomique.

¹⁶L'utilisation de ces deux variables pour mettre en évidence les acquis en matière de stabilisation macroéconomique est bien ancrée dans la théorie économique : le modèle néo-keynésien de référence postule qu'une politique monétaire optimale stabilise à la fois l'inflation et la production (Gali, 2015). En outre, la volatilité de l'inflation permet de mesurer la répercussion de la volatilité du taux de change, qui est associée à une capacité réduite à supporter les chocs dans les pays dont les marchés financiers sont peu développés (Aghion et al., 2009 ; Eklou, 2023).

Graphique 2.7. Dépenses publiques et redressements réussis

(Effet estimé sur les ratios de probabilité)



Sources : Feenstra *et al.* (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Gethin (2024), Database of General Government Revenue and Expenditure by Function ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : Les ratios de probabilité sont estimés à partir d'une régression logistique de l'indicateur de réussite binaire sur chaque catégorie de dépense publique (mesuré comme étant les dépenses moyennes en pourcentage du PIB durant les cinq premières années suivant un conflit) séparément, en tenant compte de la durée et de l'intensité du conflit. Erreurs-types robustes, avec des niveaux de signification * $p < 0,10$; ** $p < 0,05$.

En moyenne, chaque pourcentage supplémentaire de PIB consacré à la protection sociale, à la santé et au logement est associé à une augmentation de 15 %, 42 % et 119 %, respectivement, du rapport des cotes d'un redressement réussi après un conflit (graphique 2.7)¹⁸.

Il ressort en outre des études de cas que la stabilisation macroéconomique est essentielle à l'amélioration des perspectives économiques durant une reprise à la sortie d'un conflit. Ainsi, pour démontrer sa crédibilité, l'Afghanistan a engagé une réforme de sa monnaie et freiné le financement monétaire afin de modérer l'inflation, tandis que le Rwanda a unifié les marchés des changes parallèles (voir la section 2.4 et l'encadré 2.1).

Soutien financier et international

Les États touchés par des conflits sont souvent confrontés à de graves vulnérabilités liées à la dette et à une capacité de production dégradée, qui peuvent limiter leur capacité à mobiliser des ressources et redémarrer l'activité économique une fois que la paix est rétablie. Un soutien financier extérieur de la part des bailleurs de fonds et des créanciers internationaux, notamment sous forme d'allègements de la dette, de dons ou de financements concessionnels, peut jouer un rôle essentiel en allégeant ces contraintes, car il élargit l'espace budgétaire et donne un coup de fouet indispensable aux efforts de redressement (Boyce, 2011 ; Cassimon *et al.*, 2015).

La restructuration de la dette, qui réduit la charge de la dette souveraine, semble être un facteur important : on estime que les pays dans lesquels une restructuration a eu lieu durant le conflit ou les cinq ans suivant le début de la paix ont une probabilité de voir leur reprise couronnée de succès 50 % plus élevée que les pays qui n'ont pas

dans l'ensemble des situations post-conflit est associée à une chute de plus de 25 % du rapport des cotes¹⁷.

Bien qu'il soit impossible dans ce chapitre de déterminer pleinement quelles mesures précises de politique économique ont contribué le plus à stabiliser la situation macroéconomique, l'analyse permet de penser qu'une ouverture financière accrue durant les cinq premières années de paix est étroitement liée à une probabilité plus élevée de succès. L'amélioration de l'ouverture financière mesurée par l'évolution de l'indice Chinn-Ito de l'ouverture du compte de capital (Chinn et Ito, 2006) tient compte de facteurs tels que l'assouplissement des restrictions sur les opérations du compte courant et du compte de capital, l'unification de taux de change multiples et la réduction des obligations de cession des recettes d'exportation.

De plus, des dépenses publiques consacrées à des secteurs tels que la protection sociale et la santé peuvent également favoriser une stabilisation macroéconomique par la prestation de services publics et sociaux de base qui contribuent à maintenir une cohésion sociale, promouvoir l'inclusion et soutenir une paix durable à la sortie d'un conflit (Ovadiya *et al.*, 2025 ; Bashur, 2025). L'analyse révèle un lien étroit entre une hausse des dépenses publiques dans ces secteurs (en pourcentage du PIB) durant les cinq premières années de paix et la probabilité d'une reprise réussie.

¹⁷Le rapport des cotes décrit l'évolution du ratio de la probabilité de succès sur la probabilité d'échec associée à l'évolution de la variable explicative.

¹⁸Une hausse des dépenses dans ces secteurs pourrait également montrer l'importance de lutter contre les inégalités et de combler les retards dans l'inclusion.

connu de restructuration (graphique 2.8)¹⁹. Bien que des accords de restructuration puissent aider à accroître les ressources budgétaires disponibles, d'autres facteurs qui ne sont pas totalement pris en compte peuvent influencer sur l'incidence de ces accords²⁰. Il peut s'agir notamment du sentiment d'une volonté plus forte de mener des réformes structurelles, de progrès dans la gouvernance et de politiques plus judicieuses, autant de facteurs qui peuvent contribuer à améliorer plus directement la confiance des investisseurs et les perspectives économiques, tout en augmentant les chances d'un accord de restructuration.

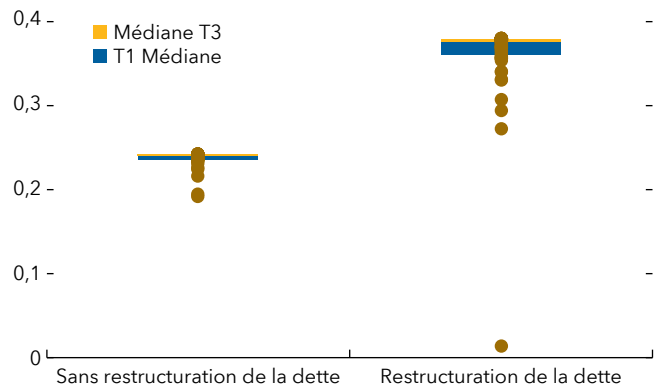
Outre un allègement de la dette, un soutien non financier peut jouer un rôle dans les redressements à la sortie d'un conflit. Après un conflit, les pays ont souvent une faible capacité d'absorption qui les empêche de gérer efficacement les apports d'aide et de mettre en œuvre des réformes structurelles. Il est alors d'autant plus important de bien échelonner ces réformes. C'est pourquoi les activités du FMI en matière de développement des capacités et son soutien au renforcement des institutions économiques ont été vastes dans les pays touchés par un conflit, quelle qu'en soit l'issue ; le FMI a mené en moyenne environ 56 missions de développement des capacités en cinq ans dans des pays dont le redressement a réussi ou échoué à la sortie d'un conflit. L'assistance a été principalement fournie dans les domaines des questions budgétaires et du secteur financier, suivis des cadres juridiques et des systèmes de données.

Les études de cas mettent également en lumière le rôle fondamental du soutien international, sous forme d'allègement de la dette et d'aide de la part des bailleurs de fonds. En Afghanistan, l'allègement de la dette a permis de dégager des ressources pour reconstruire les capacités de l'État tandis qu'au Rwanda, la marge de manœuvre budgétaire créée par l'allègement de la dette et les flux supplémentaires d'aide extérieure a été judicieusement utilisée pour sauvegarder les investissements productifs (voir la section 2.4 et l'encadré 2.1).

Institutions et réformes structurelles

Des institutions plus solides et une meilleure gouvernance peuvent favoriser à la fois le développement économique et une paix durable, ce qui augmente les chances de réussir les redressements²¹. Il arrive souvent que les conflits affaiblissent la capacité institutionnelle des États, ce qui rend particulièrement difficile la reconstruction à la sortie des conflits (PNUD, 2008 ; Besley et Reynal-Querol, 2014). Les pays dont la qualité des institutions est plus solide (mesurée par la valeur moyenne des indicateurs mondiaux de la gouvernance) au début d'un épisode post-conflit ont plus de chances de réussir leur redressement, toutes choses égales par ailleurs (graphique 2.9, page 1). Mais le redressement n'est pas uniquement déterminé par les circonstances de départ, il l'est aussi par les améliorations continues de la gouvernance à l'issue du conflit. Les efforts de renforcement des institutions après le retour de la paix

Graphique 2.8. Restructuration de la dette et redressements réussis
(Probabilité de succès estimée)



Sources : Asonuma et Trebesch (2016) ; Asonuma, Niepelt et Ranciere (2017) ; ensembles de données sur la restructuration des dettes souveraines et des dettes privées ; Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Horn, Reinhart et Trebesch (2022) ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

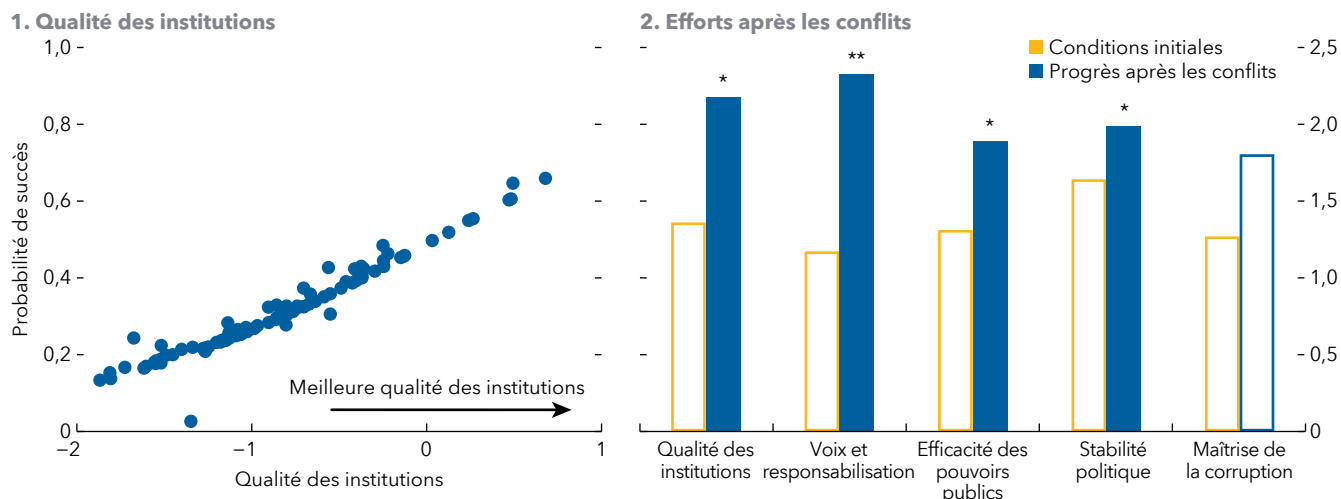
Note : Les restructurations de dettes recouvrent les restructurations officielles bilatérales (y compris par la Chine et le Club de Paris) et les restructurations par des créanciers privés, hors restructurations officielles symboliques. La probabilité estimée de succès est dérivée d'une analyse par régression logistique qui tient compte de la durée et de l'intensité des conflits par rapport à une variable indicatrice de la survenue d'une restructuration de la dette.

¹⁹Cette constatation concorde avec d'autres études plus vastes qui montrent que des faillites souveraines précèdent généralement des redressements économiques (Yeyati et Panizza, 2011). Il ne faut cependant pas en conclure que les faillites souveraines sont anodines. Les auteurs observent en outre que des récessions précèdent généralement les décisions officielles de faillite. Ils font valoir que les difficultés financières associées peuvent s'expliquer par le fait que les marchés anticipent les défaillances.

²⁰Comme le montrent la section 2.2 et les études de cas nationales (voir l'encadré 2.1 et l'annexe en ligne), les dons et les financements sous d'autres formes ont également joué un rôle important en consolidant les reprises économiques à la sortie de conflits, en particulier en Afghanistan, au Rwanda et en Somalie.

²¹Plusieurs études portent sur les relations entre la qualité des institutions et les résultats économiques, notamment les suivantes : Mauro (1995), Hall et Jones (1999) et Acemoglu, Johnson et Robinson (2001).

Graphique 2.9. Institutions : circonstances initiales et efforts d'amélioration de la gouvernance
(Probabilité estimée de succès ; effet sur les ratios de probabilité)



Sources : Banque mondiale, indicateurs mondiaux de la gouvernance (WGI) ; Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : La qualité des institutions est mesurée comme étant la moyenne des six sous-indices des WGI. La plage 1 représente une estimation, à partir d'une régression logistique, de la probabilité de succès sur la moyenne de la qualité des institutions au cours de la dernière année de conflit (début de la paix). Dans la plage 2, les ratios de probabilité sont estimés à partir d'une régression logistique du succès en fonction des institutions au regard de certains critères (qualité globale des institutions et sous-indices des WGI) durant la dernière année de conflit et de l'évolution de ces critères au cours des cinq années suivant un conflit. La plage 2 illustre les ratios de probabilité associés à une augmentation d'un écart-type du critère de qualité des institutions à la fin d'un conflit et d'un écart-type de l'amélioration de la qualité des institutions après un conflit. Les coefficients de régression pour la maîtrise de la corruption, la qualité de la réglementation et l'état de droit ne sont pas significatifs au niveau de 10 %. Toutes les régressions tiennent compte de la durée et de l'intensité des conflits. Les barres vides indiquent des données non significatives. Erreurs-types robustes, avec des niveaux de signification *p < 0,10 ; **p < 0,05.

sont associés à de plus fortes augmentations des chances de succès. Une amélioration d'un écart-type de la qualité institutionnelle globale au cours des cinq premières années de paix, comparable au passage du 10^e au 75^e centile, est associée au doublement approximatif du rapport des cotes d'un redressement réussi. Les améliorations ayant le plus d'effet s'observent dans des domaines tels que l'efficacité des pouvoirs publics, la voix et responsabilisation, la stabilité politique et, dans une certaine mesure, la maîtrise de la corruption (graphique 2.9, page 2). Les études de cas montrent aussi que les réformes structurelles sont un facteur important des redressements à la sortie d'un conflit. L'Afghanistan s'est attaché à renforcer ses institutions budgétaires et monétaires tandis que le Rwanda a mis en œuvre des réformes d'amélioration de la gouvernance (voir la section 2.4 et l'encadré 2.1).

Quantifier l'importance des circonstances et des politiques publiques dans la réussite des redressements

Cette analyse se termine par une quantification du rôle que les facteurs liés à l'action publique dans les trois catégories retenues (efforts de stabilisation macroéconomique, soutien financier et international, et institutions et réformes structurelles) ont joué ensemble pour expliquer la variation des chances de succès des redressements à la sortie d'un conflit dans les régions MOANAP et CAC, et dans le reste du monde. Les différences dans les efforts de stabilisation macroéconomique et le soutien financier (exprimées par des épisodes de volatilité macroéconomique, de dépenses sociales et de restructuration de la dette) représentent la majorité des différences liées à l'action publique dans les probabilités de succès, tandis que les institutions et les réformes structurelles (exprimées par la qualité institutionnelle initiale) représentent les autres. Il est important de noter que cette analyse ne met pas en évidence de différences majeures du rôle relatif de ces facteurs dans la variation liée aux politiques publiques des redressements à la sortie de conflits entre les régions MOANAP et CAC, et le reste du monde. Ceci suggère que les enseignements tirés de redressements à la sortie de conflits dans le reste du monde sont pertinents pour les pays des régions MOANAP et CAC (graphique 2.10).

2.4. Enseignements tirés d'études de cas

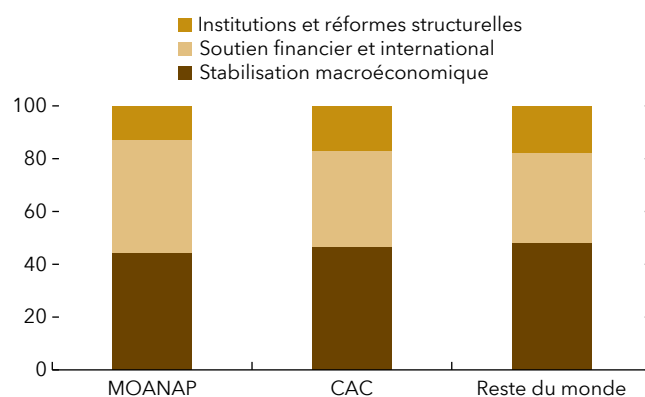
Si les analyses statistiques sont utiles pour mettre en évidence les éléments communs et robustes d'un vaste éventail d'épisodes, elles reposent nécessairement sur de nombreux détails particuliers à chaque pays et épisode en matière de contexte historique et de structure des interventions des pouvoirs publics, qui peuvent s'influencer mutuellement et agir sur les efforts de redressement et leur efficacité. Pour tenter de remédier à ces limites et mieux appréhender les réformes mises en œuvre, les exemples d'échellonnement des réformes et le rôle des institutions internationales sur lesquelles reposent les redressements à la sortie des conflits, ce chapitre s'inspire d'études de cas sur des expériences post-conflit en Afghanistan (1989-2022), en Iraq (2003-18), au Rwanda (1990-98) et en Somalie (depuis 1989), les années entre parenthèses indiquant les périodes de conflit. Ces pays ont connu des conflits de durée et de types différents, ainsi qu'un éventail de résultats et d'approches du redressement à la sortie des conflits (voir l'encadré 2.1 et l'annexe en ligne pour des détails complémentaires).

Les études de cas confirment les conclusions globales des analyses statistiques, et permettent surtout de tirer quatre enseignements importants. Premièrement, une aide des bailleurs de fonds bien coordonnée, en particulier si elle est mobilisée au sein des cadres budgétaires du pays (Afghanistan), peut accroître l'impact du soutien extérieur. Un mécanisme formel de coordination opérationnelle des bailleurs de fonds, qui coordonne l'aide, peut rendre cette dernière plus efficace (Somalie)²². Deuxièmement, les efforts de stabilisation économique doivent s'accompagner de réformes structurelles destinées à améliorer la gouvernance et la libéralisation de l'économie (c'est le cas par exemple de la privatisation d'entités publiques au Rwanda). Troisièmement, il est essentiel de maintenir la stabilité politique pour pérenniser la dynamique de réformes (Rwanda) et éviter une reprise du conflit (Afghanistan). Enfin, les institutions internationales jouent un rôle qui ne se limite pas à fournir des moyens financiers : elles coordonnent l'aide internationale, et notamment l'assistance technique (Iraq). Dans le cas de l'Afghanistan en particulier, le FMI a aidé à rebâtir les institutions budgétaires et monétaires de toutes pièces. Mais le succès n'est pas garanti, surtout si des chocs défavorables se superposent (Iraq) et que des problèmes de sécurité persistent (Afghanistan, Iraq, Somalie), qui peuvent enrayer les progrès et retarder la reprise. Au Rwanda, un engagement sans faille sous forme d'une assistance technique a soutenu l'attachement des autorités à une reconstruction durable et au développement des institutions.

2.5 Conclusions

Augmenter les chances de succès d'un redressement à la sortie d'un conflit passe par une stratégie globale, adaptée aux particularités de chaque pays. Il n'existe pas de formule unique qui s'appliquerait à toutes les situations, mais trois grandes priorités se dégagent de l'analyse statistique de ce chapitre : la stabilisation macroéconomique, l'obtention de financements extérieurs, y compris sous forme d'aide internationale et d'allègement de la dette, et le renforcement des institutions. L'importance relative de la variabilité de ces facteurs par rapport aux probabilités de succès

Graphique 2.10. Corrélations entre les redressements réussis dans les pays des régions MOANAP et CAC, et dans le reste du monde
(En pourcentage des différences expliquées liées aux politiques publiques)



Sources : Asonuma et Trebesch (2016) ; Asonuma, Niepelt et Ranciere (2017) ; Banque mondiale, indicateurs mondiaux de la gouvernance ; ensembles de données sur la restructuration des dettes souveraines et des dettes privées ; Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Gethin (2024), Database of General Government Revenue and Expenditure by Function ; Horn, Reinhart et Trebesch (2022) ; Penn World Tables ; Uppsala Conflict Data Program, base de données géoréférencées ; calculs des services du FMI.

Note : La contribution relative des différences expliquées liées aux politiques publiques est calculée selon Sterck (2019) à l'aide d'estimations de régressions logistiques multivariées du logarithme de la probabilité de réussite d'un redressement à la sortie d'un conflit. Voir l'annexe en ligne pour plus de détails. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

²²Voir les études de cas (encadré 2.1) sur l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (initiative PPTE) pour l'Afghanistan, le Rwanda et la Somalie, ainsi que le fonds pays en faveur de la Somalie.

est analogue dans toutes les régions, et permet de penser que les enseignements tirés de redressements réussis à la sortie de conflits dans le reste du monde pourraient éclairer les décideurs aux prises avec un pays sortant d'un conflit dans les régions MOANAP et CAC. De plus, des études de cas montrent plusieurs choses : 1) une aide des bailleurs de fonds bien coordonnée peut intensifier l'effet du soutien extérieur ; 2) l'échelonnement des mesures prises par les pouvoirs publics est important, la stabilisation macroéconomique étant la priorité immédiate²³ ; 3) la stabilité politique est essentielle pour maintenir la dynamique de réforme ; et 4) les institutions internationales ont un rôle important à jouer qui ne se limite pas aux financements, et prend la forme d'un renforcement des institutions et d'une assistance technique.

Compte tenu de la complexité des situations post-conflit et des multiples formes qu'elles prennent, des questions d'économie politique et d'élaboration détaillée des politiques se posent naturellement, et peuvent jouer sur la solidité et la pérennité des reprises économiques. Des facteurs de politique économique propres aux situations post-conflit, tels que des accords politiques nationaux et des dispositifs de partage du pouvoir, peuvent influencer sur l'efficacité des institutions et le processus décisionnel, et partant, sur les résultats des redressements. Certains éléments de la conception des mécanismes opérationnels de coordination des bailleurs de fonds peuvent également avoir une incidence sur la réactivité et l'efficacité du soutien extérieur en faveur des reprises. De plus, des chocs extérieurs, entre autres sur la demande mondiale, les politiques commerciales et les conditions de financement, peuvent également influencer sur la probabilité de succès des redressements économiques après un conflit, et interagir avec les politiques et leur conception, en particulier dans les pays fragiles. Ces questions pourraient faire l'objet de recherches futures.

²³Cela ne signifie pas que des progrès dans l'adoption de réformes institutionnelles et structurelles ne peuvent être réalisés tout en prenant, en parallèle, des mesures gouvernementales de stabilisation macroéconomique, mais plutôt que les effets positifs de ces mesures prennent généralement davantage de temps à se manifester pleinement, et que les politiques de stabilisation post-conflit améliorent le climat économique plus rapidement.

Encadré 2.1. Enseignements tirés de redressements économiques après des conflits^{1,2}

Afghanistan (1989-2022)

Le conflit en Afghanistan a duré plus de quatre décennies, sous l'effet de griefs historiques, d'une instabilité politique et d'influences étrangères. Il s'est soldé par un nombre considérable de décès et le déplacement de plus de 8 millions de personnes. Après la chute des talibans, en 2001, la conférence de Bonn a jeté les bases d'un règlement politique qui a posé les jalons d'une nouvelle constitution et des premières élections après le conflit, en 2004, qui ont marqué le début d'un redressement économique.

Le nouveau gouvernement a mis en œuvre un programme de stabilisation échelonné, axé sur une gestion prudente des questions budgétaires et monétaires. Une nouvelle monnaie, l'afghani, a été créée en 2002, ce qui a stabilisé le taux de change et en grande partie mis fin au rôle dominant des multiples monnaies en circulation. Au fil des années, des réformes institutionnelles ont renforcé la banque centrale et l'autorité budgétaire, soutenues par de nouveaux cadres juridiques, des réformes du secteur bancaire et des efforts de lutte contre la corruption. Des difficultés demeuraient cependant dans le maintien de la capacité à gouverner, en particulier avec le retour progressif de réfugiés dont la réintégration augmentait les coûts budgétaires.

Le soutien international a joué un rôle fondamental en renforçant les capacités des autorités et en créant la marge de manœuvre budgétaire nécessaire au redressement. Un allègement de la dette et une aide des bailleurs de fonds de grande ampleur ont contribué directement aux efforts de redressement à la sortie du conflit. Outre le soutien financier des bailleurs de fonds, l'assistance technique fournie par le FMI a joué un rôle déterminant dans l'établissement d'institutions monétaires et budgétaires de toutes pièces et dans la stabilisation de l'économie. L'enseignement à tirer de l'expérience de l'Afghanistan est qu'une stabilité politique durable, une coordination efficace des bailleurs de fonds et une forte capacité d'absorption sont essentielles pour consolider la reconstruction, voire amplifier la reprise. Toutefois, dans la pratique, ces progrès ne se sont pas entièrement concrétisés, car l'instabilité politique et des problèmes de sécurité ont fini par saper les efforts de reconstruction.

Iraq (2003-18)

L'Iraq a subi deux décennies de violence et de conflit, l'invasion de 2003 dirigée par les États-Unis ayant été suivie par un conflit ethnique et sectaire (2006-08), puis par une guerre avec l'État islamique d'Iraq et de Syrie (État islamique) (2011-17). Alors que les problèmes de sécurité persistaient, les autorités ont lancé des mesures destinées à assurer la stabilité macroéconomique à l'aide de programmes soutenus par le FMI. Les premières années, de vastes investissements dans le secteur pétrolier ont généré des recettes exceptionnelles qui ont favorisé le redressement à la sortie du conflit, en dépit d'un accroissement de la vulnérabilité face aux fluctuations des cours du pétrole. Des progrès ont également été enregistrés dans la réforme des subventions, notamment des ajustements des prix des combustibles et des efforts visant à améliorer le ciblage et l'efficacité des dispositifs de protection sociale. Avec le soutien du FMI, les autorités ont renforcé le cadre de politique monétaire en fixant le taux de change par rapport au dollar et en élargissant la panoplie d'outils de la banque centrale, ce qui a aidé à stabiliser l'inflation. Les premières réformes de la gouvernance et des institutions étaient axées sur le secteur pétrolier tandis qu'avec le temps, le programme de réformes s'est étendu pour porter sur des mesures de gouvernance plus vastes. Les progrès ont cependant été freinés par la faiblesse des capacités et la corruption alors que les problèmes de sécurité persistaient.

Cet encadré a été préparé par Muhammad Ejaz et Radhika Goyal.

¹Les dates de début et de fin des conflits correspondent à la définition du premier paragraphe de la section 2.2, sur la base des estimations de l'intensité des conflits, agrégées par année à partir de la base de données du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala.

²Ces épisodes précis de redressement à l'issue d'un conflit ont été sélectionnés principalement parce que le soutien et l'engagement internationaux ont été vastes, et afin de tirer les enseignements des facteurs qui ont favorisé la reprise, que les épisodes aient été finalement qualifiés de succès ou d'échecs. On trouvera des informations complémentaires dans l'annexe en ligne, notamment des détails sur la nature et l'ampleur de la coopération internationale au fil du temps.

Encadré 2.1 (suite)

Le FMI a joué un rôle crucial dans le redressement de l'Iraq en coordonnant le soutien international, en apportant une assistance financière et technique, et en aidant les autorités à établir un cadre macroéconomique solide et les capacités institutionnelles nécessaires pour mettre en œuvre des politiques budgétaires et monétaires. Qui plus est, les programmes appuyés par le FMI ont contribué à apporter des éléments probants de la volonté de réformes du pays, ce qui a ouvert la voie à un important allègement de la dette. Le stock de la dette détenue par les créanciers du Club de Paris a été réduit de 80 % en trois temps, sous réserve de l'approbation et de l'achèvement réussis des programmes du FMI. Des chocs extérieurs, en particulier les fluctuations des cours du pétrole, et des problèmes de sécurité prolongés, ont mis à rude épreuve la détermination des autorités à maintenir la stabilité macroéconomique. Le principal enseignement à tirer du cas de l'Iraq est que, dans des États tributaires des ressources naturelles, des problèmes de sécurité récurrents peuvent prolonger les conflits, faire dérailler les réformes et entraver une reprise durable.

Rwanda (1990-98)

Le redressement du Rwanda après le génocide de 1994 montre qu'il est important d'entreprendre des réformes institutionnelles rapidement après les conflits. Après avoir adopté une nouvelle constitution en 2003, les autorités ont engagé un programme de réformes structurelles échelonnées qui privilégiait un assainissement des finances publiques et un renforcement des institutions avant de procéder à une libéralisation plus vaste du marché. Entre 1997 et 2004, 27 réformes fondamentales ont été mises en œuvre, notamment des réformes visant à renforcer la transparence budgétaire, réduire l'empreinte économique de l'État par des privatisations et introduire un système d'adjudication des devises qui a aidé la banque centrale à atteindre l'équilibre du marché sans volatilité excessive. Ces réformes ont permis au Rwanda de stabiliser la situation macroéconomique et de reprendre le contrôle des finances publiques.

L'amélioration de la gouvernance, favorisée par la création d'un bureau centralisé chargé de réaliser les projets financés par les bailleurs de fonds, et une hausse des dépenses consacrées aux secteurs socialement productifs, tels que la transformation rurale et agricole, le développement humain et les capacités institutionnelles, ont ancré la confiance des bailleurs de fonds et posé les jalons d'un allègement de la dette. Le Rwanda a atteint le point de décision de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés en 2000 et rempli les conditions requises pour bénéficier de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale en 2006, ce qui a réduit sa dette extérieure de plus d'un milliard de dollars.

Deux principaux messages sont à retenir de l'expérience du Rwanda. Premièrement, mettre rapidement en place des institutions budgétaires et des cadres de gouvernance solides offre une base stable pour la reprise. Deuxièmement, une ferme volonté de réformes crée la fondation durable d'un redressement en soutenant la dynamique de réformes, si elle est associée à une stabilité politique persistante, un soutien international et une forte appropriation locale.

Somalie (depuis 1989)

La trajectoire de la Somalie, depuis l'effondrement de l'État jusqu'à une reconstruction progressive au cours des 10 dernières années, s'est caractérisée par une volonté de réformes au niveau national et un engagement international soutenu. Après deux décennies de conflit qui ont anéanti l'économie, les institutions et le capital humain, l'accord de Djibouti de 2008 et la constitution provisoire de 2012 ont établi un cadre fédéral qui a permis de renouveler le soutien extérieur et de créer l'espace voulu pour renforcer l'État. Depuis, la Somalie a connu trois élections nationales suivies de transferts du pouvoir pacifiques, même si le règlement politique demeure incomplet et que les problèmes de sécurité persistent.

Les partenaires internationaux ont joué un rôle crucial dans la reconstruction de la Somalie. Des missions de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine ont assuré la sécurité et protégé les infrastructures clés, tandis que des partenaires bilatéraux ont soutenu la formation et la logistique des forces de sécurité nationales. Les partenaires multilatéraux et bilatéraux ont fourni des financements non négligeables sous forme

Encadré 2.1 (fin)

de dons tandis que le FMI et la Banque mondiale ont apporté un concours coordonné. Une étape majeure a été franchie en 2023 avec un allègement de la dette de 4,5 milliards de dollars dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ce qui a rétabli la viabilité extérieure et débloqué de nouveaux financements. Les contributions des donateurs au fonds pays en faveur de la Somalie ont également joué un rôle important en assurant la fourniture continue par le FMI d'une aide au développement des capacités.

La forte adhésion des autorités à la stratégie de réformes macroéconomiques a été fondamentale. Depuis 2016, la Somalie a mis en œuvre plus de 100 mesures structurelles dans le cadre de programmes appuyés par le FMI, ainsi que des réformes soutenues par la Banque mondiale et d'autres partenaires. Ces réformes vont de la politique et l'administration fiscales à la gestion des finances publiques, en passant par la gestion de la dette, la supervision et la réglementation du secteur financier, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, la gouvernance et les statistiques. Parmi les résultats concrets obtenus, l'on peut citer l'amélioration de la mobilisation des recettes, la modernisation des processus de gestion des finances publiques, le renforcement des capacités de la banque centrale, et l'accroissement de la transparence et de la responsabilisation.

L'expérience de la Somalie montre que des pays fragiles ou touchés par un conflit peuvent progresser vers la stabilité et le développement, mais qu'il faut pour cela un fort engagement au niveau national, un soutien international prévisible et des réformes soigneusement échelonnées. Les avancées persistent à long terme et restent subordonnées à la fois à la poursuite de l'appropriation des réformes et à l'adaptation face aux chocs. Les progrès enregistrés par ce pays prouvent en outre que le redressement à la sortie d'un conflit est un processus de longue haleine qui exige une capacité d'adaptation et une collaboration étroite entre les parties prenantes au niveau national et les partenaires internationaux du développement.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James A. Robinson. 2001. "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation." *American Economic Review* 91 (5): 1369-401.
- Aghion, Philippe, Philippe Bacchetta, Romain Ranciere, and Kenneth Rogoff. 2009. "Exchange Rate Volatility and Productivity Growth: The Role of Financial Development." *Journal of Monetary Economics* 56 (4): 494-513.
- Asonuma, Tamon, and Christoph Trebesch. 2016. "Sovereign Debt Restructurings: Preemptive or Post-Default?" *Journal of the European Economic Association* 14 (1): 175-214.
- Asonuma, Tamon, Dirk Niepelt, and Romain Ranciere. 2017. "Sovereign Bond Prices, Haircuts and Maturity." Working Paper WP/17/119, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bashur, Diana. 2025. "How Does Targeted Cash Affect Social Cohesion in Post-conflict Settings? A Structured Review." *Journal of Peacebuilding & Development*.
- Besley, Timothy, and Marta Reynal-Querol. 2014. "The Legacy of Historical Conflict: Evidence from Africa." *American Political Science Review* 108 (2): 319-36.
- Boyce, James K. "Post-Conflict Recovery: Resource Mobilization and Reconstruction." In *Securing Peace: State-Building and Economic Development in Post-Conflict Countries*, edited by Richard Kozul-Wright and Piergiuseppe Fortunato, 153-176. London: Bloomsbury, 2011.
- Cassimon, Danny, Bjorn Van Campenhout, Marin Ferry, and Marc Raffinot. 2015. "Africa: Out of Debt, into Fiscal Space? Dynamic Fiscal Impact of the Debt Relief Initiatives on African Heavily Indebted Poor Countries (HIPC)." *International Economics* 144: 29-52.
- Chinn, Menzie D. and Hiro Ito. 2006. "What Matters for Financial Development? Capital Controls, Institutions, and Interactions." *Journal of Development Economics* 81 (1): 163-92.
- Eklou, Kodjovi. 2023. "Dollar Exchange Rate Volatility and Productivity Growth in Emerging Markets: Evidence from Firm Level Data." Working Paper WP/23/111, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Feenstra, Robert C., Robert Inklaar, and Marcel P. Timmer. 2015. "The Next Generation of the Penn World Table." *American Economic Review* 105 (10): 3150-82.
- Galí, Jordi. 2015. *Monetary Policy, Inflation, and the Business Cycle: An Introduction to the New Keynesian Framework and its Applications*. Princeton University Press. Princeton, New Jersey.
- Gethin, Amory. 2024. "A New Database of General Government Revenue and Expenditure by Function, 1980-2022." World Inequality Lab Working Paper 2024/18.
- Hall, Robert E., and Charles I. Jones. 1999. "Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker than Others?" *The Quarterly Journal of Economics* 114 (1): 83-116.
- Hnatkovska, Viktoria, and Norman Loayza. 2003. "Volatility and Growth." Policy Research Working Paper 3184, World Bank, Washington, DC.
- Horn, Sebastian, Carmen M. Reinhart, and Christoph Trebesch. 2022. "Hidden Defaults." Policy Research Working Paper 9925, World Bank, Washington, DC.

- Kaplan, Edward L., and Paul Meier. 1958. "Nonparametric Estimation from Incomplete Observations." *Journal of the American Statistical Association* 53(282).
- Loayza, Norman., Romain Ranciere, Luis Servén, and Jaume Ventura. 2007. "Macroeconomic Volatility and Welfare in Developing Countries: An Introduction." *The World Bank Economic Review* 21 (3): 343-57.
- Mauro, Paulo. 1995. "Corruption and Growth." *The Quarterly Journal of Economics* 110 (3): 681-712.
- Ovadiya, Mirey, Adea Kryeziu, Syeda Masood, and Eric Zapatero. 2015. "Social Protection in Fragile and Conflict-Affected Countries: Trends and Challenges." World Bank, Washington, DC.
- Rother, Bjoern, Gaelle Pierre, Davide Lombardo, Risto Herralla, Priscilla Toffano, Erik Roos, Allan G. Auclair, and Karina Manasseh. 2016. "The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Sterck, Olivier. 2019. "Beyond the Stars." *Journal of Economic Surveys* 33 (5): 1409-36.
- United Nations Development Programme (UNDP). 2008. "Post-Conflict Economic Recovery: Enabling Local Ingenuity." Crisis Prevention and Recovery Report 2008, UNDP, New York.
- Uppsala Conflict Data Program. 2024. "Frequently Asked Questions." <https://www.uu.se/en/departement/peace-and-conflict-research/research/ucdp/frequently-asked-questions>.
- World Bank Group. 2020. *Building for Peace: Reconstruction for Security, Sustainable Peace, and Equity in Middle East and North Africa*. Washington, DC: World Bank.
- Yeyati, Eduardo Levy, and Ugo Panizza. 2011. "The Elusive Costs of Sovereign Defaults." *Journal of Development Economics* 94 (1): 95-105.

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (région MOANAP)^{1,2}*(Variation en pourcentage en glissement annuel, sauf indication contraire)*

	2024	Projections		
		2025	2026	2030
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (région MOANAP) ^{1,2}				
Croissance du PIB réel	2,1	3,2	3,7	3,7
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	2,9	1,6	1,2	1,1
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-2,3	-2,9	-2,8	-1,4
Inflation (moyenne sur la période)	15,2	11,2	9,8	6,4
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP				
Croissance du PIB réel	2,5	3,0	3,4	3,0
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	4,0	2,9	2,9	3,1
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	5,2	3,4	2,9	2,9
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-1,0	-1,5	-1,4	-0,7
Inflation (moyenne sur la période)	8,5	10,1	10,0	6,8
Pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)				
Croissance du PIB réel	2,2	3,9	4,3	3,4
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	4,3	3,8	3,6	3,6
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	7,1	4,9	4,3	3,7
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	1,8	0,8	0,9	1,2
Inflation (moyenne sur la période)	1,6	1,7	2,0	2,0
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP hors CCG				
Croissance du PIB réel	2,9	1,8	2,2	2,6
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	3,6	1,7	1,9	2,5
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	0,8	-0,3	-0,6	0,8
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-7,6	-7,1	-7,2	-5,5
Inflation (moyenne sur la période)	17,9	21,8	21,6	13,8
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ^{1,2}				
Croissance du PIB réel	1,6	3,5	4,1	4,7
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-3,8	-3,3	-3,6	-3,3
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-5,9	-6,9	-6,5	-3,2
Inflation (moyenne sur la période)	26,5	13,1	9,4	5,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOANAP				
Croissance du PIB réel	2,3	3,6	4,1	4,7
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-3,5	-3,1	-3,3	-3,1
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-6,2	-7,3	-6,7	-3,3
Inflation (moyenne sur la période)	24,9	11,8	8,4	5,4

		Projections		
	2024	2025	2026	2030
Pays à faible revenu de la région MOANAP ^{1,2}				
Croissance du PIB réel	-6,2	2,2	5,6	4,9
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-7,6	-5,4	-7,3	-6,1
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-1,9	-2,3	-3,1	-2,2
Inflation (moyenne sur la période)	47,9	39,7	28,6	11,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord (région MOAN) ¹				
Croissance du PIB réel	2,1	3,3	3,7	3,6
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	3,2	1,7	1,3	1,3
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-1,9	-2,6	-2,6	-1,3
Inflation (moyenne sur la période)	14,2	12,2	10,3	6,4
Caucase et Asie centrale (CAC)				
Croissance du PIB réel	5,5	5,6	4,7	4,0
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-1,4	-2,0	-3,0	-3,3
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-1,1	-2,4	-2,4	-1,7
Inflation (moyenne sur la période)	6,7	8,6	8,0	5,3
Pays exportateurs de pétrole de la région CAC				
Croissance du PIB réel	4,4	4,9	4,0	3,1
Croissance du PIB réel hors pétrole	6,3	4,7	4,1	3,7
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	0,6	-1,4	-2,2	-2,5
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-0,4	-2,0	-2,0	-1,1
Inflation (moyenne sur la période)	6,8	9,3	9,1	5,8
Pays importateurs de pétrole de la région CAC				
Croissance du PIB réel	7,2	6,8	5,7	5,4
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-5,8	-3,1	-4,6	-4,7
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-2,5	-3,2	-3,0	-2,8
Inflation (moyenne sur la période)	6,6	7,3	6,0	4,5

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Égypte et Pakistan (juillet/juin). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

¹Hors Syrie.

²Hors Afghanistan sur la période 2025-30.

Croissance du PIB réel*(Variation en pourcentage en glissement annuel)*

	Octobre 2025				Mai 2025				Révision depuis mai 2025			
	2024	2025	2026	2030	2024	2025	2026	2030	2024	2025	2026	2030
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (région MOANAP)^{1,2}	2,1	3,2	3,7	3,7	1,9	2,6	3,4	3,7	0,2	0,6	0,3	0,0
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP	2,5	3,0	3,4	3,0	2,2	2,3	3,1	3,0	0,3	0,7	0,3	0,0
Pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)	2,2	3,9	4,3	3,4	1,7	3,0	4,1	3,4	0,5	0,9	0,2	0,0
Bahreïn	2,6	2,9	3,3	3,2	2,8	2,8	3,0	3,2	-0,2	0,1	0,3	0,0
Koweït	-2,6	2,6	3,9	2,3	-2,8	1,9	3,1	2,2	0,2	0,7	0,8	0,1
Oman	1,7	2,9	4,0	3,6	1,7	2,3	3,6	3,8	0,0	0,6	0,4	-0,2
Qatar	2,4	2,9	6,1	3,4	2,4	2,4	5,6	3,4	0,0	0,5	0,5	0,0
Arabie saoudite	2,0	4,0	4,0	3,3	1,3	3,0	3,7	3,3	0,7	1,0	0,3	0,0
Émirats arabes unis	4,0	4,8	5,0	3,9	3,8	4,0	5,0	3,9	0,2	0,8	0,0	0,0
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP hors CCG	2,9	1,8	2,2	2,6	2,7	1,4	1,8	2,6	0,2	0,4	0,4	0,0
Algérie	3,7	3,4	2,9	2,5	3,5	3,5	3,0	2,4	0,2	-0,1	-0,1	0,1
Iran	3,7	0,6	1,1	2,0	3,5	0,3	1,1	2,0	0,2	0,3	0,0	0,0
Iraq	-0,2	0,5	3,6	4,1	0,3	-1,5	1,4	4,1	-0,5	2,0	2,2	0,0
Libye	1,9	15,6	4,2	2,2	-0,6	17,3	4,3	2,2	2,5	-1,7	-0,1	0,0
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP¹	1,6	3,5	4,1	4,7	1,6	3,2	3,9	4,7	0,0	0,3	0,2	0,0
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOANAP	2,3	3,6	4,1	4,7	2,2	3,3	3,8	4,7	0,1	0,3	0,3	0,0
Égypte	2,4	4,3	4,5	5,3	2,4	3,8	4,3	5,5	0,0	0,5	0,2	-0,2
Jordanie	2,5	2,7	2,9	3,0	2,5	2,6	2,9	3,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Liban	-7,5	...	...	...	-7,5	...	...	...	0,0	...	...	...
Maroc	3,8	4,4	4,2	3,8	3,2	3,9	3,7	3,6	0,6	0,5	0,5	0,2
Pakistan	2,5	2,7	3,6	4,5	2,5	2,6	3,6	4,5	0,0	0,1	0,0	0,0
Tunisie	1,6	2,5	2,1	1,4	1,4	1,4	1,4	1,2	0,2	1,1	0,7	0,2
Cisjordanie et bande de Gaza	-26,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à faible revenu de la région MOANAP¹	-6,2	2,2	5,6	4,9	-9,3	0,8	5,2	4,2	3,1	1,4	0,4	0,7
Afghanistan	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Djibouti	6,5	6,0	6,0	5,5	6,5	6,0	5,5	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0
Mauritanie	6,3	4,0	4,3	3,0	4,6	4,4	3,7	1,0	1,7	-0,4	0,6	2,0
Somalie	4,1	3,0	3,3	4,1	4,0	4,0	4,1	4,5	0,1	-1,0	-0,8	-0,4
Soudan	-23,4	3,2	9,5	5,5	-23,4	-0,4	8,8	4,5	0,0	3,6	0,7	1,0
Syrie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Yémen	-1,5	-1,5	0,0	5,0	-1,5	-1,5	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord (région MOAN)¹	2,1	3,3	3,7	3,6	1,8	2,6	3,4	3,6	0,3	0,7	0,3	0,0
Caucase et Asie centrale (CAC)	5,5	5,6	4,7	4,0	5,4	4,9	4,3	3,8	0,1	0,7	0,4	0,2
Pays exportateurs de pétrole de la région CAC	4,4	4,9	4,0	3,1	4,3	4,2	3,7	2,9	0,1	0,7	0,3	0,2
Azerbaïdjan	4,1	3,0	2,5	2,5	4,1	3,5	2,5	2,5	0,0	-0,5	0,0	0,0
Kazakhstan	4,8	5,9	4,8	3,4	4,8	4,9	4,3	3,1	0,0	1,0	0,5	0,3
Turkménistan	3,0	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	0,7	0,0	0,0	0,0
Pays importateurs de pétrole de la région CAC	7,2	6,8	5,7	5,4	7,2	5,9	5,5	5,4	0,0	0,9	0,2	0,0
Arménie	5,9	4,8	4,9	4,5	5,9	4,5	4,5	4,5	0,0	0,3	0,4	0,0
Géorgie	9,4	7,2	5,3	5,0	9,4	6,0	5,0	5,0	0,0	1,2	0,3	0,0
République kirghize	9,0	8,0	5,3	5,3	9,0	6,8	5,3	5,3	0,0	1,2	0,0	0,0
Tadjikistan	8,4	7,5	5,5	4,5	8,4	6,7	5,0	4,5	0,0	0,8	0,5	0,0
Ouzbékistan	6,5	6,8	6,0	5,7	6,5	5,9	5,8	5,7	0,0	0,9	0,2	0,0

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Égypte et Pakistan (juillet/juin). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

¹Hors Syrie.²Hors Afghanistan sur la période 2025-30.

DANS CETTE ÉDITION

CHAPITRE 1

Évolution de la situation régionale
et perspectives économiques – résilience dans
un contexte incertain : pour combien de temps ?

CHAPITRE 2

Stimuler la reprise économique
à l'issue d'un conflit : caractéristiques
et politiques publiques



PUBLICATIONS

REGIONAL ECONOMIC OUTLOOK

MIDDLE EAST AND CENTRAL ASIA - OCTOBER 2025 (FRENCH)

